

S!lence

Ecologie • Alternatives • Non-violence

Alternatives

- Une Ecozac à Paris
- Wwoof autour de la Terre
- La Maison de l'Ecologie de Lyon



Désobéissance civique

Dossier

Croître, croire, obéir
de Guillaume Gamblin

**Henri-David Thoreau
et sa révolte solitaire**
d' Yvette Bailly

**La "criminalisation" de
la désobéissance civile**
d'Alain Refalo

Le sens de la marche
de Madeleine Nutchey

**Une mondialisation
de la désobéissance**
de Madeleine Nutchey

Les Faucheurs volontaires
de Jean-Baptiste Libouban

La Poste adopte la décroissance

Vous êtes de plus en plus nombreux à vous plaindre des délais de réception de la revue. Comme vous pouvez le constater lors de la réception d'un numéro, nous indiquons maintenant la date à laquelle ce numéro est posté. La Poste justifie ses perpétuelles augmentations en nous garantissant une livraison en moins de quatre jours.

Au-delà, vous pouvez vous plaindre à votre postier, à l'inspection interne de la Poste. Nous, nous ne le faisons plus car cela ne sert strictement à rien à part remplir des paperasses.

On pouvait critiquer "les fonctionnaires", mais au fur et à mesure que la Poste est de plus en plus privée, le service est de plus en plus mauvais.

Une lectrice de la Réunion a reçu son numéro d'été, posté le 17 juin, seulement le 15 septembre ! Soit trois mois de délais. Nous pouvons donc en conclure qu'écouter nos conseils pour la décroissance, ce numéro a été livré par bateau. Celui-ci devait être économe puisque l'on obtient du 9 km/h.

Un lecteur de la Drôme a reçu son numéro de septembre, posté le 26 août seulement le 17 septembre, soit 22 jours pour parcourir 150 km. 6 km par jour : même Jujube l'ânesse de la marche pour la décroissance fait mieux que ça !

Vincent Peyret

Suite à l'annonce parue dans notre numéro de juin, nous avons reçu huit candidatures pour le poste de secrétariat interne. C'est finalement Vincent Peyret, ancien stagiaire, qui a été choisi et qui depuis début septembre assure les mardis des permanences pour la circulation interne de l'information au sein de Silence. Il a aussi en charge la gestion du courrier des lecteurs.

En chantier

Sous réserve, les prochains dossiers seront consacrés à *faire un média alternatif* (décembre), *alternatives en sud-Midi-Pyrénées* (janvier), *terre, terroir, territoires* (février)...

Retour de la commission paritaire !

Comme la plupart des revues associatives mises en cause par La Poste, notre dossier a été examiné par la Commission paritaire qui nous a de nouveau accordé notre numéro d'inscription. Reste maintenant à obtenir de la Poste qu'elle nous rembourse ce qu'elle a perçu en nous refusant des tarifs auxquels nous avions droit... soit plus de 3500 €.

Offrir S!lence !

Si vous offrez cinq abonnements découverte pour six mois (15 x 5 = 75 €), vous bénéficiez de votre réabonnement gratuit pour un an (40 €).

Alternatives à Paris

Pour le numéro d'été 2006, nous devrions présenter les alternatives dans la capitale... et uniquement dans la capitale (pas l'Ile-de-France !). Si vous désirez nous aider à concevoir ce numéro, nous pouvons vous envoyer un courrier avec les explications pour la recherche des reportages. Ecrivez-nous ou téléphonez-nous (de préférence le mercredi au 04 78 39 55 33).

Objectif décroissance



Sixième réédition pour ce livre à succès !
Toujours disponible auprès de S!lence
(13 € + 3 € de port).
Tarif dégressif
à partir de 5 exemplaires.

24 **Habitat écologique**
Un projet pour Paris
de Philippe Bovet

Alternatives
Wwoof autour
de la terre **35**
d'Alban Labouret et Aymeric Mercier

28 **Alternatives**
La maison de l'écologie
de Lyon
de Michel Bernard

38 **Le téléphone portable (2)**
Gadget de
destruction massive
www.piecesetmaindoeuvre.com

Brèves

- 21 Santé
- 22 Environnement
- 26 Alternatives
- 30 Nord/Sud
- 31 Société
- 32 Nucléaire
- 33 Energies
- 34 Paix
- 36 Femmes
- 37 Politique
- 41 Courriers
- 44 Annonces
- 45 Livres

Pour les lecteurs et lectrices qui veulent participer aux réunions du comité de lecture : clôture des articles et comité de lecture du n° 330 : samedi 22 octobre à 14 h, comité de lecture du n° 331 : samedi 19 novembre à 14h (dans les locaux de S!lence à Lyon).
N° 330 (décembre) : Clôture des brèves : mercredi 26 octobre à 12 h.
N° 331 (janvier) : Clôture des brèves : mercredi 23 novembre à 12 h.

Les infos contenues dans ce numéro ont été arrêtées au 28 septembre 2005.

Bulletin d'abonnement page 47



La servitude volontaire

Si on veut chercher le fondement philosophique de la désobéissance civile et de la non-coopération, il faut remonter aux écrits d'Etienne de La Boétie (1530-1563). Ce grand ami de Montaigne rédige en 1548, le "Discours de la servitude volontaire". Cet essai développe l'idée que la nature de l'homme est d'être libre et s'il est esclave c'est volontairement. L'homme est complice de la servitude qu'il subit puisque le tyran tire son pouvoir et sa force de ceux-là mêmes qu'il domine. L'esclavage du peuple ne tient pas à la force du tyran mais à sa propre démission. La paresse, la coutume, les habitudes endorment la raison et la vigilance. Le pouvoir du tyran existe parce que le peuple obéit à ses ordres, pour défaire le tyran il faut refuser de le servir. La Boétie, cet étudiant en droit de vingt-trois ans, a l'intuition que le peuple, sans utiliser la violence, peut faire tomber un pouvoir absolu en lui retirant son soutien. "Soyez résolus de ne servir plus et vous serez libres. Je ne veux pas que vous le poussiez ou l'ébranliez, mais seulement ne le soutenez plus et vous le verrez, comme un grand colosse à qui on a dérobé sa base, de son poids même, fondre en bas et se rompre".

Cet écrit d'avant-garde pose clairement la question de la soumission à l'autorité. Ce texte a fait scandale, il fut brûlé à Bordeaux par arrêt du Parlement en 1579. Il fut réédité pendant la Seconde guerre mondiale où il circulera sous le manteau. Ce texte reste d'actualité. Nous pouvons refuser dans la vie de tous les jours cette servitude volontaire, par exemple en refusant de se soumettre à la publicité et à une consommation effrénée, et en gardant la maîtrise de nos choix de vie. Ce texte nous incite en notre âme et conscience à ne pas cautionner des orientations prises en notre nom et à désobéir à des lois injustes. Il s'agit de préférer la légitimité à la légalité.

Yvette Bailly ■

Référence :
Etienne de La Boétie et la servitude volontaire, Alain Réfalo,
Non-violence actualité, octobre 1994.

Croître, croire, obéir



La logique de la croissance économique nous domine parce que nous lui obéissons au quotidien, et nous lui obéissons parce que nous croyons à ses illusions. Poser des actes de désobéissance civile permet de remettre en cause dans le débat public les valeurs et les choix qui nous sont imposés par cette logique. Et de s'y opposer concrètement, efficacement.

Quatre exemples de fronts de lutte actuels, ou à venir...

Les grands défis auxquels nous sommes confrontés aujourd'hui : réchauffement climatique, épuisement des ressources énergétiques, destruction de la biodiversité, inégalités Nord-Sud, misère et exclusion au Nord, consumérisme insensé, privatisation du vivant et des biens communs, risques technologiques, etc., peuvent tous être reliés plus ou moins directement aux conséquences de la logique de la croissance.

La croissance, si elle est une logique macro-économique qui ordonne l'ensemble des échanges humains dans nos sociétés, est tout autant un paradigme, une foi qui oriente ceux-ci et leur assigne un but. Elle repose sur un système de croyances (dans la consommation comme moyen de l'accomplissement humain, dans la valeur en soi du travail, dans le caractère salvateur de la technique), la plupart du temps implicites, qui lui donnent toute sa force en tant que logique économique. Ce système de croyances engendre un ensemble de conduites quotidiennes d'obéissance, qui à leur tour lui donnent toute son emprise mentale, psychologique, sociale.

A travers les quatre exemples des OGM, de la publicité, de la carte d'identité biométrique, et du travail, on verra concrètement comment se déploie cette articulation croissance — croyance — obéissance, et en quoi la désobéissance civile peut être un moyen privilégié, parmi d'autres, de venir briser cette logique en nous amenant à décroître dans les valeurs qui la fondent, et ainsi à décroître.

Les OGM

Le motif premier de la diffusion des organismes génétiquement modifiés dans le circuit agricole et expérimental, est la volonté de croissance économique de firmes agro-semencières, qui ont breveté cette technologie et tirent un profit financier direct de leur commercialisation.

Or la croissance de ces firmes n'apparaît pas comme une raison suffisante pour légitimer les risques potentiels encourus par une telle technique. C'est pourquoi



Menville (Haute-Garonne) le 25 juillet 2004.

elles l'entourent d'un discours idéologique qui vient en masquer le motif et en justifier l'usage : les OGM nous sont alors présentés comme un instrument inespéré pour résoudre le problème de la faim dans le monde, grâce à leur résistance. Nul besoin donc d'aller chercher du côté du politique, du partage des richesses, pour combattre la pauvreté : les OGM nous apportent une solution technique qui permet de ne rien remettre en cause de nos rapports de domination actuels et de notre niveau de vie. La foi dans les OGM rentre dans le complexe plus large de notre croyance dans la techno-science salvatrice.

En plus d'en finir avec les famines qui touchent les pays pauvres, cette nouvelle technologie nous est présentée comme porteuse de potentialités inespérées au niveau médical. Rien n'est par contre dit sur les risques non pas potentiels mais immédiats qu'ils font encourir à la biodiversité et à notre santé.

L'objectif initial de croissance se double donc ici d'un ensemble organisé de croyances qui viennent le fonder et lui donner sa légitimité. Ces croyances se

basent sur une intense propagande (revêtue d'une autorité scientifique). Elles tendent à induire des conduites d'acceptation et d'obéissance (consommation pas-

La désobéissance civile permet d'ouvrir une brèche.

sive d'OGM), en se basant sur la politique du fait accompli : les OGM sont déjà présents quotidiennement dans notre nourriture, et sont cultivés en plein champ, il est trop tard pour s'y opposer, il ne reste plus qu'à s'y résoudre. "Vous ne pouvez rien y changer, vous êtes totalement impuissants face à ce développement « naturel » des OGM, il ne vous reste plus qu'à y croire, pour justifier votre acceptation".

Que faire pour s'opposer à une telle imposition non-démocratique de cette technologie ? Il semble que le champ de la seule contre-argumentation soit dérisoirement impuissant face à la puissance d'intérêts financiers énormes, et à des décisions qui semblent avoir été prises de manière inéluctable par les acteurs politiques.

On peut alors, comme le font les membres du *Collectif des faucheurs volontaires*, briser la soumission générale qui

Désobéir

entoure leur mise en œuvre, et passer à l'action en désobéissant à cet état de fait imposé, en venant faucher les plants d'OGM. La désobéissance civile vient briser la torpeur, le consensus mou, la soumission généralisée qui entourent ces essais, et qui s'enracinent dans un sentiment d'impuissance. Elle permet par là même de relancer le débat public sur les risques potentiels liés à ces technologies, sur les vraies motivations de ces essais, sur le messianisme technologique qui en constitue le socle. Finalement elle amène par là à réinterroger un processus global où c'est l'économie qui guide les décisions au détriment de l'intérêt collectif, où c'est la croissance de firmes privées qui constitue le seul impératif s'imposant à l'ensemble des autres considérations d'ordre sanitaire, social, écologique, politique, éthique.

La désobéissance civile permet ainsi d'ouvrir une brèche qui, du comportement d'acceptation généralisée, remonte au système de croyances et finalement à la logique de croissance qui ont permis ensemble l'implantation des OGM.

La publicité

Tout le monde admet que le motif principal de la publicité est la recherche de croissance économique de la part du secteur privé, qui cherche à augmenter ses ventes en augmentant la consommation des produits ou services qu'il propose, pour en générer des profits. Les acteurs politiques, eux aussi, sont intéressés dans cette logique publicitaire, de par leur incessante recherche de relance de l'emploi, relance qui conditionne leur succès à court terme et donc leur carrière. Dans une perspective globale de croissance, la publicité est donc doublement utile puisqu'elle est facteur de vente pour les acteurs privés, et facteur d'emploi pour les acteurs publics. A la jonction entre les deux, elle est facteur de consommation, puisqu'elle constitue par essence un mécanisme de relance du désir de consommer.

Là encore, ce mécanisme de croissance repose sur un système de croyance : le but de la pub est de "faire croire". Elle a pour mission la création de fantasmes, la fabrication et surtout le formatage des désirs. La publicité a pour vocation, au-delà de la seule promotion de l'objet singulier qu'elle vante, de donner à la croissance économique un socle psychologique profondément enraciné en l'homme, un ressort d'autant plus inépuisable qu'il est intériorisé par le plus grand nombre : elle doit donner le sentiment



Une action du RAP (Résistance à l'agression publicitaire) à Paris, septembre 1996.

que le bonheur, le bien-être, l'accomplissement personnel et social résident dans la possession d'objets formatés. La pub est une machine à désirer, qui veut nous faire croire au paradis consumériste.

Cette croyance en l'accomplissement consumériste, se fonde sur un matraquage intensif, qui nous fait passer pour naturelle cette omniprésence des messages publicitaires dans notre vie quotidienne, jusque dans nos espaces d'intimité les plus préservés.

Mais bien plus que cela : il y a une intériorisation de cet imaginaire publicitaire et du désir d'objets, perçus comme réponses aux besoins humains et au sentiment de manque. Ces messages font appel non à la raison mais aux structures les plus profondes et les moins conscientes de notre nature désirante, de nos archétypes, de notre émotivité. Leur répétition depuis le plus jeune âge crée un monde, dans lequel les objets ou services promus par ces marques apparaissent comme un élément central, essentiel ; un monde dans lequel même nos besoins sont réévalués et reformulés en fonction de ces réponses qui sont apportées par le marché. Et ce monde est d'autant plus "notre" monde, ancré dans les structures profondes de notre "moi", qu'il nous est matraqué incessamment depuis notre plus petite enfance, et que ses structures s'intègrent donc dans la construction de notre personnalité, de nos désirs, de la perception de nos besoins, etc.

Face à cette machine de guerre psychologique hyper-puissante, que pouvons-nous espérer d'une simple contre-argumentation : à la limite un article dans un journal ou un entretien radiotélévisé, qui seront littéralement noyés au milieu d'un flot de publicités et de messages consuméristes ? Ici encore, un rééquilibrage des forces est nécessaire.

**Désobéir,
c'est d'abord
désapprendre
à obéir.**

Pour parvenir à se faire entendre, une piste consiste, là encore, à venir opérer une rupture dans la conduite d'acceptation généralisée, en posant des gestes de refus délibéré. Par exemple en allant barbouiller les affiches publicitaires de slogans qui amènent à réfléchir, ou qui détournent le message initial. Ces actes illégaux peuvent venir secouer le consensus mou, et interroger une réalité qui n'était plus guère questionnée, car banalisée. Omniprésence de ces panneaux dans ma vie quotidienne est-elle si utile ? si légitime ? si agréable ? Les slogans que je lis sur les affiches détournées ("obéis : consomme !") m'interrogent : la pub n'est-elle pas une aliénation ? ai-je le choix de ne pas la lire ? est-ce que ce matraquage me respecte ? Est-ce que je suis pris pour un adulte ou pour un



La révolte des boîtes aux lettres (Paris, juin 1994).

enfant ? Chercherait-on à me manipuler ?

Ces actes de désobéissance civile accomplis par des "déboulonneurs" volontaires, ont une action profondément libératrice sur tous ceux qui ressentent un malaise face à cette propagande continue ; ils peuvent les amener à sortir de leur sentiment d'impuissance et de la soumission qui les retenait jusqu'ici de protester et d'agir. Ils permettent en outre de relancer le débat sur la place de la pub dans l'espace public, sur sa fonction de manipulation des désirs et de l'imaginaire. Ils interrogent chacun sur sa réduction au rôle de consommateur, en mettant en lumière la logique absurde et aliénante de la croissance, qui nous transforme en travailleurs-consommateurs serviles.

Il serait inutile d'espérer porter de tels débats sur le devant de la scène médiatique sans de tels actes de rupture qui viennent capter l'attention de tous, justice y compris. De tels actes de désobéissance seront d'autant plus interpellants et convaincants qu'ils auront été accomplis à visage découvert par des citoyens qui assument les conséquences de leurs actes, et mettent ainsi leur liberté et leur confort en jeu pour une cause qu'ils estiment être d'intérêt collectif.

La carte d'identité biométrique

Dans le cadre d'un projet appelé Ines (identité nationale électronique sécurisée), le comité interministériel du 11 avril 2005 a confirmé la mise en place dès 2007



en France de cartes d'identité biométriques, cartes qui seront rendues obligatoires au bout de quelques années. Ces cartes électroniques d'identité comporteront, sous forme numérisée (grâce à une puce), des éléments d'identification biométriques personnels (empreintes digitales et photographie numérisée, dans un premier temps).



Numérisation en relief d'un visage.

Outre sa fonction d'identification sécuritaire, cette carte aura aussi fonction de signature électronique lui permettant de remplir, pêle-mêle, des fonctions de carte bancaire, d'accès à des prestations administratives par internet, de transactions commerciales. De nombreuses autres données personnelles pourront y être incluses, permettant de regrouper diverses fonctionnalités destinées officiellement à nous simplifier la vie.

L'historien Gérard Noiriel (1) nous rappelle que les procédés d'identification anthropométriques ont vu le jour à la fin du dix-neuvième siècle sous l'impulsion de Bertillon, pour maximiser l'efficacité des processus d'identification des criminels, dans le cadre de la police judiciaire. En 1935, dans un contexte de "développement de la xénophobie", le ministère de l'intérieur informe le Quai d'Orsay, alors réticent, de "l'extension des techniques d'identification anthropométriques à l'ensemble de la population étrangère". A partir de ce moment-là, "le procédé dactyloscopique [empreintes digitales], jusque là réservé aux criminels ou aux « suspects du point de vue national » est progressivement étendu à l'ensemble des réfugiés" (2).

Il aurait été dommage d'en rester là : ces procédés doivent donc être étendus à chaque citoyen français, qui devient un suspect en puissance, et dont les éléments

d'identification doivent être conservés dans un fichier central. Innovation notable : la consultation des données d'identité contenues dans la puce par les agents de contrôle, se fera *sans contact* : la porte est ainsi grande ouverte au contrôle effectué à l'insu du porteur de la carte. Dans tous les cas, la généralisation de cette carte participe avant tout d'une criminalisation de la population, du renforcement et de la multiplication des contrôles d'identité.

Mais quel rapport entre ce projet ultra-sécuritaire et la logique de croissance économique ? Tout simplement du fait que ce projet du gouvernement s'inspire très directement d'un texte de recommandations rédigé en juillet 2004 par les industries électroniques et numériques, sous le titre de *Livre bleu*, détaillant les "grands programmes structurants" pour la relance de la croissance de ces dites industries. Ce document (3) se veut donc la contribution de l'ensemble de la filière (grands groupes, fournisseurs de composants, sous-traitants, distributeurs...) à la réflexion sur les moyens de la sortir de la menace qui pèse actuellement sur son développement, et de contribuer ainsi par le lancement de "grands programmes" dans des "domaines d'excellence", à "faire de l'Europe l'économie la plus compétitive (...) au monde" dans ce domaine.

Dans son projet Ines, le gouvernement reprend parfois mot pour mot la rhétorique utilisée par ces industries. Ce livre bleu comprend un chapitre intitulé "acceptation par la population", qui détaille les méthodes qui devront être utilisées par le gouvernement pour faire accepter la biométrie, qui est "très souvent vécue dans nos sociétés démocratiques comme une atteinte à la liberté individuelle". Il faut donc "faire accepter par la population les technologies utilisées", entre autres par "un effort de convivialité" et par "l'apport de fonctionnalités attrayantes" : "éducation dès l'école maternelle, les enfants utilisent ces technologies pour entrer dans l'école, en sortir, déjeuner à la cantine, et les parents ou leurs représentants s'identifieront pour aller chercher les enfants" ; "introduction dans les biens de consommation, de confort ou des jeux : téléphone portable, ordinateur, voiture" ; "développer les services « cardless » à la banque, au supermarché, dans les transports, pour l'accès internet...".

(1) Noiriel Gérard, *Réfugiés et sans-papiers, La République face au droit d'asile, XIX^e-XX^e siècle*, Hachette, Pluriel, 1998, p.162-166.

(2) Ibid., p. 193.

(3) Disponible sur www.gixel.fr

On voit bien comment l'imposition d'un comportement sécuritaire a dans ce cas pour origine la volonté de croissance des industries de l'électronique et du numérique. Celle-ci rejoint sans doute opportunément les désirs de l'Etat et des gouvernements actuels, qui cherchent ouvertement des moyens de contrôle voire de "nettoyage" de la population. Ce contrôle nécessite un processus d'acceptation par la population, et donc de persuasion intensive, qui passe pour l'instant par l'apport de "fonctionnalités attrayantes", mais qui pourrait demain utiliser des voies plus directes si une partie de la population venait à ne pas accepter cette carte biométrique.

Et précisément, face à un tel projet sécuritaire qui nous projette tout droit au cœur d'un roman d'Orwell, il sera sans aucun doute nécessaire, pour toute personne encore un tant soit peu attachée aux valeurs de démocratie et de liberté, de *refuser cette carte*. Un premier pas, important, est fait, avec le lancement par quelques organisations (4) d'une pétition "exigeant le retrait total et immédiat du projet Ines" (5).

Il nous faut tout faire pour soutenir cette initiative et empêcher que ce projet alarmant soit mis en route. Faute de quoi, il sera nécessaire de refuser massivement cette carte et donc de faire acte de désobéissance civile. Il faut s'y préparer dès aujourd'hui, au cas où ce projet ne serait pas retiré. Nul besoin d'être révolutionnaire pour constater que ce projet est totalement inacceptable dans un régime démocratique. Dans l'hypothèse d'une désobéissance ouverte à cette carte, l'intérêt serait dans le même temps de contraindre le gouvernement à retirer ce projet, par la force de la non-coopération collective, et d'ouvrir le débat public, d'interroger ce désir de sécurité, et de mettre à nu la logique de croissance qui est à l'origine de ce projet.



Visa numérique délivré aux USA.

Le travail

Pour Majid Rahnema (6), le ressort et la justification du travail dans nos sociétés est "le principe de l'expansion de la production, seul garant de la croissance durable de l'économie". [= la croissance]. Pour cela, la société a tout intérêt à "éduquer [l'homme] pour en faire un sujet de désir et de besoins, et pour qu'il intériorise les nouvelles valeurs" [= la croyance]. Cela, afin que finalement "il consente, de son plein gré, à mettre son travail au service de cette société de consommation" [= l'obéissance]. La trilogie *croissance, croyance, obéissance*, trouve ici son apothéose. Rahnema le résume clairement

lorsqu'il explique que le but de l'économie est de faire des pauvres non encore intégrés dans sa logique d'accroissement "des éléments *dociles, productifs et avides*" (7).

C'est bien l'avidité qui sous-tend le travail dans nos sociétés : le désir d'objets nouveaux, plus sûrs, plus confortables. La reconnaissance sociale passe dans notre société de consommation, par la possession de ces dits objets

qui nous ont été désignés comme désirables par la publicité. "Chacun consacrera sa vie à obtenir des augmentations de revenus ou de salaire (avec comme référence l'idéal niveau de consommation du bourgeois), à tenter d'accéder à la propriété" résume François Partant (8). Cette avidité nous est présentée comme socialement utile, puisqu'elle vient nourrir la consommation et donc la production, dont l'accroissement perpétuel est censé donner à chacun un emploi et amener le bien-être et la richesse pour tous.

C'est bien sûr un mensonge. L'équilibre d'une société réside dans la qualité de son lien social, dans la coopération qui existe entre ses membres, dans la limitation des inégalités en son sein, et donc dans sa *sobriété* et dans l'auto-limitation des richesses en son sein. Une société équilibrée et saine ne peut pas reposer sur la frénésie du "toujours plus", qui induit inégalités et déséquilibres croissants. Ni

sur la logique du mimétisme d'appropriation, qui engendre violence et compétition.

"Si l'on parle de justice aujourd'hui, estime Wolfgang Sachs, il ne faut pas se tourner vers les pauvres, il faut braquer la lumière sur les riches". Et interroger le sur-développement économique et technologique destructeur et insensé qui caractérise nos sociétés.

De même pour l'emploi : lorsqu'on parle de précarité, d'exclusion et d'injustices dans nos sociétés, il nous faut apprendre à ne pas nous tourner vers les chômeurs, mais à braquer au contraire la lumière sur les travailleurs. Ce n'est pas le chômage qui est à la racine du problème : c'est le travail. Plus précisément, c'est l'inassouvissement qui motive le travail. Dès lors que l'on est libéré de la soif d'objets perpétuelle que nous injecte la pub, dès lors que l'on s'est rendu compte que la plupart de nos besoins sont sociaux, et non économiques, nous ne sommes plus esclaves de la nécessité de travailler à plein temps.

Peut-être y a-t-il là une véritable clé pour répondre au "problème du chômage", qu'il faut reformuler en "problème du travail" : dès lors que l'on en vient à limiter ses besoins proprement monétaires (on peut aussi pratiquer des formes d'économie non-monétaires, comme les Sel (systèmes d'échange locaux), on n'a plus besoin de travailler autant, et le travail peut dès lors être partagé. Il y a là un véritable gisement de temps libéré pour des activités non-serviles, et d'emplois pour tous. Un tel partage des tâches est facteur de justice et d'équilibre sociaux ; il est moins insensé que la fuite en avant dans la relance de l'industrie nucléaire, militaire, automobile ou aéronautique...

Désobéir, c'est d'abord désapprendre à obéir. Il est urgent de cesser d'obéir à l'injonction publicitaire, de limiter nos besoins économiques et ainsi de nous libérer de la nécessité de travailler à plein temps, tout en partageant les sources de revenus. Ce sont les travailleurs qui sont les premiers acteurs potentiels de la non-coopération avec la logique du travail.

Dans tous les cas, il ne devrait en aucun cas être obligatoire d'accepter n'importe quel emploi pour pouvoir continuer à toucher une allocation : une sorte d'objection de conscience devrait être possible à un allocataire auquel on impose, pour continuer à être "ayant-droit", d'accepter un emploi qu'il juge contraire à ses principes fondamentaux, et socialement ou écologiquement destructeur : emplois dans le domaine de l'automobile, du pétrole, de l'armement, de l'aéronautique,

(4) Ligue des droits de l'homme, syndicat de la magistrature, syndicat des avocats de France, Association française des juristes démocrates...

(5) Voir le site www.Ldh-France.org, ou LDH, 138, rue Marcadet, 75018 Paris.

(6) Rahnema Majid, *Quand la misère chasse la pauvreté*, Actes Sud, Babel, 2003, p.365.

(7) Ibid., p.369-370.

(8) Partant François, *Que la crise s'aggrave !*, Parangon, 2002, p. 54, 55, 65.



des OGM, des engrais chimiques par exemple. En vertu de quoi aurait-on le droit de refuser d'exercer une activité militaire parce qu'on la juge destructrice, et n'aurait-on pas le droit de le faire pour une activité économique pour les mêmes raisons ?

L'idéal au final serait d'arriver à vivre d'une activité qui nous semble saine pour la société, pour la Terre et pour nous.

Pour cela il serait urgent de créer une Agence alternative pour l'emploi, sorte de centre de ressources qui permettrait de fédérer les projets de vie et les propositions d'activités orientés vers le bien commun et vers des alternatives, et de les mettre en lien avec les personnes qui cherchent justement à exercer des activités dans un même esprit. A quand une telle initiative ?

Un projet social d'obéissance ou de responsabilité ?

Soyons honnêtes : derrière les OGM, la pub, le travail-roi, et même en partie la carte biométrique, il n'y a pas de projet politique totalitaire. Dans une large mesure, ce sont les mécanismes du productivisme qui induisent *mécaniquement* ces processus qu'on peut qualifier de totalitaires. Même si le travail, la publicité, peuvent être analysés comme étant des moyens de contrôle, ce totalitarisme qui en résulte n'est pas sous-tendu par un projet politique global : il est simplement la somme des divers intérêts privés. Les choix de production à l'origine des réalisations destructrices que nous avons énumérées, estime Rahnama, "sont inspirés par la seule rationalité d'une production maximale selon les critères d'un marché libre" (9).

La difficulté est qu'il nous faut lutter non contre un visage mais contre un système. "Le crime implique au demeurant des criminels. Pour le communisme, les fiches anthropométriques sont faciles à établir : deux barbus, un barbichu, un binoclard, un moustachu, un qui traverse le Yang Tsé-Kiang à la nage, un amateur de cigares, etc. On peut haïr ces visages-là. Ils incarnent. S'agissant du capitalisme, il n'existe que des indices : Dow-Jones, Cac 40, Nikkey... Essayez, pour voir, de détester un indice. (...) Le capitalisme est partout et nulle part" (10).

Face à un adversaire aussi diffus, la résistance s'exercera donc moins contre un groupe déterminé de personnes, que contre un système, qui est celui du productivisme techniciste, auquel nous devons, les premiers, cesser d'obéir par nos choix de vie. Car ce système, avant tout, c'est nous. "Le Capital, résume François Partant, est devenu un *pouvoir immanent* que chacun exerce et subit" (11).

Ces forces impersonnelles du marché se consacrent "à la recherche du profit maximal dans un minimum de temps. Elles ne cherchent pas à convaincre", estime Jean Ziegler (12). Il faut bien comprendre que "les sociétés transcontinentales de la finance, de l'industrie, des services et du commerce, contrairement aux agents des autres systèmes qui les ont précédés dans l'Histoire, ne mènent aucun combat d'idées. Elles n'affrontent pas des intellectuels dans des débats, des députés dans l'arène du Parlement, des éditorialistes et des polémistes en colère dans les colonnes des journaux. Silence. Discretion absolue" (13). La difficulté ici est qu'il nous faut lutter non contre un discours mais contre un silence.

Face à un tel silence, il convient de répliquer par des actes qui brisent le consensus implicite, et permettent au débat de jaillir sur le devant de la scène publique. En créant le conflit, la désobéissance civile permet ainsi de briser le silence, d'ouvrir le débat au niveau de la société, en faisant passer le consensus invisible du domaine de l'implicite (évidence) au domaine de l'explicite (questionnement). Elle constitue donc dans certains cas le premier pas préalable à l'existence dans la société d'un réel débat d'idées sur le sujet souhaité. C'est à partir de là qu'entrent en jeu les ressources spécifiques de l'argumentation politique.

La désobéissance civile permet ainsi de réajuster le rapport de forces au profit d'une minorité qui n'avait pas les moyens de se faire entendre. Et donc de créer les conditions d'un dialogue un peu plus

équitable entre deux interlocuteurs d'inégale puissance. Ce rééquilibrage est nécessaire lorsque ce sont les partisans d'une seule logique (ici la croissance) qui maîtrisent la plupart des canaux de l'information, de la propagande et du "faire-croire" dans une société.

La désobéissance civile constitue donc en même temps un moyen de contrainte, et un écart de conduite faisant jaillir le débat sur le devant de la scène publique. Elle se doit d'être clairement non-violente, réalisée au grand jour et assumée par ses acteurs, afin de ne pas faire dériver le débat sur les moyens utilisés, mais de bien le recadrer sur l'objet du conflit.



La désobéissance civile en elle-même fait partie du projet de société alternatif pour lequel on lutte en s'opposant à ces réalisations : un projet qui se conjugue avec autonomie, esprit critique, attachement à une loi juste pour tous, et surtout responsabilité. Elle n'est donc pas un simple outil neutre, mais porte en elle des valeurs civiques qui s'accordent mal avec celles d'obéissance et de soumission.

Entre l'acceptation passive et résignée des OGM, de l'omniprésence de la pub, de la carte biométrique, du travail acharné comme seul horizon de survie aux dépens d'autrui, et la volonté de refuser ces soumissions pour construire une société porteuse de plus d'humanité, de respect, de sens, il y a autant de distance qu'il y en a entre un projet social d'obéissance et un projet social de responsabilité. C'est à nous de choisir.

Guillaume Gamblin ■

Man-Lyon,
Mouvement pour une alternative non-violente.

(9) Rahnama, *ibid.*, p.278.

(10) Gilles Perrault, cité in Ziegler Jean, *Les nouveaux maîtres du monde, et ceux qui leur résistent.*

(11) Partant, *ibid.* p. 68.

(12) Ziegler Jean, *op.cit.*

(13) *Ibid.*

Henri-David Thoreau et sa révolte solitaire

Au dix-neuvième siècle, Henri-David Thoreau fut le premier à théoriser la désobéissance civile qui a ensuite largement inspiré les mouvements non-violents.

J'ai eu l'occasion de me rendre en juin 2004 à Boston aux USA, et de là je suis allée à Concord dans l'Etat du Massachusetts où est né Henri-David Thoreau. Je souhaitais connaître l'endroit où a vécu celui qui a été le premier à théoriser sur la désobéissance civile et voir la fameuse cabane dans les bois où il a vécu seul pendant deux ans.



La cabane reconstituée.

C'est aujourd'hui une région encore champêtre avec des bois et des étangs. Le lieu précis où était la cabane de Thoreau est matérialisé. Effectivement elle était dans les bois, en bordure du lac de Walden. Une jolie balade à pied de deux heures est nécessaire pour accéder à ce "lieu historique". La cabane elle-même a été reconstituée et installée tout près du parking, sans doute pour permettre aux Américains (qui marchent peu) de la visiter. Au delà de cet aspect un peu folklorique, ce fut pour moi l'occasion de me remémorer qui fut ce personnage important pour les fondements même de la non-violence.

Henri-David Thoreau est né en 1817 à Concord dans le Massachusetts. Il a eu une enfance heureuse et vivait beaucoup dehors, il errait dans la campagne environnante, pêchait et nageait dans les lacs

et les cours d'eau. Au collège de Harvard à Boston qui est tout près de Concord, il se lie peu avec les étudiants, il passe beaucoup de temps à lire et à se cultiver. Alors que ses collègues étudiants aspirent et s'enthousiasment pour la vie moderne et les nouvelles inventions de l'âge industriel, pour lui la simplicité est déjà la clé du bonheur.

C'est à cette époque que Ralph Waldo Emerson vient s'installer à Concord et termine d'écrire le recueil d'essais *Nature*. Thoreau est impressionné par ses écrits et attiré par ce groupe d'hommes et de femmes de lettres connus qui se réunissent autour d'Emerson pour discuter des problèmes d'actualité : l'esclavage, la démocratie, la religion, l'éducation... Ils se sont nommés eux-mêmes les Transcendantalistes. Ils passaient une grande partie de leur temps à penser, parler, écrire au sujet d'une vie simple et des joies contenues dans la nature que Thoreau connaissait bien : il était capable de retrouver son chemin dans les bois par une nuit sans lune, et il prévoyait le temps. Il a exercé plusieurs métiers pour vivre (il a même été instituteur mais il a démissionné parce que les châtiments corporels sur les enfants faisaient partie du mode éducatif) mais sa principale activité était d'observer et d'écrire sur la signification de la vie qu'il découvrait dans la nature environnante, sur le sens de son existence et de la destinée humaine.

En 1844, alors qu'il a 27 ans Henri-David Thoreau va bâtir une cabane dans les bois au bord du lac de Walden, à deux kilomètres de Concord. Il va y vivre seul en autarcie pendant deux ans ayant planté un hectare de pommes de terre, de fèves, de blé et de maïs. Il construit ses meubles, se chauffe avec le bois qu'il coupe, il boit l'eau du lac qu'il filtre, se nourrit de sa pêche, de sa chasse et des légumes qu'il cultive. Il décrit son expérience de simplicité volontaire dans le livre *Walden ou la vie dans les bois* qu'il



Henri-David Thoreau.

publie en 1854. Anachorète des temps modernes, tout en étant retiré de ce monde du dix-neuvième qu'il décrit comme "agité, inquiet, affairé et superficiel", il réfléchit à la condition humaine et prépare en quelque sorte son engagement citoyen. Il déclare que le premier devoir d'un homme envers son Etat, lorsque les intérêts de celui-ci sont en conflit avec sa conscience, est de lui résister. Cette expérience de Walden et son livre assureront à Thoreau une place dans l'histoire comme l'un des premiers philosophes américains et comme un homme de lettre éminent.

En juillet 1846, H.D. Thoreau refusa publiquement de payer à l'Etat sa quote-part. Abolitionniste convaincu il reprochait à l'Etat de soutenir l'esclavage qui régnait dans le Sud. Si l'Etat du Massachusetts avait mis l'esclavage hors la loi sur son territoire depuis 1780, ce n'était pas le cas des états esclavagistes du Sud où des hommes, des femmes et des enfants étaient achetés et vendus comme du bétail. Pour Thoreau, tant que le gouvernement rattrapait des esclaves fugitifs, les emprisonnait ou les remettait à leur maître, chaque Américain devait se sentir responsable. De plus il reprochait aux USA de mener une guerre impérialiste contre le Mexique. Thoreau fut arrêté et conduit à la prison de Concord pour ce refus de l'impôt. La somme demandée était dérisoire, ce n'était pas une question d'argent, mais de morale, il fut content d'être incarcéré pour cet acte posé. Il ne passa qu'une nuit en prison, car son entourage paya la caution, ce qui le rendit furieux. A l'extérieur de Concord peu de personnes furent au courant de l'emprisonnement de Thoreau et dans son entourage cet acte passait pour celui d'un fou. Néanmoins quatre ans plus tard il publia un livre *Résistance au gouvernement civil* qui en 1866 dans une édition posthume parue sous le titre *Désobéissance civile*. Dans ce livre qu'il fait connaître en faisant des conférences, il théorise le droit de

La “criminalisation” de la désobéissance civile

l'individu à refuser de coopérer avec un système qui ne convient pas à sa conscience. Ce livre est devenu une référence, Tolstoï le découvrit en 1894 grâce à un journal anglais et Gandhi le lut bien plus tard en prison en Afrique du Sud.

Comme beaucoup d'intellectuels américains de cette époque H.D. Thoreau voyait la jeune république américaine comme un phare de justice pour le monde et la constitution comme un rempart contre l'iniquité. Néanmoins, face à certaines situations particulièrement injustes, il pensait que le vote était une arme de protestation trop faible. Dans son essai, Thoreau place le citoyen en face de sa conscience et en face de son gouvernement et se demande auquel des deux il doit la plus grande fidélité. Voici sa réponse : “La seule obligation qui m'incombe est de faire en tout temps ce que j'estime juste”. Thoreau admettait qu'il devait être mis en prison pour son action mais il insistait sur le fait que son refus de payer l'impôt était l'acte d'un bon citoyen servant son gouvernement avec conscience. “Si la machine gouvernementale veut faire de vous l'instrument de l'injustice envers notre prochain, enfreznez la loi” disait-il. La désobéissance civile était pour lui avant tout un acte individuel, une attitude personnelle qui découle d'un choix éthique. Il ne se préoccupait pas d'organiser une action collective, néanmoins il reconnaît que si d'autres citoyens posaient le même acte, ensemble ils pourraient élever une protestation efficace même en étant une minorité. Comparant le gouvernement à une machine, il souhaitait montrer comment une faible minorité par le refus de payer l'impôt pouvait détraquer le mécanisme de cette machine. Ce serait, disait-il une révolution pacifique. En stimulant le courage des hommes et des femmes et en leur montrant qu'ils peuvent agir selon leur conscience, la conception de Henri-David Thoreau sur la désobéissance civile a créé le fondement de la résistance non-violente à l'injustice.

Yvette Bailly ■
MAN-Lyon.

Références

- *Puissance de la non-violence* : Thoreau, *Gandhi et les Noirs américains*, Betty Schechter, Nouveaux Horizons.
- *Walden ou la vie dans les bois*, H.D. Thoreau, Paris, Aubier, Ed. Mouton.
- *La désobéissance civile*, H.D. Thoreau, Ed. Climats, 1992.
- *La désobéissance civile*, *Alternatives non-violentes*, n°108.

La désobéissance civile est un puissant moteur de construction du droit par les citoyens.

La transgression de la loi injuste n'est pas un déni du droit, mais l'affirmation citoyenne d'un grand respect pour le droit sans lequel il ne peut y avoir de société basée sur la justice.

Le législateur se doit d'être attentif aux revendications des citoyens qui ont recours à la désobéissance civile car, d'une certaine manière, ces derniers en s'appropriant des questions relatives au droit renforcent l'Etat de droit. “La désobéissance civile exprime la désobéissance à la loi dans le cadre de la fidélité à la loi, bien qu'elle se situe à sa limite extérieure”, écrit John Rawls dans sa *Théorie de la justice*. “La loi est enfreinte, mais la fidélité à la loi est exprimée par la nature publique et non-violente de l'acte, par le fait qu'on est prêt à assumer les conséquences légales de sa conduite. Cette fidélité à la loi aide à prouver à la majorité que l'acte est, en réalité, politiquement responsable et sincère et qu'il est conçu pour toucher le sens de la justice du public” (1). La désobéissance civile, paradoxalement, apparaît donc comme un temps privilégié de renforcement de la démocratie. La vitalité démocratique d'une société pourrait se mesurer à la capacité des citoyens à enfreindre la loi dans certaines circonstances, c'est-à-dire à prendre des risques personnels et collectifs pour défendre des causes essentielles. Les lois ne sont jamais figées, elles sont en constante évolution. C'est pourquoi les citoyens ont un rôle particulièrement actif à jouer pour faire évoluer le droit, y compris en transgressant certaines lois lorsque cela est justifié. “Tout le droit s'est construit parce que des gens ont résisté, ont désobéi à un droit qui était devenu injuste” admet François Roux, avocat de José Bové. “La société se donne des règles et il est inadmissible d'imaginer que ces règles sont intangibles. Le monde est en mouvement” (2).

(1) John Rawls, *Théorie de la justice*, p. 407.
(2) *Midi libre*, 8 juillet 2003.



Demande d'inculpation à Millau, août 2004.

Désobéissance contre délinquance

Les adversaires de la désobéissance civile dénoncent l'irresponsabilité et l'incivisme de ceux qui veulent désobéir aux lois dans un Etat de droit. Généralement, ils oublient de préciser que ceux qui ont enfreint la loi ne l'ont pas fait par refus des lois, mais pour ne pas cautionner telle ou telle loi injuste. En refusant de distinguer loi juste et loi injuste, ce qu'un gouvernement aura toujours du mal à faire, il criminalise les “désobéissants” en les assimilant à des délinquants. A ses détracteurs qui s'inquiétaient qu'il proclame l'obéissance à certaines lois et l'infraction à d'autres, Martin Luther King apportait la précision suivante, alors qu'il était incarcéré à Birmingham : “Il existe deux catégories de lois : celles qui sont justes et celles qui sont injustes. Je suis le premier à prêcher l'obéissance aux lois justes. L'obéissance aux lois justes n'est pas seulement un devoir juridique, c'est aussi un devoir moral. Inversement, chacun est moralement tenu de désobéir aux

lois injustes. J'abonderais dans le sens de saint Augustin pour qui « une loi injuste n'est pas une loi ».

Au moment du débat suscité par l'appel des cinéastes à la désobéissance civile, plusieurs responsables politiques se sont vigoureusement élevés contre l'atteinte à l'Etat de droit que constituait cet appel à l'infraction à la loi. Jacques Toubon, garde des sceaux, jugeait "inadmissible" l'appel des cinéastes car "pas plus les réalisateurs que qui que ce soit n'a le droit de contrevenir à la loi ni surtout d'appeler à violer la loi". Ce type de déclaration ne fait aucun distinguo entre désobéissance criminelle et désobéissance civile et ne prend absolument pas en compte la motivation des cinéastes quant à la loi jugée inique. La désobéissance civile est assimilée à une délinquance, à un acte de droit commun qui doit être sanctionné comme tel.

Il en fut de même pour José Bové. Le 14 juillet 2003, le président de la République a justifié la lourde sanction (14 mois de prison) qui avait frappé le porte-parole de la Confédération paysanne en déclarant que "les militants syndicaux sont des Français comme les autres et ne doivent pas s'imaginer que cette vocation leur donne le droit d'enfreindre la loi". Comme à l'accoutumée, la désobéissance civile est assimilée à une forme de délinquance. Pour enfoncer le clou, Jacques Chirac criminalise encore davantage l'action syndicale de José Bové en affirmant que non seulement elle est illégale, mais qu'elle est violente. « Agir de façon brutale, contraire à la loi, et récidiver, ce n'est pas conforme à l'idée

que je me fais d'un Etat de droit". Jacques Chirac ne s'embarrasse pas de subtilités. Toute action illégale étant forcément violente, elle est condamnable. Là aussi, aucune distinction entre désobéissance criminelle et désobéissance civile. Il veut bien que José Bové exprime ses idées, mais sans action illégale. En disant cela, le pouvoir reconnaît la force subversive de la désobéissance civile qu'il ne peut évidemment pas tolérer.

Mais il oublie de dire que c'est ce type d'action, "symbolique, non-violente et à visage découvert", selon les propos de José Bové, qui a permis de porter le débat

Des actions "symboliques, non-violentes et à visage découvert" permettent de porter le débat sur la place publique.

sur les OGM sur la place publique. Or cette action hautement médiatique a eu une fonction pédagogique telle que l'on peut la considérer comme une action d'intérêt général. En effet, peu de temps après son incarcération, une quarantaine de chercheurs du Cirad de Montpellier et plusieurs dizaines d'autres de l'Inra et de l'IRD écrivaient au président de la République pour apporter leur soutien à José Bové. Ils estimaient que le leader de la Confédération paysanne

avait eu raison d'arracher les plants de riz sur lesquels ils travaillaient. "Ces actions, écrivent-ils, ont rempli une fonction d'alerte pour nous, personnels de la recherche et de l'enseignement supérieur : notre réflexion sur la gravité du problème de l'utilisation des OGM, et, au-delà, de toute découverte scientifique, en a largement bénéficié. Elles nous ont rappelé que, sur des sujets aussi graves, la « société civile » doit être partie prenante



Gilles Gesson

Faucheurs et faucheuses volontaires à Solomiac (Gers), septembre 2004.

des décisions concernant les objectifs et l'utilisation des résultats de la recherche". L'action de désobéissance civile validée par ceux qui en ont été les premières victimes, voilà qui ne manque pas de sel et aurait dû faire réfléchir le président de la République...

Les pouvoirs publics ont beau jeu de criminaliser la désobéissance pour mieux la réprimer. Les partisans de la désobéissance civile ne doivent pas sous-estimer ce point sous prétexte que l'Etat est parfaitement dans son rôle. N'oublions pas que l'enjeu est aussi de gagner la bataille de l'opinion publique, ce qui signifie d'accorder une attention toute particulière à l'image que donnent les médias du mouvement de désobéissance civile. Dans cette optique, nous tenons pour essentiel d'affirmer clairement le caractère public et non-violent de la désobéissance civile. C'est le meilleur moyen selon nous de la différencier avec la désobéissance criminelle qui est forcément associée à une forme de délinquance.

La civilité de la désobéissance collective s'affirme dans le choix éthique et stratégique de l'action non-violente pour combattre les injustices du désordre établi. Elle ne nie pas la nécessité de la loi et de règles pour organiser la vie en société ; elle affirme même son plus grand respect pour la loi en tant que fondement du droit. La désobéissance civile en référence à un droit supérieur milite pour améliorer les lois existantes et éventuellement créer de nouveaux droits. Dans cette perspective, la désobéissance civile est "révolutionnaire" en ce sens qu'elle conteste "l'Etat de fait" fondé sur l'injustice, mais sa portée est entièrement constructive en ce sens qu'elle a pour visée de rétablir ou d'établir "l'Etat de droit" fondé sur la justice.



Gilles Gesson



taines circonstances, assez rares, la loi est si injuste qu'obéir semblerait un déshonneur. Alors, ouvertement et civilement, il viole la loi et subit avec calme la peine encourue pour cette infraction" (3).

Ainsi, lorsque fut organisé le démontage du Mac Donald de Millau en août 1999, ses organisateurs avaient bien pris soin d'annoncer publiquement l'action. Les renseignements généraux étaient parfaitement au courant de l'objectif des manifestants qui était de démonter portes, fenêtres et cloisons du magasin alors en construction. Mais là aussi, il a suffi qu'une dépêche de l'AFP parle de "saccage" pour que le processus de criminalisation de l'action illégale se mette en marche avec ses conséquences judiciaires.

Gagner la bataille de l'opinion publique

Le caractère public, collectif et non-violent de la désobéissance civile manifeste le caractère civique de l'acte commis. Il n'appelle pas à une désobéissance généralisée à toutes les lois et ne conduit pas à une forme d'anarchie non maîtrisée comme les pouvoirs voudraient le faire croire. Celui qui transgresse la loi pour défendre une juste cause assume les conséquences de son acte, à la différence du délinquant qui le plus souvent cherche à nier les faits qu'on lui reproche. C'est pourquoi "criminaliser" la désobéissance civile, c'est, pour l'Etat, la discréditer auprès de l'opinion publique. En restant ferme sur l'éthique des moyens employés et en communiquant sur l'affichage non-violent de la démarche, les militants de la désobéissance possèdent une arme à double coup pour dénoncer les mensonges de l'Etat et gagner la bataille de l'opinion publique.

Alain Refalo ■

président du Centre de ressources sur la non-violence de Midi-Pyrénées

(3) Gandhi, *La Jeune Inde*, p. 7

Vive les vacances !

Je me souviens d'une action où nous stationnions face à des CRS qui nous surveillaient de près. Après des heures de face à face, certains acceptaient timidement de dialoguer. Mais, alors que nous venions de faire une action clairement illégale, ils étaient complètement fermés à la notion de désobéissance... jusqu'à ce que nous leur demandions si dans la police, ils avaient droit à des vacances.



Le travail aux champs.

Bien sûr, ils avaient des congés payés comme les autres. Et de leur rappeler que si les congés payés existent aujourd'hui, c'est parce que dans les années 30, des grèves illégales ont pesé suffisamment sur le gouvernement pour que celui-ci finisse par accepter de créer ces "acquis sociaux".

Là, nous avons senti comme un fléchissement dans la rigueur de nos interlocuteurs. Et quand nous avons poursuivi sur l'histoire des autres "acquis sociaux", ils ont bien dû admettre que la désobéissance pouvait avoir des résultats positifs pour la société.

Au moment où les attaques libérales contre les "acquis sociaux" se multiplient, nos trop réformistes syndicats pourraient se replonger dans leur glorieux passé pour se remémorer ce qu'étaient les luttes dans les décennies précédentes. Ils pourraient aussi s'inspirer des mouvements actuels, en particulier dans le domaine de OGM où, un syndicat, la Confédération paysanne, est très actif, pour comprendre qu'une action de désobéissance bien ciblée perce médiatiquement et devient vite incontournable dans le débat politique.

Michel Bernard ■



Procès à Clermont-Ferrand, septembre 2005.

Le sens de la marche

La marche pour la décroissance a été une belle initiative. Mais ce fut un événement ponctuel.

Qu'en est-il des déplacements quotidiens de la plupart des citoyens ?

Il paraît que l'on marche de moins en moins, trois fois moins, selon les statistiques, qu'en 1967 par exemple. Nos pieds se seraient-ils atrophiés ? Pas encore, mais peut-être sont-ils en voie de l'être, à ce rythme de non-marche...

Proposons donc une grande réaction collective salvatrice avec une énorme campagne d'encouragement. Les slogans mobilisateurs (mobiliser retrouvant ici son véritable sens non militaire...) ne manqueront pas : "ça marche", "bouge toi", "marcher, c'est le pied" etc. L'essentiel, ce serait de rendre cette démarche (ou remarque ?) aussi attractive qu'un sport afin que tous ceux qui passent des heures figés par le travail ou l'étude se jettent à corps perdu — à corps gagnant, tout le vocabulaire est à revoir ! — se jettent donc avec allégresse dans le trajet piéton du retour à la maison. C'est indispensable pour une bonne santé, tout le monde le dit mais peu le pratiquent. On sait que l'obésité des enfants augmente (surtout chez les onze à quinze ans) et que la faute, outre les heures passées devant écrans, en serait à la mauvaise habitude de ces dernières années d'aller les chercher en voiture à la sortie de l'école. A cela, plusieurs raisons dont la peur de les laisser livrés à eux-mêmes s'ils reviennent

**Marcher,
un acte de
désobéissance
civique sans
le savoir...**

seuls, les dangers de certains quartiers, le manque de pistes piétonnes ou cyclables. Mais les raisons, même vraies, seraient à analyser, cachant peut-être un besoin de surprotection dû à des carences sur d'autres plans, une éducation ne favorisant pas l'autonomie, etc. Les parents savent pourtant que le manque d'activité est patent et très préjudiciable, ils savent que la voiture n'est pas si sûre (voir les statistiques sur le nombre des accidents au cours des trajets journaliers...). Donc,

quoi de mieux que rentrer à pied pour évacuer les tensions de la journée scolaire au lieu de s'engouffrer dans la caisse de maman très mal garée sur le trottoir ? (vocabulaire, encore : la langue populaire a baptisé fort justement caisses nos véhicules et l'on peut y voir deux allusions : l'enfermement et le passage à la caisse pour les frais engendrés). Et avez-vous remarqué que le carburant se nomme essence, alors qu'au contraire notre "essence" c'est d'être libres, non pas enfermés dans des caisses ?

**Un km à pied,
ça use, ça use...**

Oui, j'arrête de jouer avec le vocabulaire... Quoique je vais m'offrir une dernière partie de ce jeu et d'ailleurs vous inviter au grand jeu collectif proposé au début. La règle serait de passer d'une économie capitaliste où tout se compte en parts de marché à une amorce de décroissance par la vertu de nos pieds. Pour cela, il suffit d'un accent : on efface celui du é et l'on obtient... les parts de marche.

Les "parts de marche" seraient l'objectif du grand jeu, une forme d'encouragement pour ceux qui ont perdu l'entraînement. Elles correspondraient au kilométrage pédibus parcouru quotidiennement,



Passage de la marche pour la décroissance dans les rues de Magny-Cours (Nièvre), juillet 2005.

la base pouvant être de 2 km pour un enfant ou 4 km pour un adulte. Il existe déjà pour les enfants des accompagnements à pied en petits groupes avec un adulte à la sortie des écoles, il faudrait s'associer à ces initiatives, s'associer à ceux qui organisent des randonnées jusqu'ici cantonnées au secteur loisir, bref : fédérer tous ceux qui marchent déjà pour séduire les autres. La "part de marche" serait une reconnaissance, une récompense pour l'effort, en aucun cas l'enjeu d'une compétition.

Pas besoin de marcher sur la lune pour se sentir fier d'avoir des jambes qui nous tiennent debout et, pour ceux que les aléas de la vie en ont privés, ce serait l'occasion d'accompagner leurs fauteuils et d'exiger qu'ils puissent passer partout.

Car il y a fort à faire pour améliorer une voirie aberrante et la forme fédérative nous donnerait du poids pour obtenir des aménagements urgents (pistes, passerelles, passages piétons prioritaires partout, etc.)

Sans doute faudrait-il à cette fédération des marcheurs au quotidien un beau logo très voyant, car il faut se montrer. Un truc à coller sur le sac à dos pour se faire voir (sécurité quand des bagnoles d'imprudents vous frôlent), pour se reconnaître et fraterniser sur un bout de chemin à faire ensemble, etc.)

**... Un km à pied,
ça use le système**

Des logos, c'est bien, mais qui les paie, bonne question...

Pourquoi pas les faire offrir par les petits commerçants des centres villes, sans aucune marque bien sûr, simplement en leur démontrant que les personnes qui passent à pied au lieu d'être coincées dans l'embouteillage des heures de pointe peu-



Marche contre Superphénix, Malville 1994.



vent voir leurs vitrines et devenir des clients potentiels qui abandonneront peut-être l'hypermarché. Et pourquoi pas les entreprises, de façon anonyme évidemment, quand elles comprendront qu'il est de leur intérêt — et ça c'est un mot qui leur plaît, intérêt — d'arrêter d'aménager des parkings très coûteux pour le person-

nel et que, en plus, les gens qui marchent se portent mieux, sont moins absents et plus efficaces. Sans compter ou au contraire en comptant bien leurs sous, ils verront à moyen terme qu'on leur demande moins d'augmentations de salaire parce que "le plein" pèsera moins dans les budgets. Non seulement ils seront d'accord pour financer les logos mais ils voudront offrir les petits sacs à dos aussi ! Sponsorisation ? Non, puisque ce sera anonyme ! (1). Nous pourrions quand même boycotter quelques grosses entreprises genre Total, centrale nucléaire, etc. Mais ne pas avoir le droit d'apposer notre logo à l'entrée d'un ancien parking transformé en terrain de jeux, ça va drôlement nuire à leur image de marque...

Contrairement à la mise à pied trop souvent pratiquée, le salarié à pied valorisera son employeur...

Ne criez pas que l'on conforte le système, c'est le contraire, on le contraint à marcher avec nous. Usine fabrique des

sièges pour voitures ? on la pousse à se reconverter dans la chaussure de marche avant que la fin du pétrole ne l'accule à la faillite. Surtout que ces marcheurs fédérés qui parlent en marchant deviennent peu à peu conscients du pouvoir qu'ils acquièrent par la liberté de leur comportement, ce refus d'un carcan imposé à jamais par la société de consommation.

En laissant au garage une bagnole qui servait tous les jours, ils ont posé un acte de désobéissance civique sans le savoir...

"Dis, toi, tu as une sacrée cadence ! Tu as combien de parts de marche ?

- Plus de six cents !

- Spéculateur !

- Bof ! Je te donne tout contre un peu d'eau, j'ai oublié la mienne ..."

Madeleine Nutchey ■

(1) J'appellerais plutôt la méthode le partenariat sournois, mais n'en parlez pas. La tactique est de ne pas attaquer les monstres de front, les obliger... pas à pas (!) à devenir écolos malgré eux.



DR
Le quartier de Christiania à Copenhague.

Christiana est un quartier de Copenhague devenu symbolique pour tous ceux qui cherchent à résister à l'ordre régnant. Ces lieux, une ancienne caserne squattée par les hippies depuis 1971, ont, depuis, attiré des rebelles de toutes sortes qui en ont fait le creuset de nombreuses expériences alternatives (autoconstruction, autogestion, etc.). Beaucoup d'artistes s'y sont installés. D'où le style et le charme des maisons autoconstruites, bois, pilotis, toitures végétales.

Mais il faut croire que ces essais d'indépendance de vie et d'esprit n'ont pas été bien perçus. Le premier ministre A. Rasmussen veut la disparition de Christiania malgré un accord signé en 1987 pour légaliser son existence en tant qu'"expérience sociale". Prétexte invoqué

Une mondialisation de la désobéissance

par les autorités : les problèmes de drogue. N'y a-t-il pas d'autres méthodes de solution que l'anéantissement du quartier ?

Et quand on obéit à n'importe quel pouvoir sans discernement, voici à quoi l'on peut aboutir en acceptant la logique marchande (l'exemple vient des Etats-Unis, mais n'oublions pas qu'ils n'ont qu'une petite longueur d'avance sur l'Europe).

Là, des accords de parrainage ont été établis dans les années 90 entre l'éducation publique et les firmes privées, parce qu'ils n'ont pas assez de sous dans ce pays (!) pour offrir des conditions d'enseignement convenables à leurs gamins. Alors ils ont pour partenaires les marques intéressées par le marché des enfants. Ceux-ci sont donc totalement conditionnés, avec pub dans les manuels scolaires, affichage sur les murs des établissements et télévision obligatoire. Ainsi, une vidéo démontre aux élèves que, pour découvrir

la nature, il faut utiliser un 4x4 dont on fait le plein à la station de la marque qui a réalisé le film, bien sûr. Mais je ne résiste pas à vous citer un autre exemple... C'est l'histoire arrivée à Mike Cameron, lycéen de Géorgie. Cet impudent a osé, tenez-vous bien, arborer un tee-shirt Pepsi le jour où son lycée célébrait le Coke Day (si, ça existe !) organisé par le concurrent... Coca-Cola. Il a été sanctionné, l'élève Cameron, pour "comportement perturbateur". (1).

Quand le système économique capitaliste aboutit à un tel degré d'absurdité et d'avidité, on se prend à rêver d'une planète Christiania (2).

Madeleine Nutchey ■

(1) Rapporté dans le livre de Michael Moore *Mike contre attaque*, saine lecture que je vous conseille, Edition 10/18, Collection Fait et cause.

(2) Tout n'est pas rose à Christiania comme en témoigne le livre de Jean-Manuel Traimond, *Récits de Christiania*, éd. ACL (Lyon), 1994 (réédité 1999).

Les faucheurs volontaires

A l'appel des Faucheurs volontaires, le 25 juillet 2004, plus de mille personnes neutralisaient (1) deux essais de maïs transgénique situés sur la commune de Menville, près de Verdun-sur-Garonne. Cette action spectaculaire est largement médiatisée. Depuis, plus de cinq mille personnes ont signé l'appel, provoquant un mouvement de désobéissance sans égal en France.



Gilles Gesson

Menville, juillet 2004.

Des fauchages sont organisés depuis 1997 par la Confédération paysanne. Plusieurs paysans de Saint-Georges-d'Espéranche dans l'Isère passèrent en procès en 2004 à Vienne. Par la suite d'autres fauchages eurent lieu. Il s'ensuivit de multiples procès à Valence, Grenoble, Foix, Montpellier. José Bové y participa activement et, en outre, avec d'autres membres de la Confédération paysanne, il mit hors d'usage un lot de semences transgéniques, à Nérac. Ces actions le conduisirent en prison et il devint rapidement la figure emblématique de cette lutte.

En 2003, les paysans de la Confédération s'essouffèrent dans cette action qu'ils portaient seuls, avec tous les risques que cela comportait pour ce courageux syndicat.

Nous jouissons cependant en France d'une prise de conscience importante de la population face aux risques multiples des OGM. De nombreuses associations de défense de l'environnement, de la santé et des consommateurs, avec le soutien de scientifiques de renom, comme Jean-Marie Pelt (Institut européen d'écologie),

Seralini du CRIGEN (2), Lylia Le Goff du FNE (3), Jean-Pierre Berlan (INRA) et bien d'autres menaient une campagne d'information et de protestation, relayée par des quotidiens et des revues. Quelques hommes politiques et des artistes participaient déjà à des fauchages. Cette situation rendait possible une intensification de la résistance civique.

Au mois de juin de cette même année, quand José Bové sortit de la prison de Maguelone près de Montpellier, suite à ces actions, je lui dis : "Et si nous nous y mettions tous ?".

Il était inacceptable de laisser les paysans seuls. Les paysans du Nord comme du Sud sont, il est vrai, les premiers concernés. Mais la protection du patrimoine végétal nous concerne tous. Nous avons aussi le droit de choisir notre alimentation et de nous inquiéter des conséquences sur la santé de ces "chimères végétales".

Personnellement, j'étais indigné par l'aventure de Percy Schmeizer qui cultivait au Saskatchewan (Canada), du colza biologique. Il fut condamné au profit de Monsanto pour usage illégal de plantes

transgéniques, alors que son champ avait été contaminé. La diffusion des plantes transgéniques dans l'environnement par les pollens et par la chaîne des microorganismes du sol est irréversible et personne ne peut en évaluer toutes les conséquences. Ainsi dans l'avenir, par le jeu des brevets sur le vivant, tous les paysans se trouveraient dans l'obligation de payer des droits aux firmes biotechnologiques. Adieu les semences paysannes !

L'impasse de l'agriculture productiviste

Il ne faut pas oublier non plus que ces plantes transgéniques ont été lancées aux Etats-Unis dans le cadre d'une agriculture productiviste dont les rendements baissaient tandis que les frais augmentaient. Les sols s'appauvrissaient, nécessitant l'emploi massif d'engrais. Les insectes et les mauvaises herbes développaient des résistances nécessitant des doses plus élevées d'intrants. Aussi avant même de maîtriser la technique de production des OGM et d'en voir les conséquences à long terme sur l'environnement et la santé publique, elle fut présentée par les grosses entreprises biotechnologiques comme Monsanto comme le sauveur de l'agriculture, le protecteur de l'environnement, le salut des populations souffrant de la faim. Les remèdes à ces questions sont connus, l'agriculture biologique y répond.

Quant aux paysans du Sud, ils ont besoin de terre, d'un peu d'outillage et de protection de leur production contre le

(1) Neutraliser: c'est le terme employé par la DDA (direction départementale de l'agriculture) pour la destruction des plantes interdites, haschisch, pavot, etc.

(2) CRIGEN: Centre de recherche indépendant sur la génétique.

(3) FNE: France nature environnement.



Gilles Gesson

Valdivienne, septembre 2004.

dumping des pays riches. Mais tout cela ne produit pas d'argent pour les sociétés biotechnologiques qui n'ont guère de problème de conscience.

Les inconséquences scientifiques et politiques

Quand on ouvre le dossier OGM, on est effaré de voir les graves inconséquences scientifiques et politiques de cette entreprise. De voir que le brevet sur le vivant devient un droit léonin. C'est le marché qui fait la loi.

Le droit le plus élémentaire est donc bafoué puisque les gènes des plantes transgéniques peuvent contaminer tranquillement les autres parcelles. Elles peuvent entrer dans la propriété d'autrui sans que cela s'appelle "atteinte au bien privé". Mais le plus grave reste l'appropriation du vivant.

Revenons à nos faucheurs. S'ils ont transformé leur indignation en action non-violente, c'est pour toutes ces raisons : absence du principe de précaution dans les cultures en plein champ, absence de vérification à long terme des conséquences de ces chimères végétales sur les plantes, les animaux et l'homme. Absence de débat démocratique. Il a fallu l'action des faucheurs volontaires pour que Jacques Chirac y fasse allusion dans le Puy-de-Dôme à l'automne 2004.

2004 : procès et comparutions volontaires

En 2004, il y eut trois fauchages publics réussis dans la Haute-Garonne, le Puy-de-Dôme et le Loiret. Pour la première fois dans le Puy-de-Dôme, à Marsat, les

forces de l'ordre avaient opposé plus de résistance aux manifestants qu'elles essayaient de contenir tandis que les membres de la coopérative Limagrain n'hésitaient pas, eux, à jouer du bâton sur les faucheurs. Mais à Solomiac dans le Gers et à Valdivienne dans le Poitou, les forces de l'ordre tirèrent des grenades lacrymogènes et assourdissantes. Il y eut des blessés, le fauchage fut impossible. Mais la télévision et la presse relatèrent les faits. Le problème des essais d'OGM en plein champ était posé. Par la non-violence nous avons fait apparaître cette violence cachée qui s'impose de façon obscure dans le but que le fait accompli crée une situation de non-retour. En général l'action non-violente est suivie d'une aggravation de la répression dans le but de créer par la peur une démobilisation.

Rapidement, comme l'avait annoncé le ministre de la justice Dominique Perben, la justice convoqua en gendarmerie ceux qu'elle tenait pour responsables ou ceux à qui elle voulait faire payer le prix de ces actions. Les Faucheurs volontaires signent un engagement personnel, adhèrent à une charte (voir encart) et s'organisent en collectifs. Ces collectifs n'ont pas de responsables reconnus par le groupe. Chacun a pris une décision en conscience et en connaissance des conséquences civiles et pénales de son acte, conduit dans le cadre d'une résistance civique non-violente collective. Les actions sont menées solidairement, et tous se sentent responsables.

Le premier collectif est né au rassemblement du Larzac 2003 - *Construire un monde solidaire*. Quatre cents personnes prirent l'engagement de "faucheur volontaire". Maintenant ils sont 5000. Cette solidarité n'est pas un vain mot.

Le procureur de Toulouse choisit neuf prévenus, celui de Riom six, celui d'Orléans quarante-quatre suite aux fauchages de l'été 2004. La réaction des faucheurs fut rapide. Plus de 400 personnes

se présentèrent aux gendarmeries de Toulouse et Millau où des manifestations furent organisées pour demander à être prévenus comme les autres, afin que justice soit faite ! De même à Riom et Orléans, les coauteurs demandèrent justice. Rendre des rôles. Il apparaissait que tous les citoyens n'étaient pas égaux devant la loi.



El Brujo

Jean-Baptiste Libouban, José Bové.

Devant les tribunaux correctionnels des mêmes villes, ces coauteurs se présentèrent en "comparution volontaire". C'est une disposition du droit pratiquement jamais appliquée. En règle générale, le procureur de la République a la prérogative de traduire les personnes devant les tribunaux.

"La comparution volontaire" renverse les rôles. Elle introduit un débat dans les procès. La reconnaître, c'est reconnaître le caractère collectif de la lutte. Deux tribunaux, ceux de Toulouse et Riom, acceptèrent "les comparants volontaires". Celui d'Orléans ne les suivit pas. Les cours d'appel interpellées par les procureurs s'empressèrent de casser ces décisions. Il reste que celles-ci sont le début d'une jurisprudence qui, comme l'objection de conscience, pourrait déboucher un jour sur une disposition légale. Tous ceux qui mènent des luttes sociales attendent cette reconnaissance qui prendrait en compte l'ensemble des personnes solidaires d'une

lutte. Les instances européennes, selon les décisions de la Cour de Cassation, seront saisies de cette question.

Absence de traçabilité dans l'alimentation

En hiver, les faux rentrées, les faucheurs ne manquèrent pas de travail. La contamination ne se fait pas seulement par les essais en plein champ. 130 000 tonnes de soja transgénique sont débarquées chaque année dans les ports en provenance des USA, d'Argentine et du Brésil. Elles sont destinées à l'alimentation animale pour laquelle aucune traçabilité n'est exigée, pour les viandes, laitages, volailles, œufs, aucune indication n'est donnée aux consommateurs. Même un label rouge n'est pas une garantie. Avec Greenpeace et la Confédération paysanne, les Faucheurs manifestèrent à l'arrivée d'un cargo chargé de soja argentin à Lorient. Il fallait faire connaître au public cette situation et interpellier les responsables politiques. Dans de nombreuses villes, les Faucheurs s'unirent aux associations faisant de l'information dans les supermarchés.

Désobéissance civique... face aux OGM

Charte



Pourquoi ?

- Quand le gouvernement encourage les intérêts privés ou les laisse s'imposer aux dépens de tous et de la terre,
 - Quand la loi privilégie l'intérêt particulier au détriment de l'intérêt général, criminalisant ceux qui, en nombre restreint, ont osé l'enfreindre,
- Que reste-t-il aux citoyens responsables pour que le droit redevienne la référence de régulation entre les personnes et les biens, pour que l'Etat retrouve son indépendance et soit cette instance de défense et de préservation du bien commun?
- Il ne reste plus en conscience aux citoyens que d'affronter cet état de non-droit pour rétablir la justice au risque des amendes et des peines de prison possibles. Plus la conviction sera forte, plus le nombre des volontaires sera important, plus nous changerons le rapport de force. Agir à visage découvert et en plein jour, c'est cela notre force et notre expression démocratique pour que ce danger soit pris en compte avant qu'il ne soit trop tard.
- Dans l'état de nécessité actuelle où nous nous trouvons, nous n'avons plus rien à notre disposition pour que la démocratie reste une réalité. C'est l'impuissance de l'Etat et l'usage inversé de la loi qui nous font entrer en résistance pour refuser la fatalité.
- "Renoncer à la désobéissance civile, c'est mettre la conscience en prison", a dit Gandhi. La désobéissance civile est une action citoyenne et réfléchie. Elle peut compter sur un soutien important de la collectivité puisque 70% des Français de tous bords politiques sont opposés aux OGM dans leur alimentation. 16 régions refusent les OGM et 1500 communes ont pris des arrêtés pour les interdire sur leur territoire.

Les faucheurs volontaires veulent développer et populariser cette résistance engagée par la Confédération paysanne, et dont José Bové a été et reste la figure emblématique tandis que les collectifs anti-OGM prennent le relais. Cette lutte est l'affaire de tous. Nous sommes tous en danger. C'est une bonne manière de résister à l'emprise grandissante de l'O.M.C. qui ne connaît ni le principe de précaution, ni aucune contrainte éthique ou sociale. Dire non aux OGM de plein champ, c'est lutter contre la force du marché. C'est dire non à la fatalité, à la soumission.

Comment ?

Les collectifs locaux de faucheurs volontaires d'OGM vont s'organiser par région et par département. Le meilleur serait qu'ils se présentent publiquement pour affirmer le caractère citoyen de cette résistance légitime et attirer d'autres volontaires et d'autres soutiens.

1 - Les actions seront coordonnées localement par les collectifs de faucheurs avec le soutien de la Confédération paysanne et de l'Arche de Lanza del Vasto (Coordination de l'action non-violente). Tous les groupements, associations, syndicats qui voudront bien s'associer à la lutte seront les bienvenus.

2 - Les personnes qui ne veulent ou ne peuvent pas participer à l'action pourront entrer dans le réseau de solidarité financière pour aider à payer les frais de procès et les dommages et intérêts réclamés par les sociétés biotechnologiques.

3 - Les actions personnelles de fauchage sont déconseillées. Elles donnent plus de facilité à la répression. Mieux vaut une action publique concertée à visage découvert. De même, les faucheurs volontaires n'encouragent pas les actions d'arrachage nocturne individuelles.

4 - Dans les actions, il est inutile d'apporter faux, faucilles, sécateurs et autres couteaux. Il est demandé de respecter les engagements pris par les collectifs ainsi que les consignes qui seront données. Avoir sur soi une pièce d'identité et les coordonnées téléphoniques d'avocat (à demander éventuellement à la Confédération paysanne) est recommandé pour répondre de sa personne en cas de garde à vue.

5 - L'action non-violente reçoit un bon accueil de l'opinion publique car elle respecte les personnes.

6 - Si elle s'attaque au bien d'autrui, ce n'est que parce que son usage est devenu un danger public du même ordre que l'amiante, le sang contaminé ou les farines animales. Si nous gardons le caractère festif et responsable de ces actions, nous ne perdrons pas le crédit auprès du public.

7 - Des personnalités politiques, des artistes ont déjà participé à des arrachages. Toutes les personnalités sont les bienvenues pour soutenir ce mouvement populaire ouvert à tous.

8 - Le site Internet www.monde-solidaire.org diffuse informations et actions engagées et prévues.

L'Assemblée générale des faucheurs volontaires du 7 novembre 2004 a donné naissance à des coordinations régionales et départementales qui se réunissent pour élaborer les stratégies d'action.

Objet

Les faucheurs volontaires ne s'attaquent pas à la recherche fondamentale sur la compréhension du vivant. A leurs yeux, celle-ci doit suivre des protocoles rigoureux dans ses expériences en milieu confiné. Les applications qui en découlent doivent répondre sans préjudice aux véritables besoins de la société et ne pas faire le jeu du marché. Les chercheurs devraient être informés de l'origine des financements de leurs recherches et de l'usage qui sera fait des résultats.

Ce que les faucheurs volontaires dénoncent, ce sont les expérimentations et les cultures en plein champ qui permettent la contamination irréversible des autres espèces végétales. Elles portent atteinte au patrimoine de l'humanité.

Ce qu'ils dénoncent, c'est le brevetage du vivant qui mettra les paysans du Nord comme du Sud sous la domination des entreprises biotechnologiques, ce qui au lieu de réduire la faim dans le monde, risque de l'augmenter.

Enfin, ils dénoncent aussi l'abandon du consommateur à une politique de distribution alimentaire oublieuse du principe de précaution sans se soucier des conséquences sanitaires.

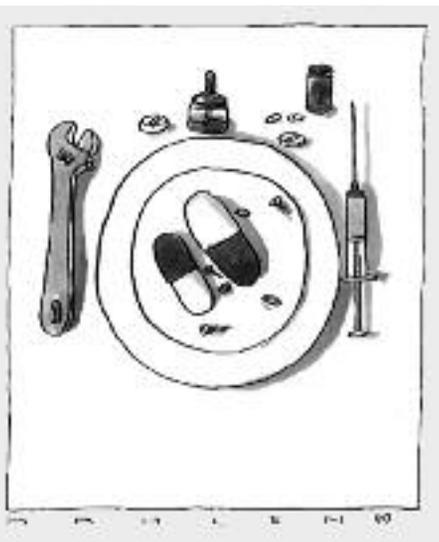
socialiste Le Déaut dans le but d'évaluer, non les risques, mais l'intérêt des cultures OGM.

Le rapport fut rendu en mai 2005. On peut en tirer quelques points significatifs qui vont dans le sens d'une recherche de coexistence des deux formes d'agriculture, OGM et non OGM. Comme l'une sera victime de l'autre, le résultat est assuré d'avance.

Ainsi, aucune compagnie d'assurance n'est prête à prendre en compte le risque OGM. La mission parlementaire propose

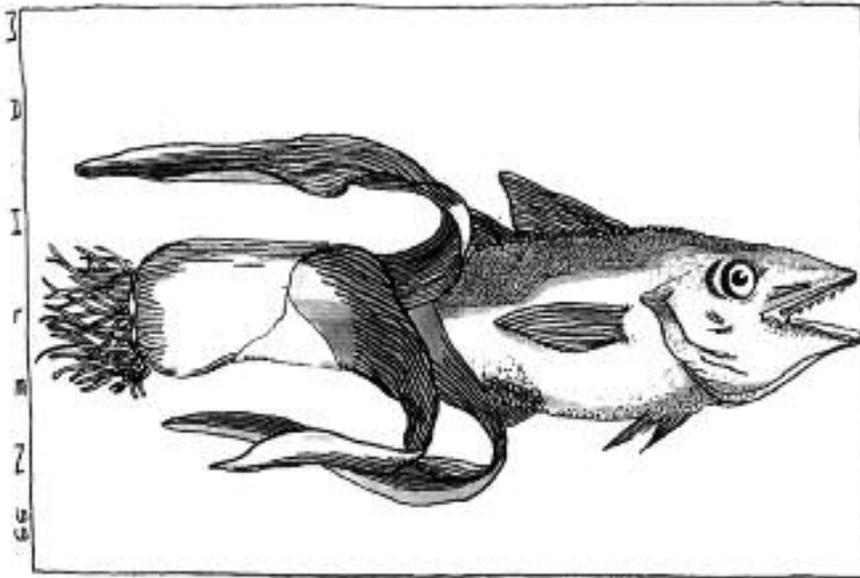
que l'Etat crée un fonds d'indemnisation avec nos impôts et avec la participation des sociétés biotechnologiques. Elle propose aussi que soit accepté un seuil de contamination OGM de 0,9% pour les produits issus de l'agriculture biologique. Cela montre bien qu'il n'y a pas maîtrise des flux de pollens.

Enfin, à cause de cette absence de conformité avec les règles européennes, la mission parlementaire demandait un moratoire des essais commerciaux (ceux qui, les plus nombreux, sont indispen-



Légalité des essais en plein champ ?

L'action des Faucheurs a mis le doigt sur une distorsion législative française. Notre législation n'est pas en règle avec les directives européennes concernant les essais en plein champ qui sont donc empreints d'illégalité. Pour répondre à cela, le gouvernement a mis en place une mission parlementaire confiée au député



Pourquoi la désobéissance civique ?

Pour répondre à la nécessité et prendre le relais d'un gouvernement phagocyté par la toute-puissance du marché et rendu impuissant, il revient à la société civile de mettre en œuvre le principe de précaution et une vraie traçabilité pour que chacun puisse choisir en vérité son alimentation. Le colonialisme technologique est une réalité aux multiples facettes. C'est un totalitarisme en formation. Il importe de réagir avant qu'il ne nous submerge tous. "Renoncer à la désobéissance civique, comme dit Gandhi, ce serait mettre la conscience en prison". Ce serait abandonner les valeurs qui fondent la démocratie. Renoncer à la désobéissance civique non-violente, ce serait méconnaître le risque de voir cette résistance prendre d'autres chemins que ceux de la non-violence.

Quelles leçons tirer de cette lutte ?

Cette résistance non-violente est à replacer dans le cadre de toutes les actions de désobéissance civique. Elle ne fait pas fi des Constitutions ni des lois qui lient entre eux les citoyens. Mais "quand le gouvernement encourage les intérêts privés ou les laisse s'imposer aux dépens de tous et de la terre, quand la loi privilégie l'intérêt particulier au détriment de l'intérêt général, criminalisant ceux qui, en nombre restreint, ont osé l'enfreindre, que reste-t-il aux citoyens responsables pour que le droit redevienne la référence de régulation entre les personnes et les

sables pour l'inscription au catalogue des semences pour permettre ensuite les ventes). Cette demande ne fut pas suivie d'effet... Le ministre de la justice, Dominique Perben, à son tour, pour ne pas être en reste, la veille de son départ de ce ministère, sortit une circulaire destinée aux procureurs où il demandait la comparution immédiate devant les tribunaux des faucheurs en action. Il insistait aussi pour que les procureurs refusent la comparution volontaire.

Et durant l'été 2005 ?

Toutes ces dispositions n'ont pas empêché la campagne des Faucheurs en 2005. Il y eut un grand rassemblement encore à Verdun-sur-Garonne. Pour s'adapter à la répression et éviter les risques de blessure, renseignés par les gens du pays, les faucheurs neutralisèrent de nuit une parcelle cachée. Le lendemain 400 personnes revendiquèrent l'action et remirent leurs noms et adresses aux gendarmes. Il y eut deux fauchages publics dans le Loiret où le procureur, sans suivre à la lettre les recommandations du ministère, convoqua pour août et septembre quelques membres du collectif. D'autres fauchages eurent lieu dans le Tarn-et-Garonne, l'Aquitaine et le Puy-de-Dôme. C'est pour l'instant une bonne dizaine de parcelles qui furent neutralisées. Il faut aussi, dans ce contexte, prendre en compte les fauchages nocturnes non revendiqués de ces dernières années. Ceux-ci ne sont pas le fait des "Faucheurs volontaires". Mais les sociétés biotechnologiques reconnaissent qu'ils portent atteinte à leurs intérêts.

Depuis les procès se multiplient : le 14 septembre 2005, six faucheurs choisis à Riom ; le 20 septembre, neuf à Tou-

louse ; le 28 septembre, à Grenoble, en appel pour les faucheurs de Saint-Georges ; le 30 à Lille ; le 27 octobre à Orléans... D'autres procès auront lieu certainement en automne pour les fauchages de cette année. Les Faucheurs auront besoin de la solidarité nationale pour tenir.

Une large opposition populaire

Ils ne sont pas inquiets, 80% de la population reste opposée aux OGM dans les assiettes ; 16 régions se sont prononcées contre, 1500 maires ont pris des arrêtés anti-OGM que les préfets ou les tribunaux s'emploient à annuler. Le conseil général du Gers organise un référendum populaire pour lequel il a obtenu les 10% des voix du département nécessaires à sa mise en place. Malgré les pétitions, les démarches auprès des ministères, le gouvernement reste sourd.

Lyon 17 et 18 mars 2006 colloque



Désobéissance civile

Le MAN-Lyon, Mouvement pour une alternative non-violente, en partenariat avec la Confédération paysanne et la revue *Silence*, organise à Lyon les 17 et 18 mars 2006 un colloque sur la désobéissance civile.

Ce sera l'occasion de faire le point des pratiques existantes, de les restituer dans une histoire et dans une stratégie, et de faire reconnaître la légitimité de ce mode d'action dans le cadre démocratique.

Sont annoncés pour la soirée du vendredi soir José Bové, François Roux, Jean-Marie Muller...

La journée du samedi sera composée de plénières, et d'ateliers sur les thèmes de la démocratie, du droit au logement, à la terre, etc.

Lieu : Complexe Latreille, 2 rue de Bourgogne, 69009 Vaise

(accès métro). Renseignements et inscriptions : MAN, 187, montée de Choulans, 69005 Lyon, tél : 04 78 67 46 10.

biens, pour que l'Etat retrouve son indépendance et soit cette instance de défense et de préservation du bien commun ? Il ne reste plus en conscience aux citoyens que d'affronter cet état de non-droit pour rétablir la justice au risque des amendes et des peines de prison possibles”.

C'est l'impuissance de l'Etat et l'usage inversé de la loi qui font entrer en résistance. Face à cette défaillance grave, il revient aux citoyens conscients de prendre la relève après avoir employé toutes les règles du contrat démocratique. C'est dire non à la passivité, à la fatalité. La résistance n'a d'autre visée que de donner du sens à l'action politique qui doit prendre le relais de l'action sur le terrain. La finalité de cette dernière est de faire émerger un nouveau droit conforme à l'intérêt général.

Il est grave de dire non. Il l'est encore bien plus de ne rien dire et de laisser faire.

Face à la répression

Si l'aggravation de la répression peut jeter doute et questionnement chez les volontaires, elle ternit également l'image des gouvernements, avec toutes les conséquences que cela peut avoir pour eux. La répression est aussi le signe d'une impuissance et d'un mépris, en voulant régler par la force ce qui doit l'être par la raison. La fermeté et la persévérance des volontaires est le gage de leur réussite. Face à la répression, ils auront à modifier parfois leur stratégie et accepter des phases de dépression toujours possible. Dans un combat surgit bien souvent un événement inattendu qui vient changer la situation.

Suite aux fauchages des paysans de la Confédération paysanne, la justice mit deux paysans en prison. Il en sort 5000



El Breijo

OGM : la bombe à retardement.

Engagement personnel

Faucheur volontaire

Pour la protection de l'environnement végétal

Pour la protection des consommateurs, ainsi que des paysans du Nord comme du Sud

Je me porte faucheur volontaire et je signe l'engagement suivant :

- Ayant pris conscience des dangers d'atteinte irréversible à l'environnement par la culture des plantes transgéniques,
- Trouvant inacceptable que les entreprises biotechnologiques accaparent le vivant en le brevetant à leur profit et mettent la main sur le marché des semences au détriment des paysans du Nord comme du Sud,
- Trouvant inacceptable que le gouvernement ne suive pas le principe de précaution dans la distribution d'aliments issus de cultures transgéniques,

En l'absence de tout recours démocratique, je me porte volontaire pour neutraliser les cultures de plantes transgéniques de plein champ.

Je m'engage à respecter les consignes de l'action non-violente.

J'ai été informé(e) des risques que j'encours en participant à de telles actions.

Nom _____ Prénom _____

Adresse _____

Code postal _____

Ville _____

Téléphone _____

Messagerie élect. _____

Fait le _____ signature

■ J'accepte / Je n'accepte pas* que mon nom figure sur une liste publique de faucheurs volontaires d'OGM de plein champ.

■ J'accepte / Je n'accepte pas* que mon nom soit communiqué pour constituer un collectif régional ou départemental.

*rayer les mentions inutiles.

A renvoyer au collectif de faucheurs volontaires :

“Construire un monde solidaire”, 4, place Lucien-Grégoire, 12100 Millau, tél : 05 65 59 14 36

Contact – infos

Courriel : faucheurs.ogm@laposte.net

Site Internet : www.monde-solidaire.org puis Faucheurs d'OGM

volontaires prêts à prendre le relais de la prison. Qui pouvait prévoir cela en 2003 ?

Construire un monde solidaire et responsable reste la perspective la plus créatrice pour le vingt et unième siècle. Notre plus grand danger, devant la fascination technologique, cheval de Troie de la toute puissance économique, c'est notre passivité.

Jean-Baptiste Libouban ■

J.-B. Libouban est compagnon de l'Arche de Lanza del Vasto. Ce dernier, auteur du livre “Pèlerinage aux sources”, après avoir rencontré Gandhi en 1937,

revint avec l'intention de fonder une communauté cherchant à vivre la non-violence dans tous les aspects de la vie. Il en eut l'opportunité en 1948. La vie y fut organisée dans une recherche de cohérence, liée au respect des personnes et de l'environnement, avec un choix particulier pour les moyens simples.

La Communauté s'engagea rapidement dans des actions non-violentes: lutte contre les tortures en Algérie, soutien aux réfractaires à cette même guerre. En 1958, pour dénoncer la fabrication de l'arme atomique française, les compagnons de l'Arche investissent le site de Marcoule. Ils luttent ensuite contre les centrales nucléaires civiles et s'engagent dans la lutte des paysans du Larzac contre le camp militaire. C'est dans cette expérience que J.-B. Libouban a puisé les principes de la lutte non-violente des “Faucheurs volontaires” dont il a rédigé l'engagement et la charte.

Tabac Pour la loi Evin

La loi Evin du 10 janvier 1991 a marqué un tournant dans la lutte contre le tabagisme : interdiction de la publicité pour le tabac, interdiction de fumer dans les lieux collectifs... et donc dans les entreprises. La loi n'étant pas toujours respectée dans les entreprises, la Cour de cassation a estimé dans un arrêt du 29 juin

2005 que les salariés pouvaient obliger leur employeur à respecter la loi en portant plainte si nécessaire. Un sondage Ipsos du 20 septembre dernier indique que 93 % des salariés estiment que subir la fumée de tabac sur son lieu de travail présente un danger, 78 % estiment que la loi est respectée dans leur entreprise et moins on est diplômé plus on risque d'être exposé : 37 % des ouvriers sont dans un milieu où l'on fume contre 11 % des cadres. 78 % estiment que leur employeur doit faire respecter la loi... en parti-

culier pour les entreprises de restauration, les hôtels, bars, cafés, discothèques... Ce sont évidemment les non-fumeurs qui sont les plus exigeants, les plus diplômés. S'ils avaient le choix, 80 % des sondés indiquent qu'ils choisiraient une entreprise où il est interdit de fumer. Enfin 87 % des sondés estiment que la médecine du travail devrait avoir les moyens d'aider ceux qui veulent arrêter de fumer.

14,10 € non remboursé soit un total de 16,10 €. Cette somme risque d'être dissuasive pour les malades les plus démunis et donc de les pousser à attendre... ce qui est à l'opposé de la prévention, et se traduit alors par des prises en charge le plus souvent plus coûteuses. Des médecins ont lancé une pétition contre ce principe du médecin traitant. On peut en savoir plus auprès de *Dr Pierre Débat, 18, voie Méhul, 94400 Vitry, fax : 01 46 78 79 98.*

Michaël Moore enquête...

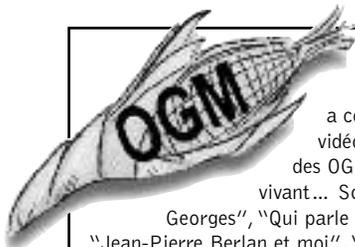
Le prochain film de Michaël Moore sera consacré aux pratiques de l'industrie pharmaceutique. Les directions de Pfizer, Glaxo et Astrazeneca ont explicitement demandé à leurs employés de refuser de répondre aux questions du célèbre documentariste.

Médecin traitant Contre la prévention ?

Avant le 1^{er} juillet 2005, quelqu'un qui veut consulter en urgence un spécialiste à l'hôpital ne payait rien. Aujourd'hui, il doit théoriquement s'il veut être pris en charge, passer d'abord par son médecin traitant. Outre deux fois un euro pris forfaitairement pour les deux consultations, il restera

Aspartame Le danger se précise

La suspicion sur le risque cancérigène de substitut industriel du sucre est à la hausse avec la publication d'une enquête dans la revue médicale *European Journal of Oncology*. Celle-ci réalisée par une équipe de chercheurs d'une université de Bologne, en Italie, porte sur 1800 rats d'âges différents nourris avec des taux d'aspartame plus ou moins concentrés (de 0 à 50 g par jour). On note une hausse des leucémies et de la fréquence des lymphomes chez les femelles proportionnelle à la dose d'aspartame quotidienne. L'aspartame commercialisé aux USA depuis 1974 et en France depuis 1988 fait l'objet de vives polémiques.



■ **Diffusion vidéos.** Le collectif des faucheurs volontaires Loire-Rhône a collecté tout un ensemble de documents vidéos et audios concernant la problématique des OGM, des semences, des brevets sur le vivant... Sont disponibles : "Les Trois de Saint-Georges", "Qui parle de breveter le vivant", "Nonnette 2005", "Jean-Pierre Berlan et moi", "La déclaration d'Auzeville", "Semences paysannes", "colloque Biovision 2005", interview du professeur Seralini... Disponible sous forme de CD ou de DVD. Commandes au 04 78 22 48 49.

■ **Délibérés...** Les procès qui ont eu lieu en septembre sont en délibérés. Les jugements seront donnés le 4 novembre à Clermont-Ferrand, le 14 novembre à Toulouse, le 24 novembre à Riom... José Bové, multirécidiviste, pourrait de nouveau se retrouver en prison... mais également

privé de ces droits civiques, ce qui mettrait fin aux désirs de candidature aux prochaines élections présidentielles. Pour les autres, des peines variées ont été requises : amendes, prisons avec sursis, travail d'intérêt général, interdiction de se rendre dans certains départements...

■ **Appel de Riom.** A l'occasion du procès de Riom, en septembre dernier, a été discuté l'idée de créer un collectif juridique chargé de mettre en place les procédures d'accusation quand des cas de contamination sont observés : comment porter plainte, contre qui, sous quelle forme, devant quels tribunaux. Ce travail en amont devrait pouvoir servir comme argumentaire lors des plaidoiries des procès actuels et à venir... car ce ne sont pas les faucheurs qui sont dangereux sur le long terme, mais bien les OGM. Selon le direction de la répression des fraudes, 35 % de la production bio présenteraient déjà des quantités mesurables d'OGM. Contact : *Cédric au 06 12 41 96 32.*

■ **Sud-Ouest : semences espagnoles.** Le *Figaro* du 6 septembre a annoncé que plus d'un millier d'hectares de maïs transgénique ont été cultivés dans le Sud-Ouest, les agriculteurs ayant passé des contrats avec des firmes espagnoles où cette culture est autorisée. Si le maïs produit n'ira pas dans les circuits commerciaux français, mais retournera en Espagne, les risques de contamination des cultures voisines seront en France. Selon le gouvernement français, il n'y a rien d'illégal dans cette démarche.

■ **Puy-de-Dôme : société policière.** Il faut croire que les six hectares cultivés à Nonette valent très cher : non seulement la parcelle est surveillée le jour par des gendarmes et un hélicoptère, mais un mirador équipé de deux puissants projecteurs a été installé. Le maire rappelle qu'il avait pris un arrêté d'interdiction des OGM sur sa commune, mais que la préfecture a déclaré cet arrêté illégal. Conséquences : tous les habitants sont suspects et sont contrôlés à chaque sortie du village. Un antiquaire a été matraqué pour s'être arrêté à côté du champ : il a porté plainte pour violence. Les hôteliers se plaignent de ne plus avoir de clients. (*Libération, 10 septembre 2005*)



Le procès de Grenoble le 28 septembre 2005.

Raymond Vignal



23 MILLIONS POUR L'OFFICE NATIONAL DE LA CHASSE



Chasse subventionnée

L'Office national de la chasse gère 1600 agents chargés de faire respecter la législation. Elle est financée par les ventes de permis de chasse qui lui rapportent 96 millions d'euros par an. Mais la baisse continue du nombre de chasseurs entraîne un déficit. Le gouvernement n'étant libéral que pour certains sujets, il a accordé une aide de 20 millions d'euros pour aider l'ONC à sortir du rouge... et de passer calmement les échéances de 2007. (Le Monde, 30 août 2005)

Transports

■ **Allemagne : jeûne automobile.** Les évêchés de Trèves, Mayence, Limbourg et Luxembourg ainsi que l'église protestante de Rhénanie, Hesse-Nassau, Palatinat et Luxembourg, ont appelé les chrétiens à renoncer à leur voiture pendant la période du Carême, du 20 février au 20 mars dernier, en optant pour le vélo ou les transports en commun : "rouler moins en voiture signifie plus de santé pour vous et pour la Création". Un bilan indique que 1760 volontaires ont accepté de suivre ce

"jeûne" en échange d'un livre présentant les avantages des transports alternatifs. (La Croix, 23 mars 2005)
■ **Cherchez l'erreur.** Quel est le site internet qui vend le plus de billets d'avions en ligne ? sncf.com. Quel est le premier transporteur routier en France ? La Sncf.
■ **Echec de la septième semaine sans voitures.** Les politiques ne veulent pas heurter les automobilistes. La "semaine sans voitures" est devenue "la semaine de la mobilité" ... et n'a plus eu

lieu que dans 10 villes françaises (contre 34 l'année dernière). Le message, affaibli, est passé quasiment inaperçu. "La maison brûle..." mais les élections municipales approchent.
■ **Europe : avions taxés ?** Un projet de directive européenne prévoyait un projet de taxes sur les billets d'avion afin de financer un fonds d'aide au développement se montant à 0,7% du budget européen. Cela aurait pu être le premier impôt européen et la discussion sur ce projet devait avoir lieu le 7 juin dernier. Mais entre

Changement climatique

■ **Petite phrase.** "J'ai refusé le protocole de Kyoto parce qu'il aurait endommagé l'économie américaine, il aurait détruit l'économie américaine". George Bush. Alors que les cyclones eux contribuent sans doute à augmenter la croissance du pays !



■ **Ours polaires en danger.** La fonte des glaces dans l'Arctique et l'allongement de la saison qui retarde l'arrivée des neiges, a des conséquences néfastes pour l'ours polaire. Ce carnivore de 800 kg perd dix kilos de graisse par semaine de dégel supplémentaire... ce qui pose des problèmes pour les mères à la fin de l'hibernation lorsqu'elles doivent emmener

ner et nourrir leurs oursons sur leur lieu de vie d'été. Actuellement, plus de la moitié des oursons ne survivent pas à la première année et cela va en s'accroissant. On estime qu'il reste 20 000 ours polaires. (WWF Magazine, 3^e trimestre 2005)

■ **Nouvelle-Orléans : prévisible.** De nombreux climatologues américains avaient prédit qu'avec le réchauffement des eaux du golfe du Mexique (la mer au sud des Etats-Unis), il fallait s'attendre à une recrudescence de cyclones violents. Mais George Bush ne croit pas au réchauffement climatique : le mode de vie des Américains n'est pas négociable.

■ **Nouvelle-Orléans : déchets toxiques.** L'inondation de la Nouvelle-Orléans après le passage d'un cyclone a provoqué l'inondation de très nombreuses usines situées le long du Mississipi et les eaux ont emporté de très nombreux produits chimiques et déchets toxiques. Une pollution importante qui passera sans doute inaperçue dans l'immense cloaque qu'est devenue la région.

■ **Sibérie : disparition des lacs.** Les photos satellites ont montré que depuis 1973, la surface des lacs en Sibérie a baissé de 11% malgré des précipitations en hausse. Explication : le permafrost — sous-sol gelé en permanence — diminue de surface, permettant une plus grande infiltration de l'eau. (Panda-Magazine, septembre 2005)

■ **Paris : les dégonflés.** Un mystérieux groupe se revendiquant comme "les dégonflés" a décidé de punir les possesseurs de 4x4 en leur dégonflant les pneus. Le groupe clandestin demande l'interdiction de ces véhicules nuisibles en ville. A l'occasion, ils offrent aux heureux propriétaires de 4x4, un relookage du véhicule avec de la boue.

■ **Canicule : les plantes ont plus souffert que prévu.** Alors qu'habituellement le beau temps est perçu comme un facteur de prolongation de la poussée des plantes et donc comme un bénéfice dans la fixation du CO2 par la photosynthèse, des chercheurs du laboratoire des sciences du climat et de l'environnement (LSCE) de Gif-sur-Yvette, dans un article paru dans la revue britannique Nature le 22 septembre, estiment que la canicule de 2003 en Europe a eu l'effet inverse : la chaleur trop intense a ralenti la croissance des plantes comme cela n'avait jamais été observé depuis un siècle. Cela ne peut qu'être inquiétant pour l'avenir : d'une part, en cas de canicule, les plantes n'auraient ainsi plus de rôle modérateur, d'autre part, en cas de répétition des canicules, cela pourrait conduire à un changement des écosystèmes.

■ **Les moustiques attaquent.** Les moustiques avaient déjà fait de la Camargue leur domaine. Mais cette année, à la suite de la sécheresse suivie de violents orages, début septembre, ils ont proliféré dans toute la Provence. L'absence de vent et de froid leur a permis de se reproduire rapidement et d'être d'attaque toute la journée, obligeant les écoles à supprimer les récréations, provoquant l'annulation de manifestations publiques, en particulier des matchs de foot en soirée. Prochaine étape : les moustiques porteurs de paludisme. Vive la croissance !



Incinération

■ **Pour un avenir sans incinérateur.** Une pétition lancée par différentes associations avec le soutien de Corinne Lepage, Dany Dietmann (voir livre du mois de septembre), Dominique Belpomme, cancérologue, Jean-Marie-Pelt, Michèle Rivasi, François Veillerette... demande l'arrêt progressif des incinérateurs en fonctionnement, l'arrêt de toute nouvelle construction, la mise en place d'une politique de réduction des déchets à la source, l'amélioration des filières de recyclage. La pétition est disponible sur internet (<http://avenir-sans-incinerateur.over-blog.com>) ou par écrit auprès de Cap 21, 40, rue Monceau, 75008 Paris.

■ **Mulhouse sous la dioxine.** L'incinérateur de Mulhouse a été construit en 1999, avec les règles les plus strictes... Des analyses faites en mars 2003 indiquent alors qu'il dépasse les normes en ce qui concerne les émissions de dioxines. Il faut attendre juillet 2003 pour que la nouvelle soit publique : les filtres ne fonctionnaient pas, ce qui laisse supposer une très forte pollution. Mais aucun chiffre n'est rendu public. Après des travaux d'amélioration des filtres, il redémarre... mais en novembre 2003, de nouvelles mesures indiquent qu'il émet encore six fois trop de dioxine. Ces informations ne sont connues qu'en février 2004 à l'occasion d'un changement d'exploitant. Le 6 juin 2004, un millier de personnes manifeste pour demander la transparence sur ce dossier et l'arrêt de l'incinérateur. En vain, le conseil général reçoit les associations et les riverains et décide en 2005, l'arrêt de l'actuel incinérateur, mais la construction d'un nouvel incinérateur ! Une nouvelle manifestation s'est tenue le 24 septembre pour demander une politique des déchets basée sur la réduction à la source, la collecte sélective, le réemploi et le recyclage et le stockage sans traitement de ce qui reste.

■ **Deux-Sèvres : menaces sur le marais Poitevin.** La communauté d'agglomération de Niort a voté le principe d'un incinérateur à Coulon, une commune du marais Poitevin. Au moment où les pollutions par les incinérateurs modernes se multiplient, cette annonce signifie l'acceptation d'une contamination de l'ouest du marais par les dioxines, les furannes, les métaux lourds. 123 médecins locaux ont pris position publiquement contre ce projet. Les élus du parc du marais Poitevin présidé par Ségolène Royal, ancienne ministre de l'environnement, ont pris position contre le projet. Les associations et des élus de Vendée (la limite du département est à quelques centaines de mètres) ont pris position contre, rappelant que leur département avait renoncé récemment à un projet d'incinérateur. Cette opposition a porté ses fruits : le projet vient d'être gelé... au moins jusqu'en 2006. *Collectif pour l'alternative à l'incinération, 92, rue du Nollivet, 79460 Magné.*

■ **Nîmes : incidents en série.** Au début de l'année des militants d'Ici-Rom avait pris des photos montrant que la cuve du nouvel incinérateur de Nîmes, censée être étanche, pataugeait dans 20 cm d'eau. Véolia, exploitant de l'usine, avait répondu en disant qu'il s'agissait d'un essai d'un réseau de protection contre l'incendie. Il faut croire que celui-ci n'est guère efficace puisque le 12 août, un incendie a eu lieu précisément dans cette cuve, provoquant l'arrêt de l'installation pour une période indéterminée. Alors que jusqu'à maintenant, les opposants à l'incinération avaient du mal à se faire entendre, ce coup-ci de nombreuses personnes se sont exprimées dans le voisinage pour parler de leurs craintes : le 16 mai, le 1er juin et 2 août, de fortes déflagrations ont été entendues. Pour compléter l'ambiance, le WWF, Fonds mondial pour la nature, a porté plainte pour "faux et usage de faux et mise en danger de la personne" après avoir constaté que l'étude d'impact préalable à l'autorisation de construire l'incinérateur avait oublié de mentionner le voisinage d'un complexe sportif, touristique et social de La Bastide où passent chaque année 400 000 personnes ! Contre l'avis du parquet, le juge d'instruction a décidé d'instruire la plainte. *Ici-Rom, c/o Avec, BP 69, 34401 Lunel cedex, tél : 04 67 73 51 10.*

■ **Marseille : bataille juridique.** Alors que la communauté urbaine de Marseille pensait avoir trouvé un terrain pour y implanter un incinérateur, la communauté d'agglomérations Ouest-Provence a voté le 2 septembre une délibération modifiant le plan d'occupation des sols dans la zone industrielle et portuaire de Fos-sur-Mer, bloquant ainsi le projet. Le 19 septembre, le Préfet a indiqué que l'Etat attaquerait cette décision au tribunal administratif. Les communes de Fos, Istres, Port-Saint-Louis, Miramas, Grans et Cornillon ainsi attaquées ont demandé aux habitants de leurs communes de participer en masse à l'actuelle enquête publique.

■ **Bourgoin : pollution à la dioxine.** Des analyses réalisées en juin 2005 par la Ddass ont montré une contamination des œufs autour de l'incinérateur de Bourgoin-Jallieu (Isère) : au moins deux fois les normes européennes. La Ddass qui a annoncé les faits le 9 septembre, a envoyé un courrier aux riverains pour leur demander de ne plus consommer fruits, légumes et œufs de leur production.

Environnement



LYON

Succès des parcs de vélos



Un parc de vélos à Lyon.

Reprenant ce qui se fait à Vienne (municipalité PS + Verts) a lancé en mai dernier un système de location de vélos dispersés dans l'ensemble de la ville. Moyennant un abonnement annuel de 10 €, on peut emprunter les vélos gratuitement pendant une demi-heure, le prix restant ensuite du même ordre de grandeur que celui des transports en commun. Le succès

a été immédiat et au cours de l'été, le nombre de vélos est passé de 800 à 2000, 4000 sont prévus avant l'hiver. A terme, la ville entend proposer un maillage des stations à raison d'une tous les 300 m. Les vélos sont surveillés par satellite et conçus pour résister aux dégradations (avec comme inconvénient leur poids : 22 kg). Cette politique s'accompagne de l'apparition progressive de pistes cyclables (encore trop souvent de simples bandes) et d'une généralisation de la limitation à 30km/h du centre ville où l'actuelle multiplication des vélos a déjà provoqué une baisse sensible de la circulation automobile. Fin septembre, 23000 personnes sont abonnées (5 % des habitants). Tout irait dans le bon sens, si pendant ce temps, la municipalité ne continuait à multiplier les travaux pour ouvrir sans cesse de nouveaux parkings souterrains.

temps, les non français et néerlandais ont bloqué les autres projets de la Commission européenne.

■ Paris : centre sans voiture ?

En projet depuis de longues années, les quatre arrondissements centraux de Paris — les plus touristiques — pourraient être complètement piétons d'ici 2012. La mairie de Paris a indiqué début mars que l'autoberge déjà offerte aux piétons les week-ends et en août pourrait également être aménagée en zone piétonne.

ILE-DE-RÉ

Pulvérisation par hélicoptère

Le 13 septembre, vers 11h30, les habitants de Le Bois-Plage-en-Ré ont la surprise de se voir arroser par hélicoptère avec un produit qui sent fortement l'urine. Tout y passe, la place centrale où se tient un marché, les cours d'école... Une lectrice se renseigne : après un dédale administratif, elle apprend que la Chambre d'Agriculture a ordonné la pulvérisation de Foray 48 B, qu'on lui présente comme bio, un insecticide utilisé contre les chenilles professionnelles du pin. Si celui-ci

contient des bacilles de Thuringe, un parasite utilisé en lutte biologique, il semble qu'il n'en contient que 3 %, reste 97 % de pesticides, avec une trentaine de molécules dont le Benzisothiazolin interdit depuis 2001 aux Pays-Bas parce que toxique pour la vie aquatique (nous sommes sur une île !). En Nouvelle-Zélande, une campagne est menée contre ce produit après que des médecins aient noté une progression des problèmes de santé : allergies, asthme, problèmes intestinaux, insomnies, maux de gorge, maux d'yeux... La réglementation dans d'autres pays consiste à avertir des heures de passage pour que les gens s'enferment chez eux et lavent ensuite soigneusement les légumes. Sur les emballages de Foray 48 B commercialisés en France par Valent Biosciences, il est conseillé "de garder les personnes non protégées hors des secteurs traités jusqu'à ce que les pulvérisations aient séché". Contacté, le MDRGF, Mouvement pour le droit et le respect des générations futures, rappelle qu'une note interministérielle du 5 mars 2004 interdit ce genre de pulvérisation à moins de 50 m des habitations, des jardins, des cours d'eau, des étangs, des lacs, et des lieux où sont présents des animaux. MDRGF, François Veillerette, 92, rue de Richelieu, 75002 Paris, tél : 01 45 79 07 59.

Un projet pour Paris

A Paris, diverses friches doivent être prochainement aménagées, notamment dans le nord et l'est de de la ville. Les consultations sont actuellement en cours, néanmoins ces aménagements font au mieux appel à la HQE, haute qualité environnementale. Pour l'aménagement de la ZAC de Rungis (dans le 13^e), une association (les Amis de l'EcoZAC de la place de Rungis) milite pour un projet exemplaire proche des réalisations de type BedZED (sud de Londres) ou de ce qui se fait à Fribourg (Allemagne).

Au printemps 2006, la mairie du 13^e lancera les appels d'offre en vue d'aménager dans le sud de l'arrondissement, autour de la place de Rungis, une ZAC (zone d'aménagement concerté) sur une friche de trois hectares. C'est une occasion unique d'y réaliser une EcoZAC (une ZAC écologique), un projet exemplaire en matière de respect de l'environnement. Pourquoi fonder une association ? Car un décalage croissant existe entre les multiples déclarations des pouvoirs publics en faveur du développement durable et la faiblesse des actions entreprises dans ce domaine. Prenons deux exemples, les transports et l'énergie.

En matière de transport, l'aménagement de la ZAC de Rungis permet de



Le site envisagé pour l'Ecozac.

poser diverses questions. La friche est un ancien terrain SNCF relié à la ligne ferroviaire de la Petite ceinture. Il serait possible d'évacuer les déchets du chantier, mais aussi de l'approvisionner par le train. C'est l'occasion de se poser la question de l'avenir de cette desserte ferroviaire. Les futurs logements et bureaux (40 000 m²) seront bien desservis par les transports en commun ; le tramway des Maréchaux est à 50 m du site, des lignes de bus, le RER sont à quelques minutes du site. Il était prévu que la ligne de métro automatique Météor (ligne 14) arrive à la station Maison Blanche. Ce dossier est actuellement bloqué. N'est-il pas temps de réfléchir à la place de la voiture dans un arrondissement densément peuplé et de concevoir une ZAC où sa place sera réduite ? La priorité sera donnée au partage de véhicules à propulsion propre (GPL, électrique...) pour les habitants du site et les entreprises travaillant sur l'EcoZAC. La mairie du 13^e envisage, elle, de faire traverser la ZAC de trois voies à usage automobile pour 'désenclaver' la place de Rungis.

En matière d'énergie, il est temps en France d'ériger des bâtiments de façon exemplaire. Il en existe quelques très

rare exemples en France (notamment la résidence Salvatierra de Rennes) et de nombreux à l'étranger. Les bâtiments de l'EcoZAC seront très bien isolés et utiliseront les apports solaires passifs et l'éclairage naturel. Ils consommeront beaucoup moins que les normes de constructions

Quartiers déjà existants

- En Grande-Bretagne, Beddington Zero Energy Développement dit Bedzed.
- En Allemagne, le quartier Vauban de Fribourg-en-Brigau ; le quartier Kronsberg à Hanovre.
- En Suède, Ekostaden dans le quartier Augustenborg à Malmö.
- En Finlande, le quartier Viikki à Helsinki.



Le quartier Viikki à Helsinki.



actuelles le demandent. Ce seront des bâtiments dits basse énergie. Ces constructions auront pour objectif de produire sur l'année plus d'énergie qu'elles n'en consomment. Les surfaces des toits seront utilisées au maximum pour implanter du solaire thermique et du solaire photovoltaïque. Le site pourrait aussi être équipé en production locale d'énergies renouvelables (chaufferie au bois déchiqueté comme à BedZED) ou production de courant ou de chaleur à partir du biogaz. Le chantier devra permettre de former divers corps de métiers aux techniques des énergies renouvelables. Une fois l'EcoZAC réalisée, une partie des locaux professionnels pourra être dédiée à des installateurs solaires et à un centre de formation au développement des énergies renouvelables.

Certes la mairie d'arrondissement a des intentions environnementales, notamment en envisageant des constructions de haute qualité environnementale sur une partie de la ZAC, mais ces objectifs sont insuffisants. Dans le 18^e arrondissement de Paris, c'est l'ensemble de l'aménagement de la ZAC Pajol qui fera appel à la HQE. Certes, les principes de la HQE doivent s'appliquer, néanmoins il s'agit d'aller bien au-delà de ces simples cahiers des charges qui n'offrent aucune



DR
Le quartier Bedzed dans le sud de Londres.

obligation de résultat. Les exemples de BedZED ou de Fribourg cités ci-dessus (auxquels il est possible d'ajouter Malmö en Suède, Apeldoorn aux Pays-Bas...) montrent qu'il est réaliste d'aller beaucoup plus loin.

Une plate-forme d'objectifs concrets a été mise en place. Elle est soutenue par quatre associations nationales (Negawatt, Greenpeace, le CLER et Wise-Paris) et une association de quartier (l'association des Peupliers). L'enjeu de ce projet est d'obtenir, par une réalisation inscrite dans

une dynamique locale, un effet moteur en matière de développement durable et de construction de bâtiments collectifs écologiques. Par son exemplarité, l'EcoZAC de Rungis doit ouvrir la voie à d'autres réalisations similaires.

Philippe Bovet ■

Pour en savoir plus : Association Les Amis de l'EcoZAC de la Place de Rungis, Maison des Associations du 13^e arrondissement, 11, rue Caillaux 75013 Paris, tél : 06 11 34 02 73, www.ecozacderungis.org

D'autres projets d'habitat écologique

- A **Massy** (Essonne), projet d'un habitat collectif avec 7-8 appartements et des locaux communs (salle de jeux pour enfants, salle polyvalente, garage à vélos...), gestion sous forme associative, terrain déjà trouvé de 1180 m² près de lka gare de Massy-Verrière. Quatre familles déjà impliquées.

Yann Cassin, 2, rue Jean-Rostand, 91300 Massy, tél : 01 69 20 50 54.

- A **Lille**, Le projet HEP envisage de mettre en relation jusqu'à 12 foyers avec mise en place d'un partage d'espaces communs et d'équipements. Contact : Alexis Bourdon et Valérie Monteil, 2, allée Jean-Baratte, 59130 Lambersart, tél : 03 59 96 49 37.

- A **Bordeaux**, afin de construire en périphérie de Bordeaux un éco-quartier écologique regroupant une dizaine de maisons en écoconstruction et si possible autoconstruites, autour d'une ferme en agriculture bio axée sur le maraîchage, une association a vu le jour : Epure, c/o Gilbert Galey, 33170 Gradignan, 44, rue Lange, tél : 05 57 35 88 99.

- A **Toulouse**, une association a vu le jour à Toulouse, AEC, Auto-éco-constructeurs, pour la mise en place d'un éco-hameau en auto-construction sur une parcelle d'une petite commune rurale proche de Toulouse. Une première étape prévoit la construction de cinq maisons. AEC, 6, rue Saint-Aubin, 31000 Toulouse, tél : 05 61 99 03 25.

- A **Strasbourg**, depuis quelques années, un projet d'éco-quartier est en discussion. Les discussions ont permis de définir ce qui pouvait être



DR
Détail des capteurs solaires et du système d'aération du Bedzed à Londres.

collectif : chambres d'amis, salle de réunions, espace multi-usage, espace de stockage pour les produits d'une AMAP, association pour le maintien de l'agriculture paysanne, un local à vélos. A l'extérieur, un jardin collectif, des toitures végétalisées, un coin pique-nique, des voitures en copropriété. Des discussions sont en cours avec la communauté urbaine pour pouvoir acheter un terrain ainsi qu'avec les bailleurs sociaux pour mener une expérience mixte avec 7-8 propriétaires et d'autres locataires avec éventuellement accession à la propriété. Eco-quartier, maison des associations, 1a, place des Orphelins, 67000 Strasbourg, tél : 03 88 37 93 07.

- A **Genève**, l'association Ecoattitude a lancé un appel en 2004 pour regrouper des citoyens intéressés par la mise en place d'un écoquartier sur le bord du lac Léman. Les objectifs sont ambitieux : "Renverser l'impact environnemental négatif croissant des villes sur la région et sur la planète, en introduisant et testant des pratiques communautaires innovantes, tout en maintenant un haut degré de qualité de vie dans des quartiers dont l'autonomie aura été renforcée. Modéliser les expériences de façon à pouvoir les transférer ailleurs, et/ou échanger des savoir-faire et savoir-être avec d'autres

villes, en particulier dans les grandes cités du Sud". Ecoattitude, 27 chemin du Mottey, CH 1020 Renens, tél : 078 677 55 17.



Agriculture biologique

■ la bio plus efficace.

L'un des arguments utilisés par les productivistes contre la bio serait qu'elle aurait de moins bons rendements. Or une étude réalisée au Canada et publiée le 12 août dans *La voie agricole*

(revue canadienne) indique que pour les grandes surfaces, les rendements sont presque semblables, mais que la bio consomme 30% d'énergie en moins, 100% de pesticide en moins. La bio favorise le maintien de l'humidité dans le sol et lutte contre l'érosion. L'étude porte sur des comparaisons de parcelles qui ont duré pendant 22 ans.

■ Vins bio de Provence.

Les adresses de 38 producteurs de vins bio de Provence sont dans un petit guide de dix pages diffusé (contre une enveloppe timbrée) par *Bio-PACA, Maison de la bio, Agroparc, BP 1221, 84911 Avignon cedex 09, tél : 04 90 84 03 34.*

Alliance végétarienne

Alliance végétarienne est la principale association de promotion du végétarisme en France. Alors que le végétarisme se développe dans les pays occidentaux pour

de nombreuses raisons (santé, souffrance des animaux, gaspillage énergétique de la viande), en France, le végétarisme reste discret.

Afin de promouvoir cette idée, Alliance végétarienne avait lancé un "label" pour identifier à coup sûr les produits sans composants issus des animaux. Or la direction générale des fraudes leur a demandé de cesser la promotion d'un tel label, le terme de label nécessitant toute une démarche particulière. Afin de mieux communiquer sur la question et de faire la promotion d'un mode d'alimentation plus écologique, Alliance végétarienne vous invite à son assemblée générale qui se tiendra à Paris, à l'Ageca (177, rue de Charonne, 11e, M° Alexandre-Dumas), le samedi 28 janvier à partir de 9h30. *Alliance végétarienne, 11 bis, rue Gallier, 77390 Chaumes-en-Brie.*



Compagnonnage alternatif

Nombreux sont ceux et celles qui veulent créer leur emploi dans une activité alternative. Mais le passage à l'acte est souvent difficile car il faut être capable d'appréhender tous les aspects de l'activité, se sortir des méandres administratifs, savoir tenir une comptabilité... Pour favoriser le développement d'initiatives alter-

AMAP Sauver les terres fertiles

Les AMAP, associations pour le maintien de l'agriculture paysanne, se développent au bord des agglomérations, mettant en lien direct un paysan avec des consommateurs. Alors que les AMAP se multiplient autour de la livraison de paniers bios, le problème de la disponibilité des terres refait surface régulièrement : les paysans les plus près des villes sont aussi les plus menacés par les projets d'extension urbaine. Ceci est particulièrement sensible en région parisienne. Pour essayer d'avoir plus de poids, les AMAP d'Ile-de-France ont décidé de franchir un pas supplémentaire : créer une SCI, société civile immobilière, dans laquelle les consommateurs des AMAP sont invités à investir pour favoriser l'achat de terres permettant le maintien d'agriculteurs. Deux projets d'acquisition sont en cours : 20 hectares sur le plateau de Saclay (Essonne et Yvelines), terres menacées par un "pôle de compétitivité" et un autre projet consiste à chercher des terres pour l'AMAP des Jardins-Enchantés, en Haut-de-Seine. La SCI a besoin pour ces projets de réunir dans un premier temps 140 000 €. Les parts sont de 50 €. Pour en savoir plus : *Alliance Paysans, Consom'Acteurs Ile-de-France, 25, rue d'Hauteville, 75010 Paris, tél : 01 45 23 42 19.*



REPAS

natives, une douzaine d'entreprises et d'associations se sont regroupées au sein du Repas, Réseau d'échanges et de pratiques alternatives et solidaires, et propose, depuis 1997, un compagnonnage alternatif : les porteurs de projets en s'immergeant dans différentes structures peuvent mieux appréhender le montage de leurs projets, rencontrer d'autres personnes, d'autres pratiques. Si vous désirez faire ce compagnonnage et que vous ayez entre 18 et 30 ans, les inscriptions sont en cours pour une session de formation qui se déroulera à partir du printemps 2006. *Repas, 4, allée Séverine, 26000 Valence, tél : 04 75 55 76 82.*

Autoconstructeurs

L'association Rahmabaman (réseau d'autoconstructeurs d'habitats et de maisons en bois et autres matériaux naturels) a vu le jour à l'initiative de deux autoconstructeurs, Maxime Vasseur et Corinne Thébaud pour favoriser la mise en relation de personnes intéressées par la démarche. Aucun expert : chacun est autonome, pas d'échanges marchands mais une aventure humaine. Recherche de démarches simples en dehors du piège technicoéconomique, réappropriation des savoirs et des savoir-faire, dissidence active face à la modernité, reconstruction de soi-même et développement de formes sociales

plus solidaires, mieux planté sur terre et parmi les hommes. L'association permet la satisfaction d'un désir toujours neuf de rencontres et d'échanges, le partage des expériences, des compétences, des informations et le développement de l'entraide et de projets de groupes. Elle permet de rechercher, d'expérimenter les solutions les moins coûteuses en termes d'argent et d'environnement, loin du commerce éco-éthique actuel.

Informations auprès de *Maxime Vasseur, Corinne Thébaud, Rahmabaman, chemin Ferré, 30250 Salinelles, tél : 04 66 77 43 80.*

ILE-DE-FRANCE

Réenchanter le monde

Après plusieurs forums sur l'éducation organisés par l'association *O'oiseau lyre*, ses animateurs ont décidé d'élargir leur champ d'action et ont créé une nouvelle association *Pierre de Lune* qui organise le samedi 19 novembre le premier forum "Réenchanter le monde" avec comme thème de l'année "La société civile, le troisième pouvoir" avec par Jean-Marc Governatori, Pierre Rabhi, Gérard et Béatrice Barras, Pierre Liret, Arouna Lipschitz, Frédéric Vanpouille. *Pierre de Lune, 5, rue Pierre-Brossolette, 94480 Ablon-sur-Seine, tél : 01 45 97 96 96.*

SAÔNE-ET-LOIRE

Passerelle Eco

L'excellente revue trimestrielle *Passerelle Eco*, qui fait le lien entre ceux et celles qui essaient

espéranto

■ **BD en espéranto.** Après Tintin, Astérix et quelques autres héros de bande dessinée, c'est au tour de Gaston Lagaffe de parler en espéranto. Ce premier *Gastono* est disponible contre 10 € port inclus auprès de *Espéranto-Jeunes, 4 bis, rue de la Cerisaie, 75004 Paris.*

■ **Nord : rencontres nord-européennes.** Les 17^e rencontres nord-franco-européennes des espérantistes se tiendront les 5 et 6 novembre à Morbecque-le-Parc, près de Hazebrouck, dans le Nord. Cours, concert de Fabrice Morandeau, conférence sur le thème "Tintin et l'espéranto". Programme complet : *France Valet, 274, rue du Boulenniez, 59235 Bersée, tél : 03 20 84 96 09.*

■ **Pau : concert de Jomo et des Liberacanoj.** Concert le 26 novembre dans le cadre de la fête du Kiosque qui a pour thème "sciences et fictions" avec une conférence d'Albert Jacquard. Le Kiosque est un local inter-associatif qui regroupe une vingtaine d'associations. Renseignements : *Le Kiosque, 15, rue de la République, 64000 Pau, tél : 05 59 82 98 38.*

■ **Tours : cent ans d'espéranto.** Pour fêter les cent ans du premier groupe d'espéranto à Tours, une exposition et une conférence sont organisées à la bibliothèque municipale de Lignières-de-Touraine, à 25 km à l'ouest de Tours, du 3 au 12 décembre. Programme complet : *Centre culturel espéranto-Touraine, maison des sociétés, halles de Tours, place Gaston-Paillhou, 37000 Tours, tél : 02 47 55 20 10.*





BOUCHES-DU-RHÔNE

Le Loubatas

Le Centre permanent d'initiation à la forêt provençale, le *Loubatas*, fête ses 25 ans ! Ouvert depuis 1980, il présente de nombreuses alternatives dans sa construction : le solaire assure 90% des besoins en chaleur et en électricité, récupération des eaux de pluie, ampoules économes... associées à des démarches pédagogiques pour les enfants qui y viennent suivre des animations. Le *Loubatas* emploie aujourd'hui treize personnes (sur dix pleintemps) et enregistre 10 000 nuitées par an. Les adultes peuvent aussi y venir : une partie du centre est agréeée comme gîte. *Le Loubatas*, BP 16, 13860 Peyrolles-en-Provence, tél : 04 42 57 06 70.

Marie Clémis



de vivre ensemble autrement, a décidé de passer à la pratique en créant son propre lieu de vie. Exit Montpellier pour une arrivée en douceur dans le Morvan au printemps 2005. Pendant l'été différents chantiers d'éco-construction ont permis la rénovation des lieux. Une aide est venue de la marche de la Décroissance dont plusieurs dizaines de marcheurs sont venus sur place pour aider un moment. *Association Passerelle Eco, Corcelle, 71190 La Chapelle-sous-Uchon, tél : 03 85 54 36 06.*

BREST

Festival de l'image alternative

Canal Ti Zef est une télé associative locale qui a vu le jour en février 2001. Faute d'autorisation d'émettre, elle fonctionne depuis quatre ans sous forme de cassettes vidéos mensuelles. Pour faire la promotion de cette

manière de faire de la télévision, elle a invité d'autres télévisions associatives et des réalisateurs pour trois jours de présentation d'images alternatives à Brest, les 3, 4 et 5 novembre. On peut demander le programme à *Canal Ti Zef, 19, rue Bruat, 29200 Brest, tél : 02 98 43 49 65.*

BORDEAUX

La biodiversité au jardin

L'association *L'Ortie* organise le mardi 22 novembre à l'Athénée municipal de Bordeaux une conférence sur la biodiversité au jardin animée par Vincent Albouy. Renseignements : *L'Ortie, 19, rue Neuve, 33000 Bordeaux, tél : 05 56 94 53 10.*

MIDI-PYRÉNÉES

Quinzaine de l'économie solidaire

L'Association régionale pour le développement et la promotion de l'économie solidaire, Adepes, organise du 25 novembre

au 11 décembre une quinzaine de l'économie solidaire avec des manifestations dans les huit départements de la région. Un forum proprement dit se tiendra en clôture les 9 et 10 à Diagona à Labège, avec une centaine d'exposants. *Adepes, Maison de l'économie solidaire, 73, chemin de Mange-Pommers, 31520 Ramonville-Sainte-Agne, tél : 05 61 73 04 86.*

DRÔME

Spectacle sur les déchets

La compagnie *Diabolo spectacles* prépare pour le début 2006 une pièce intitulée *Pôle propre* qui se présente comme une conférence de trois spécialistes des déchets qui expliquent aux spectateurs que l'on peut aller vers le zéro déchet... mais qui peu à peu révèle que les solutions proposées ne sont pas toujours bonnes et que derrière certains discours peuvent se cacher d'inquiétantes intentions. La compagnie propose son spectacle à qui veut les faire venir : *Diabolo spectacles, quartier Chabriland, 26350 Crépol, tél : 04 75 45 72 01.*

Fêtes, foires, salons

(le signe * indique que Silence est présent)

■ **Vendée : 2* Salon du bien-être.** 5 et 6 novembre au parc des expositions de La Roche-sur-Yon. Bio et santé. *C2L Organisation, Théon, 17120 Cozes, tél : 05 46 90 11 52.*

* **Paris : 30* Marjolaine.** 5 au 13 novembre au parc floral de Paris (M° Château de Vincennes). Le plus grand et le plus ancien des salons écolos. 75 000 visiteurs, 550 stands : Bio, produits naturels, éco-produits, santé, artisanat, prêt-à-porter, jardinage, environnement, édition, tourisme vert. Parmi les conférences : grands barrages et biodiversité (Martin Arnould, WWF, samedi 5 à 12 h), la marchandisation de l'eau (Riccardo Petrella, samedi 5 à 14 h), itinéraire d'un écologiste (Pierre Rabhi, dimanche 6 à 14 h), table-ronde militantisme et environnement (dimanche 6 à 16 h), économie et écologie (Alain Lipietz, Guillaume Duval, lundi 7 à 14 h), bio et changement climatique (Claude Aubert, mardi 8 à 14 h), objectif 100 % bio (Hugues Toussaint, mardi 8 à 16 h), la maison autonome (Patrick Baronnet, mercredi 9 à 14 h), l'enjeu énergétique (Benjamin Dessus, Yves-Bruno Civel, Jean-Luc Wingert, mercredi 9 à 16 h), commerce équitable ou marché de l'éthique (Christian Jacquiau, jeudi 10 à 16 h), les cosmétiques dangereux pour la santé (Yannick Vicaire Greenpeace et autres, vendredi 11 à 16 h), le grand bond libéral en arrière (Serge Halimi, vendredi 11 à 19 h), OGM, les dangers se précisent (Jacques Testart d'inf'OGM, Jean-Emile Sanchez de la Conf' Paysanne, Thierry Jacquaud de L'Ecologiste... samedi 12 à 14 h), alternatives aux OGM (Guy Kastler de Nature & Progrès, Marie-Hélène Aubert des Verts, Hervé Kempf... samedi 12 à 16 h), quand la misère chasse la pauvreté (Majid Rahnama, Ligne d'Horizon, dimanche 13 à 14 h). Programme complet : *SPAS, 86, rue de Lille, 75007 Paris, tél : 01 45 56 09 09.*

■ **Nantes : 2* salon de l'habitat sain.** 11 au 14 novembre, parc des expositions de la Beaujoire, au sein d'un salon de l'habitat. 40 exposants, 6 conférences. *Expo-Nantes-Atlantique, route de Saint-Joseph, 44300 Nantes, tél : 02 40 52 08 11.*

■ **Lyon : Vivez nature.** 18 au 21 novembre, à Eurexpo. Agri bio, environnement, produits naturels, habitat, 275 exposants, ateliers et conférences. *Naturally, 1, place Paul-Verlaine, 92100 Boulogne, tél : 03 86 78 19 20.*

* **Ardèche : Fruits retrouvés d'Ardèche.** 19 et 20 novembre, espace Léo Ferré d'Aubenas. Grande fête organisée pour son 10^e anniversaire par : *L'Œil dormant, Le Barre, 07140 Malbos, tél : 04 75 36 90 36.*

■ **Auch : 15* foire aux fruitiers d'autrefois.** 20 au 22 novembre, Halle Verdier. *Maison des associations, 29, chemin de Barou, 32000 Auch, tél : 05 62 05 69 25.*

■ **Manche : 6* Vivre et consommer autrement.** 20 novembre à la salle polyvalente de Pontorson, 40 exposants. *Association Bio rencontre, c/o Biocoop Au Comptoir bio, 16, rue D.-Leclerc, 50300 Avranches, tél : 02 33 68 11 11.*

■ **Paris : festival international du film d'environnement.** Du 23 au 29 novembre au cinéma *La Pagode*, 57 bis, rue de Babylone, 75007 Paris. Programme : *Festival international du film d'environnement, direction de la communication, région Ile-de-France, 35, boulevard des Invalides, 75007 Paris, fax : 01 53 85 50 49.*

■ **Rhône : 19* Science et cinéma.** 24 novembre au 4 décembre à la MCJ d'Oullins (sud de Lyon). Thème de l'année : "norme et normalité", films sur le chamanisme, documentaires animaliers, ethnomusique, psychiatrie et une nuit de science-fiction. *MJC, 10, rue Orce, BP 120, 69923 Oullins cedex, tél : 04 72 39 74 93.*

■ **Lille : 5* salon du bien-être au naturel.** 25 au 27 novembre au Grand Palais. *Expo Conseil, 8, rue de Lattre-de-Tassigny, 59000 Lille, tél : 03 20 57 75 78.*

■ **Paris : 2* Bâtir écologique.** 25 au 27 novembre à la Cité des Sciences et de l'Industrie, avec une centaine d'exposants, une douzaine de conférences. *Caseat, 101, rue Saint-Dominique, 75007 Paris, tél : 01 45 55 71 50.*

* **Gard : Journées de l'arbre, de la plante et du fruit.** 26 et 27 novembre à Saint-Jean-du-Gard, arbres, plants et fruits. *Dimanches verts, 4, avenue de la Résistance, 30270 Saint-Jean-du-Gard, tél : 04 66 85 32 18.*

■ **Douarnenez : 4* Capbio.** 26 et 27 novembre à Le Juch, 75 exposants. *Capbio, 23, boulevard Camille-Réaud, 29100 Douarnenez, tél : 02 98 11 03 17.*

■ **Grenoble : 6* Naturissima.** 26 novembre au 4 décembre à Alpexpo, 160 exposants, thème de l'année : l'éco-habitat. Du 26 au 28, trois jours sur les transports propres et les mobilités douces. Du 2 au 4 décembre, trois jours sur les énergies renouvelables. *Saem Alpexpo, avenue d'Innsbruck, BP 2408, 38034 Grenoble cedex 2, tél : 04 76 39 66 00.*

* **Lot-et-Garonne : 10* fête de l'arbre.** 26 et 27 novembre, domaine de Barolle, à Montesquieu. 40 exposants. *Conservatoire végétal régional, domaine de Barolle, 47130 Montesquieu, tél : 05 53 47 29 14.*

■ **Haute-Savoie : Natureva.** 2 au 4 décembre au Parc des expositions de la Roche-sur-Foron. 200 exposants. Bio, santé, éco-habitat, énergies renouvelables, tourisme vert et éthique, environnement... *Rochexpo, Le Pyramide, 210, rue Ingénieur-Sansoube, BP 18, 74801 La Roche-sur-Foron cedex, tél : 04 50 03 03 37.*

■ **Ardèche : Sous la glace, les braises.** Du 2 au 4 décembre, rencontres hivernales au château de Liviers, atelier et représentation du théâtre de l'Opprimé, avec Julian Boal, balade et veillée contes, forum associatif, scène ouverte musicale et poétique, espace de discussions, marché paysan et artisanal, castagnade... *Frapna-Ardèche, Le Village, 07200 Saint-Etienne-de-Fontbellon, tél : 04 75 93 41 45.*



LYON

Ecologie et spiritualité

Le groupe Dharma Ling de Lyon (bouddhisme) organise le samedi 19 novembre à 20 h, une projection du film "écologie et spiritualité" retraçant les rencontres d'octobre 2004, avec 800 personnes à l'Institut Karma Ling. Un débat suivra la projection avec de nombreux invités : Lama Lhundroup (directeur de l'université Dharma Orient-Occident et organisateur de la rencontre "Ecologie et spiritualité"), Jacky Blanc (directeur de la Nef, Nouvelle économie fraternelle), Vincent Cheynet (fondateur rédacteur de la revue La Décroissance), Georges Didier (fondateur et rédacteur de la revue REEL), Khristophe Lanier (rédacteur de la revue Dharma), Madeleine Nutchey (directrice de publication de la revue Silence). *Dharma Ling de Lyon,*

5, rue des Marronniers
(code BA052), 69002 Lyon
(M° Bellecour),
tél : 08 70 75 67 57.

CHAMBERY

La Mandragore

La Mandragore est une nouvelle association chambérienne qui fait la promotion des alternatives écologiques et de la consommation. Elle organise une fête écocitoyenne boulevard de la Colonne, au centre-ville de Chambéry, les vendredis 25 (14 h à 18 h) et samedi 26 novembre (9 h à 18 h) abordant de nombreux thèmes environnementaux (déchets, déplacements, eau, énergie, alimentation, couches lavables...). Il s'agit de faire la promotion des petits gestes qui améliorent notre cadre de vie et celle de la planète. *La Mandragore, maison des associations, rue Saint-François-de-Salles, 73000 Chambéry, tél : 04 79 28 26 08.*

PARIS

Festival du livre d'écologie

Le 3^e festival du livre d'écologie se tiendra le dimanche 20 novembre au Trianon, 80, boulevard de Rochechouart (Montmartre, Paris 18^e, M° Anvers). Immense librairie avec de multiples thèmes : économie solidaire, faune et flore, ressources naturelles, santé, environnement, développement durable, non-violence, relations nord-sud, urbanisme, habitat, agriculture, alimentation, biodiversité, climat, nucléaire, déchets, nature, OGM, pollutions, commerce équitable, politique, éco-citoyenneté, énergies alternatives... Dédicaces d'auteurs, débats, conférences, expositions... Entrée libre et gratuite. *Festival du livre d'écologie, maison des associations, boîte n°9, 15, passage Ramey, 75018 Paris, tél : 08 71 37 10 93.*



La Maison de l'écologie de Lyon

La Maison de l'écologie est née en 1982... simultanément avec *Silence* : ce n'est pas un hasard. Au printemps de cette année-là, plusieurs étudiants qui ont participé à une marche antinucléaire entre Superphénix (Isère) et Paris décident de lancer une revue régionale sur l'écologie. Comme ils n'ont pas d'argent, ils décident d'aider le financement de cette revue par la vente de papier recyclé, lequel est à l'époque quasiment introuvable à Lyon. Ils mettent en place également un système de collecte des vieux journaux, activité complémentaire du papier recyclé.

Une association est créée, Courant alternatif, et une souscription permet de réunir 1000 €, de quoi imprimer un poster qui est vendu en soutien au lancement de la revue *Silence*.

Un local historique

La préparation de la marche antinucléaire s'est effectuée dans un local situé au 4, rue Bodin, une petite maison indépendante coincée entre de grands immeubles, sur les pentes de la Croix-Rousse. Cette maison appartient alors à

Depuis 1982, la Maison de l'écologie diffuse des idées et des produits écologiques, tout en offrant un hébergement à de nombreuses associations.

Rodolphe Proverbio, un artiste qui peint sur la soie. Dans les années 70, celui-ci ayant aménagé une péniche comme atelier et lieu d'exposition, il loue sa maison d'abord au comité quartier de la Croix-Rouge puis à partir de 1979 à l'Aper, Agence de presse écologique Rhône-Alpes qui diffuse un bulletin hebdomadaire de débat interne entre les courants écologistes de l'époque. Outre l'Aper, le local accueille aussi les Amis de la Terre et le Mep, embryon de ce qui deviendra les Verts. L'Aper perd de vitesse, l'association alternatif récupère la gestion alors deux activités en parallèle : la parution de *Silence* (1) et la diffusion du papier recyclé en mettant en place un réseau de diffusion dans des lieux militants et les magasins bio.

La revue *Silence* se révèle vite une entreprise financière hasardeuse et les premières années, le papier recyclé lui vient régulièrement en aide.



Une pépinière d'associations

En 1986, une crise éclate et *S!lence* est interrompu. Pendant neuf mois, des débats ont lieu pour redéfinir le fonctionnement de la revue. Un groupe de personnes décide alors de faire le pari de grossir, la revue devient mensuelle, achète son premier ordinateur et engage son premier salarié, Michel Jarru. Comme le risque financier est important, la Maison de l'écologie et *S!lence* deviennent deux associations distinctes. *S!lence* volera désormais de ces propres ailes.

La même année, les Verts présents dans le local lancent le salon Primevère qui deviendra au fil des ans un des plus gros de France et prendra vite son indépendance du parti. Les Amis de la Terre ont disparu, les Verts quitteront le local rapidement, celui-ci redevenant alors purement associatif et accueillant à ce moment les Européens contre Superphénix.

Au fil des ans, la Maison de l'écologie évolue en diversifiant les produits qu'elle diffuse : elle développe une activité de fabrication de badges, réinvestit ses bénéfices dans une librairie et une bibliothèque, diffuse différentes revues, fait la promotion de produits ménagers comme Ecover avant tout le monde, propose des ampoules économes...

En 1989, la ville de Lyon met en place la collecte sélective des vieux papiers et la Maison de l'écologie arrête cette activité.

En quelques années, l'espace disponible se remplit d'autant plus que les associations présentes engagent de plus en plus de permanents. La situation devient critique. Un appartement à l'étage permet un temps de résoudre le problème, mais il manque une salle de réunion.

En 1993, il est décidé de dédoubler les lieux. La Maison de l'écologie négocie l'achat du 4, rue Bodin en viager auprès du propriétaire et les trois grosses associations que sont devenues Primevère, le Réseau Sortir du nucléaire (qui a pris la suite des Européens contre Superphénix) et *S!lence* achètent d'autres locaux, au 9, rue Dumenge, à 300 m de là.

Cette nouvelle distribution permet l'accueil de nouvelles associations, de part et d'autre.



Un local historique.

Accroître son rayonnement

Au fil des années, des dizaines d'associations se sont posées un temps ou fort longtemps à la Maison de l'écologie. Aujourd'hui, on y trouve :

- *AlterNet* qui aide à la création de sites internet pour d'autres associations (2) et a réalisé un site de guide pour les logiciels libres pour les associations (3),
- *Galactée* qui informe les parents sur la grossesse et qui accompagne les mères qui choisissent l'allaitement maternel,
- *Libertaire production* qui assure la diffusion et la promotion des idées libertaires (4),
- *le Sel Croix-Rousse* : un des tout premiers systèmes d'échanges locaux de biens et de services,
- *Les Ateliers de la cité* qui font de l'animation d'expression artistique sur l'environnement,
- *Côté jardins* avec un dépôt de paniers de maraîchage biologique en provenance d'un jardin collectif,
- *L'Epi noir*, une coopérative biologique autogérée,
- *Le RVV*, Regroupement pour une ville sans voitures, association qui organise des manifestations en faveur des alternatives à la voiture
- *Courant alternatif*, le groupe local de la revue libertaire du même nom... et quelques autres plus ponctuellement.

Cette richesse associative ne permet toutefois pas toujours d'assurer le fonctionnement des lieux. Depuis fort longtemps, les militants passent sans toujours vouloir s'investir dans sa gestion. Le côté commerçant du lieu n'est souvent pas correctement pris en compte.

D'une part, la structure associative de la Maison de l'écologie garantit que l'argent dégagé reste au profit des activités du local, d'autre part, cette capacité finan-

cière a toujours permis de fonctionner sans aucune subvention (à l'exception des aides à l'emploi), ce qui donne aux associations présentes une grande liberté de paroles et d'actions.

Pendant de nombreuses années, les salariés en contrats aidés se sont succédé, avec un encadrement bénévole des plus succincts, chacun préférant s'investir dans sa propre militance.

Cela a conduit à une érosion des capacités financières de la Maison de l'écologie qui, bien que disposant d'importants stocks de matériel, s'est trouvée en difficulté de trésorerie ce printemps. La seule permanente a alors été licenciée en juin dernier.

Il a fallu la menace inédite de la fermeture des lieux pour qu'une nouvelle équipe voit le jour et que soit redéfini un fonctionnement plus équilibré des lieux autour de trois axes :

- la location des locaux disponibles (actuellement seule l'Epi noir dépasse le besoin des seules réunions) (5),
- relancer la vente de papier recyclé qui curieusement ne semble pas vouloir se généraliser malgré une prise de conscience écologique plus développée,
- développer la promotion des jeux coopératifs et des à-côtés liés à l'éducation à la non-violence.

Les autres activités commerciales sont toujours présentes (librairie, éco-produits...) mais l'effort ne portera pas dessus.

Deux nouvelles personnes, anciennement bénévoles, se lancent dans une activité professionnelle, l'une toujours sur le papier recyclé, l'autre sur les jeux coopératifs.

Côté militants, le lieu servira comme toujours de salle de réunion, de lieu d'information et d'expositions et diverses commissions se sont constituées : une pour travailler autour de la notion des jeux coopératifs, une pour réaliser des animations pédagogiques sur la filière papier depuis la récupération jusqu'au papier recyclé, une troisième travaille sur l'élaboration de propositions concrètes dans le cadre de la révision du PDU, plan de déplacements urbains, et, enfin, une commission travaille sur les liens entre les idées écologistes et libertaires.

Il ne reste qu'un obstacle à franchir pour assurer la pérennité de cette nouvelle équipe : reconstituer un fonds de trésorerie et pour cela toutes les participations financières, même minimales, seront les bienvenues.

Michel Bernard ■

Maison de l'écologie, 4, rue Bodin, 69001 Lyon, tél : 04 78 27 29 82.

(1) A l'époque *S!lence* sort tous les quinze jours, uniquement sur la région, et est réalisé par des bénévoles avec une machine à écrire.

(2) Voir www.alter-web.com.

(3) Voir www.alter-web.org.

(4) Voir monsieur.wanadoo.fr/libertaireproduction/

(5) Pièces disponibles : 12, 18 et 30 m².



Fin du pétrole Le Sud en difficulté



Dans de nombreux pays du Sud, les transports (surtout collectifs) fonctionnent avec du carburant bien moins taxé que dans les pays du Nord. Conséquence : quand les prix du pétrole s'envolent, cela entraîne immédiatement des hausses importantes du carburant. Fin juillet, au Yémen, après une hausse de plus de 30%, des émeutes ont éclaté et la répression a provoqué la mort de 39 personnes. Dans le Sud, le pétrole risque de manquer très rapidement si les prix continuent à la hausse.

Agenda de la solidarité internationale

Édité par le Ritimo, Réseau d'information tiers-monde, avec de nombreux partenaires, cet agréable agenda 2006 comprend de multiples petites phrases et rappels historiques. Entre chaque mois, un thème est survolé : les forums sociaux, les droits culturels, les droits des femmes, les luttes paysannes, le commerce équitable, l'environnement, l'économie solidaire, les peuples autochtones, la paix, les droits



Pays en voie de développement ?

Cyclone contre tsunami

Le libéralisme a atteint son apogée dans une des régions qui semble la plus démunie du monde : les Etats-Unis. Ce grand pays donneur de leçon au monde entier, semble incapable de gérer les conséquences d'un cyclone : maisons détruites, cadavres mangés par les alligators, eaux polluées par des milliers de produits chimiques et porteuses de maladies... Pour une fois, les télévisions américaines nous montrent le vrai visage du pays : la misère, l'exclusion, les inégalités et le racisme. Si 60% de la population de la Nouvelle-Orléans n'étaient pas noire ; si 30% de la population de la Nouvelle-Orléans n'étaient pas en-dessous du seuil de pauvreté, on peut penser que les secours seraient arrivés un peu plus vite. Si la politique n'était pas si libérale, on peut aussi penser que les dignes auraient été mieux entretenues, que les pouvoirs publics auraient mieux fonctionné. Si l'armée n'était pas en train de construire la démocratie en Irak, on peut penser qu'avec 47% du budget militaire mondial, les USA auraient pu faire face à une telle urgence. Rassurez-vous : les riches ont eu le temps de fuir, les installations pétrolières ont vite été remises en état et il est probable que l'on aura arrêté de nous montrer des images atroces avant qu'un bilan complet du nombre de pauvres morts soit connu.

sociaux, la solidarité internationale, les migrants. C'est très développement durable et manque donc un peu d'ouverture sur les nouveaux débats... que le lecteur ne pourra découvrir que s'il a la curiosité, comme conseillé en fin d'ouvrage, d'aller plus loin...

Il est disponible (contre 10 €) dans les centres de documentation tiers-monde et les boutiques Artisans du monde ou par correspondance auprès de *Orcades, 6 bis, rue Albin-Haller, zone République II, 86000 Poitiers, tél : 05 49 41 49 11.*

Semaine de la solidarité internationale

La 8^e semaine de la solidarité internationale se tient cette année du 12 au 20 novembre. Des centaines d'initiatives ont lieu dans toute la France... parfois avec un regard dépassé sur le développement.

Une sélection :

- **Paris : le repas insolent.** Autour d'un vrai repas, une animation théâtrale mettant en évidence les inégalités nord-sud. Le 19 novembre. Renseignements : *Starting-Block, 23, rue des Balkans 75020 Paris, tél : 01 53 26 79 25.*
- **Essonne : Madagascar ici et là-bas.** Le 19 novembre à 15h30 à l'auditorium Opéra de Massy, place de France : exposition, conférences puis concert. *Helis Madagascar, 1, Languedoc, 91300 Massy, tél : 01 69 20 02 50.*
- **Seine-Saint-Denis : le pari de la paix.** Le 1er décembre à Saint-Denis, présentation du projet de jumelage entre diverses structures de la région et Nevé Shalom / Wahat as salam, village mixte palestinien et israélien. *Voix d'elles Rebelles, 1, place Lautréamont, 93200 Saint-Denis, tél : 01 48 22 93 29.*
- **Nord : soirée brésilienne.** Le 26 novembre à 19h30 à la salle Omer-Caron à Loos-en-Gohelle. Dîner-spectacle. *Association Kabé - Bénin, 21, place de la république, 62750 Loos-en-Gohelle, tél : 03 21 78 09 52.*

- **Nord : repas insolent.** Le 16 novembre à l'EDHEC. Renseignements : *Starting-Block, 23, rue des Balkans 75020 Paris, tél : 01 53 26 79 25.*
- **Beauvais : festival aux couleurs de l'Afrique.** Du 12 au 26 novembre. Forum des associations le 12 avec trois débats : interculturelité, microfinance, quelle solidarité pour quel développement. Le 15, quartier Vauban, débat sur le droit d'asile. Le 18, couscous en musique, quartier Argentine. Le 21 à 18h30, film "Moolaadé" au cinéma Agnès Varda et débat sur l'exclusion. Le 26 à 15h30, à Saint-Jean, débat autour du livre "on ne naît pas noir, on le devient". Le 26, à 21 h, à l'Ouvre-boîtes, concert. *Collectif Afrique, 8, avenue de Bourgogne, 60000 Beauvais, tél : 03 44 13 24 03.*
- **Strasbourg : chantier de solidarité.** Exposition sur les chantiers de jeunes ou échange de solidarité internationale du 10 au 20 novembre et débat le 15, à l'Espace Nord-Sud, 17, rue de Boston, 67000 Strasbourg, tél : 03 88 61 71 67.
- **Haut-Rhin : Consom'acteurs 2005.** Les 19 et 20 novembre à l'espace sportif et culturel Le Trèfle, à Ungersheim. 3e année de ce salon de l'économie solidaire. *Collectif pour une économie solidaire, espace Nord-Sud, 17, rue de Boston, 67000 Strasbourg, tél : 03 88 61 15 50.*
- **Nancy : marché du monde.** Les 19 et 20 novembre au Conseil général, plus de 70 stands associatifs relevant de la solidarité internationale, du commerce équitable, de l'épargne

- solidaire... *Comité de pilotage du Marché du Monde, Clid, 29, rue de Pixérécourt, 54000 Nancy, tél : 03 83 37 44 86.*
- **Vosges : pays en couleurs.** Le 19 novembre au lycée agricole de Mirecourt. Animations sur le développement local ici et là-bas, dégustations... *AFDI Lorraine, Agriculteurs français et développement international, 5, rue de la Vologne, 54520 Laxou, tél : 03 83 96 38 89.*
- **Vosges : semaine solidaire.** Du 14 au 19 novembre. Présentation des associations, à l'espace G.-Sadoul de Saint-Dié. Expositions sur les autres échanges, les migrations, la Colombie, les enfants-soldats. Conférence le 15 sur la Colombie. Après-midi festif le 19. *Amnesty international, résidence Bois-de-l'Orme, B 3, 13, avenue de Robache, 88100 Saint-Dié-des-Vosges, tél : 03 29 55 37 24.*
- **Epinal : Le bleu clandestin.** Du 14 au 25 novembre à la MJC Savouret, exposition peinture et sculpture d'un artiste marocain sur la question de l'immigration clandestine dans le détroit de Gibraltar. *MJC Savouret, 30, rue des Soupirs, 88000 Epinal, tél : 03 29 82 12 59.*
- **Haute-Saône : portraits de femmes.** Du 10 au 24 novembre à Le Foyer, à Gray. Portraits de femmes venues d'ailleurs et parcours de vie. *Le Foyer, 2, rue Maginot, 70100 Gray, tél : 03 84 64 99 20.*
- **Yonne : art africain.** Du 19 au 24 novembre au château de Gondy, à Joigny. *Joigny-baobab, 4, rue Claude-Debussy, 89300 Joigny,*

tél : 03 86 63 17 43.

- **Seine-Maritime : Le Havre solidaire.** Du 12 au 20 novembre. Le 12 : forum de la jeunesse à la Sam de Soquence. Du 12 au 15, expo photo à la FNAC. 18 et 19 : forum des acteurs solidaires à l'Université. 19 : concert malgache... *Collectif de la semaine au Havre, CERASI, 5, rue Robert-le-Diable, 76600 Le Havre, tél : 02 35 48 41 75.*
- **Finistère : randonnée pédestre solidaire.** Le 13 novembre sur le chemin de halage à Pont-l'Abbé. Stands le long du circuit. Egalement du 12 au 19, une exposition sur le Mali, la littérature africaine. Le 19, un marché du commerce équitable. *PASI, Pont-l'Abbé solidarité internationale, mairie, square de l'Europe, 29120 Pont-l'Abbé, tél : 02 98 87 12 64.*
- **Loire-Atlantique : semaine de la solidarité internationale.** Du 29 novembre au 4 décembre, à Nantes et dans le département. Programme : *Maison des citoyens du Monde, 8, rue Lekain, 44000 Nantes, tél : 02 40 69 40 17.*
- **Loire-Atlantique : culture arabo-musulmane.** Du 19 au 27 novembre au centre socio-culturel des Sillons à Saint-Herblain, débats sur le monde arabe et la laïcité, les soutiens occidentaux à Israël, la culture arabo-musulmane. A Nantes, du 12 au 20, à l'Espace d'animation d'Ile-de-Nantes, exposition sur la question de l'eau en Palestine. *Pays de Loire Gaza Jérusalem, 9, rue Alexandre-Fourny, 44200 Nantes, tél : 02 40 47 79 04.*
- **Périgueux : sensibilisation.** Du 14 au 20 novembre, différentes



Aide au développement contre refoulement des immigrés

Pour éviter d'être "envahis" par les immigrés d'Afrique noire, les gouvernements européens ont mis en place une stratégie d'"aide au développement" avec les pays du Maghreb (Libye, Tunisie, Algérie et Maroc). En échange de financements européens, ces Etats ont mis en place un réseau de refoulement. Les candidats à l'immigration sont attendus à la sortie du Sahara sur les pistes traditionnelles, regroupés puis reconduits en limite sud du désert. Comme ces personnes ont généralement tout dépensé — plusieurs milliers d'euros — pour traverser l'immensité du Sahara, ils restent ainsi bloqués. Selon Ali Ben Saad, chercheur à l'Institut de recherche sur le monde arabe et musulman, pour une seule piste algérienne, ce sont 300 à 600 personnes qui sont ainsi reconduites chaque semaine. Le dénuement est alors tel que l'on assiste à une réorganisation aux limites sud du désert avec des règles de fonctionnement ultra-violentes, prostitution, etc., alors que socialement ce sont plutôt des Africains riches et cultivés qui se lancent dans ces tentatives d'immigration. (*Archipel, septembre 2005*)

MARSEILLE

Forum des solidarités Nord-Sud

La 23^e édition du Forum des solidarités Nord-Sud se tiendra au parc Chanot, hall 3, du 1^{er} au 3 décembre avec une centaine d'exposants. Thème de l'année : la micro finance. Ateliers de débat sur les montages de projets, les recherches de partenaires, la transparence financière... *Guilde européenne du Raid, 11, rue de Vaugirard, 75006 Paris, tél : 01 43 26 97 52*



actions de sensibilisation organisées. Forum associatif le 20 à Boularac. *Association Cirqu'oui, 10 bis, rue Louis-Blanc, 24000 Périgueux, tél : 05 53 53 58 49.*

■ **Bordeaux : Les enfants dits sorciers à Kinshasa.** Projection de ce documentaire au cinéma Utopia du 16 au 18 novembre. En République démocratique du Congo, les enfants sont accusés d'être des sorciers et portent le malheur des familles, des sectes propagent la rumeur. Présence de Christian Guillonnet, auteur du documentaire. *Association Coeur Soleil, 19, avenue Pierre-Wiehn, 33600 Pessac, tél : 05 56 46 26 01.*

■ **Tarbes : forum solidarité internationale.** Le 13 novembre à la salle de quartier de Laubadère : stands, bar équitable, musique, cirque, animations... *Coordination pour la SSI des Hautes-Pyrénées, 35, rue du Vignemale, 65000 Tarbes, tél : 05 62 38 01 36.*

■ **Toulouse : Artisans du monde.** Le 19 novembre, journée découverte du commerce équitable à la boutique d'Artisans du monde, 1, rue Joux-Aigues 31500 Toulouse, tél : 05 61 52 45 10.

■ **Montpellier : quinzaine des tiers-**

mondes. Du 12 au 27 novembre. 16^e édition sur le thème "pauvreté et développement". *Maison des Tiers-mondes, 27, boulevard Louis-Blanc, 34000 Montpellier, tél : 04 67 02 13 42.*

■ **Haute-Loire : journées Nord-Sud.** Du 5 au 20 novembre à Brioude. Forum associatif le 5, film "Live and debt" le 8, conférence "les tsunamis de la dette" le 18. *Collectif pour les journées Nord Sud de Brioude, Le Pigeonnier, 43100 Vieille-Brioude, tél : 04 71 50 93 40.*

■ **Avignon : travail à Haïti.** Conférence-débat le 17 novembre au Délirium, café-théâtre. *Peuples Solidaires, 51, rue Bounerie, 84000 Avignon, tél : 04 32 74 05 51.*

■ **Savoie : mosaïque africaine.** Du 14 au 22 novembre dans sept communes du canton de Grésy-sur-Aix, présentation de livres, jeux, films, photos dont les auteurs sont africains. *ACAPIGA, Association cantonale de partenariat international de Grésy-sur-Aix, mairie, 73100 Grésy-sur-Aix, tél : 04 79 63 62 77.*

■ **Chambéry : écouter pour mieux comprendre.** Le 15 novembre au centre social des Combes, à Chambéry-le-Haut, à 18h30, leçon de géographie par un conteur bénin. Buffet solidaire. A 20h30, soirée débat sur l'huile d'olive comme enjeu de développement en Palestine. *Collectif SSI Chambéry, c/o CCFD, BP 107, 73001 Chambéry cedex, tél : 04 79 33 98 53.*

Chômage en baisse ?

En cent jours, de Villepin se vante d'avoir refait passer le chômage sous la barre des 10%. Une vision pour le moins fantaisiste : l'essentiel des chômeurs en moins ont "bénéficié" d'un contrat aidé lancé par le gouvernement par ordonnance dès le mois d'août ou ont été radiés de l'ANPE, les dédommagements étant maintenant limités à 24 mois au lieu de 30 mois. Conséquence : les RMIistes ont augmenté de 200 000 pendant le même temps. Un constat qu'admet Nicolas Sarkozy en déclarant le 6 septembre : "Le taux de chômage de 10% est même en réalité de 20%, parce qu'il faut compter les emplois aidés, ceux qui sont dispensés de chercher un emploi" mais lui rajoute : "et la fonction publique dans laquelle, par définition, il n'y a pas de chômage".

Impôts : prime pour les riches

Pour les cent jours de son gouvernement, de Villepin a annoncé une "croissance sociale" avec comme première mesure une "baisse de l'impôt sur le revenu". Or une baisse de l'impôt sur le revenu ne profite absolument pas aux plus pauvres (la moitié la plus pauvre ne paie pas cet impôt), ni même aux classes moyennes. Le syndicat national unifié des impôts rappelle en effet que pour la précédente baisse de 5% décidée par Raffarin "10% des ménages les plus riches ont bénéficié de 70% de la baisse" et lors de la précédente baisse de 3%, "4,5% des ménages les plus riches avaient bénéficié de 54% de la baisse".

Non seulement cette baisse permet de se faire des amis pour financer sa prochaine campagne électorale, mais permettra ensuite d'annoncer un déficit record de l'Etat pour justifier de nouvelles attaques contre les services publics.

Publicité

■ **Yvetôt : ordures publicitaires.** Jean-Pierre Deslandes, maire PS d'Yvetôt (Seine-Maritime) a fait adopter en conseil municipal un règlement très strict contre la publicité donnant deux ans aux annonceurs pour retirer la plupart des panneaux présents sur la commune. Ceux-ci ont attaqué le règlement en justice devant le Conseil d'Etat. En riposte, le maire a réorganisé la collecte des ordures dans la commune, invitant les habitants à déposer leurs sacs contre le pied des panneaux les jours de collecte. (*Le Publiphobe, août 2005*)

■ **Publicités illégales.** Des militants s'acharnent sur les panneaux publicitaires de petite taille que l'on peut voir sur les vitrines de magasins... en enlevant la feuille qui s'y trouve. Il suffit pour cela de trouver la clé adéquate pour ouvrir le cadre. Ceci pourrait donner lieu à des poursuites judiciaires si *Paysages de France* n'avait retrouvé dans la loi encadrant la publicité un article qui dit que ces publicités sur "le lieu de vente" ne peuvent promouvoir que des produits vendus à cet emplacement. Ainsi les pubs pour une voiture ou un film sur la vitrine d'une épicerie sont illégales. La société Insert Centre-ville communication en possède 170 000 en France (dont 16 000 à Paris) et cette information a fait l'objet d'un débat à la réunion du 20 mai dernier du groupe de travail sur la révision du règlement de publicité dans la capitale. Logiquement, la ville de Paris devrait faire appliquer la loi. (*Le Publiphobe, juillet 2005*)

■ **Défi-France a définitivement perdu.** S'estimant poursuivie injustement pour ses panneaux publicitaires installés illégalement, la société Défi-France avait demandé 100 000 euros de dommages et intérêts à l'association Paysages de France. Mais le tribunal a estimé que l'association connaissait bien la loi et qu'elle avait raison. 1er jugement en faveur de l'association. Appel en faveur de l'association. Le 1^{er} mars dernier, la Cour de cassation a confirmé le jugement : c'est la société de publicité qui va devoir payer des dommages et intérêts à l'association.





AUSTRALIE

Areva veut détruire un parc naturel



DR
Parc naturel de Kakadu.

En avril 2000, les écologistes australiens et les aborigènes obtenaient du gouvernement un moratoire de cinq ans concernant un projet de mines d'uranium dans le parc naturel de Kakadu, classé patrimoine mondial par l'Unesco. La Cogéma, filiale d'Areva, a attendu sagement les cinq ans avant de remettre la pression pour ouvrir cette mine. Le Northern Land Council, qui représente les aborigènes propriétaires des terres a lancé un appel international pour être soutenu contre la multinationale française.

Tchernobyl

■ **Négationnisme médiatique.** Avec de gros moyens de communication, l'AIEA, Agence internationale de l'énergie atomique a publié, début septembre, un nouveau rapport sur les victimes de Tchernobyl. Elle a révisé ses chiffres annonçant que le nombre de morts était passé de 32 à 56 morts ! Cette agence complètement manipulée par le lobby nucléaire dépend officiellement de l'ONU qui annonce de 7 à 9 millions de victimes. L'Ukraine a listé officiellement 14 000 morts et les médecins s'accordent pour dire que la plupart des 800 000 liquidateurs venus arrêter la dissémination du nuage radioactif mourront prématurément tout comme les populations (les sept millions de l'ONU) qui vivent dans des zones très contaminées en Biélorussie et en Ukraine. Que l'AIEA soit totalement ridicule dans ses rapports est une chose, que l'ensemble de la presse (sauf *Libération* qui publie les vrais chiffres dans son édition du 8 septembre) reprennent ses infor-

mations est une honte. Pourquoi de tels mensonges ? Parce que le gouvernement ukrainien, en lien avec le lobby nucléaire, espère pouvoir oublier le passé et se relancer dans de nouvelles constructions de réacteurs.

■ Les Russes protestent.

Plusieurs partis politiques, des groupes écologistes et le Comité des mères de soldats ont donné une conférence de presse le 19 septembre pour dénoncer le caractère "blasphématoire" du rapport de l'AIEA qui prétend qu'il n'y aurait que 4000 morts à la suite de l'accident. "Le rapport ignore ouvertement, interprète d'une manière tendancieuse, voire falsifie directement, les résultats des recherches des milliers de

Majorité contre le nucléaire

Les Verts ont pris l'initiative, au moment où l'on prévoit d'enfouir les déchets à Bure, de commander un sondage sur la question du nucléaire. Celui-ci a été réalisé les 15 et 16 septembre. A la question "Seriez-vous prêt à accepter un stockage de déchets radioactifs sur votre commune ou à proximité" 88 % des personnes sondées répondent non et 11 % oui. Les plus favorables (30 %) sont les cadres supérieurs. Dans l'électorat écolo, le rejet est total (91%), alors qu'il est le plus faible à l'UMP (84 % quand même). Une autre question portant sur l'arrêt progressif du programme nucléaire civil en France indique que 54 % des sondés (de 77 % chez les sympathisants Verts à 46 % à l'UMP) seraient d'accord, contre 43 % et 3 % sans avis.

spécialistes ukrainiens, bélarusses et russes". Au lieu de minimiser, "Il faut se préparer à l'apparition massive de cancers provoqués par les radiations après une période latente de 20 ans".

■ **Appel ukrainien.** A l'occasion du 19e anniversaire de l'accident, le 26 avril, le gouvernement ukrainien a lancé un appel à tous les pays possédant des réacteurs nucléaires pour mettre en place un fond commun pour financer la recherche sur les suites de l'accident. Il annonce la tenue d'un colloque à Kiev sur ce thème pour le 20e anniversaire.

BURE

Forte mobilisation

C'est un record pour la mobilisation contre l'enfouissement des déchets à Bure : environ 6000 personnes ont manifesté le 24 septembre à Bar-le-Duc contre la poursuite de la construction du "labo" souterrain. Les manifestants ont rappelé que 20 000 personnes du département de la Meuse ont demandé l'organisation d'un référendum, 28 000 autres dans le département de la Haute-Marne. Les manifestants portaient un baillon sur la bouche pour rappeler que les débats actuels sont truqués et que les citoyens ne peuvent pas s'exprimer, tout étant déjà décidé à l'avance. Corinne François, pour la coordination Bure-Stop, a rappelé qu'à de nombreuses reprises l'actuel chantier s'est heurté aux infiltrations d'eau, ce qui montre à l'évidence que le site est prévu dans une zone fissurée, ce qui est contraire aux contraintes annoncées avant le début du chantier. L'après-midi, un die-in a occupé plus d'un kilomètre de chaussée dans les rues de Bar-le-Duc. Les manifestants ont ensuite porté à la préfecture des échantillons de terre en provenance de toute la France pour demander que l'on ne pollue pas la terre de la Meuse. Absente, la terre du Gard dont les représentants ont annoncé qu'elle était déjà contaminée par les stockages de déchets à Marcoule. Hervé Grimal, pour le Réseau Sortir du nucléaire, a rappelé qu'il n'y avait qu'une solution pour les déchets : arrêter d'en produire et stocker l'existant sur les sites de production. Si de nombreux représentants des Verts étaient présents, Dominique Voinet s'était trouvé une excuse : les militants locaux n'oubliant pas que c'est elle, lorsqu'elle était ministre de l'environnement, qui a signé l'autorisation du début du chantier. Yann Werhling, secrétaire national des Verts, a rappelé qu'ils négociaient avec leurs partenaires de gauche pour introduire la sortie du nucléaire dans un programme commun pour 2007. Impact positif dans la presse régionale manifestement impressionnée par cette mobilisation. Le *journal de la Haute-Marne* titre "Les anti-Bure ont de l'énergie" et interviewe Jacques Gaillot, Corinne Lepage, Alain Krivine. *L'Est Républicain* titre "Marée antinucléaire à Bar-le-Duc" ... Plusieurs journalistes relèvent une présence importante des jeunes. Une tendance que l'on observe maintenant depuis plusieurs années. Le prochain rendez-vous national aura lieu à Pâques 2006 à Cherbourg pour protester contre le projet du réacteur EPR. ■ Réseau Sortir du nucléaire, 9, rue Dumenge, 69317 Lyon cedex 04, tél : 04 78 28 29 22.



Enercoop De l'électricité sans nucléaire

La déréglementation du secteur de l'énergie semble irréversible. Déjà Suez, Gaz de France et d'autres vendent de l'électricité aux collectivités et aux entreprises. A partir du 1^{er} juillet 2007, comme pour le téléphone, les particuliers pourront à leur tour choisir leur fournisseur d'électricité.

Afin de peser sur le débat concernant les choix énergétiques et promouvoir les énergies renouvelables, à l'initiative de Greenpeace qui l'a déjà fait dans d'autres pays, une coopérative vient de voir le jour qui pour le moment cherche à rassembler des partenaires financiers.

Enercoop se charge de passer des contrats avec des fournisseurs et de fournir le courant aux utilisateurs. Les statuts de la coopérative prévoient que les éventuels bénéfices seront réinvestis dans le domaine des énergies renouvelables.

Cette coopérative, Enercoop, comprend 22 membres fondateurs : Greenpeace, les Amis de la Terre, le réseau Biocoop, la Nef, Garrigue, et des acteurs du domaine : Hespul, la Compagnie du Vent, le CLER, Comité de liaison énergie renouvelable qui fédère les principales industries et associations du secteur, le Réseau Sortir du nucléaire, etc. Si vous êtes une entreprise ou une association, vous pouvez dès maintenant prendre contact pour connaître la marche à suivre pour quitter EDF. Si vous êtes un particulier, vous pouvez donner vos coordonnées et vous serez recontacté en temps utile.

Patrick Behm et Julien Noé, Enercoop, 11, rue des Réglises, 75020 Paris, tél : 01 73 02 69 25.

Densité urbaine

Les comparaisons entre les différentes grandes villes du monde montrent qu'à population égale, la densité est un important facteur de consommation d'énergie. Ainsi, les villes américaines où tout a été conçu autour des grands axes de circulation consomment en moyenne 4 à 7 fois plus d'énergie que les villes européennes. Dans certaines villes des USA comme Houston, Phénix ou Détroit, on ne compte que 10 habitants à l'hectare contre près de 50 à Paris, 65 à Berlin, 68 à Bruxelles, 72 à Vienne... On monte même à 180 dans le 1^{er} arrondissement de Lyon ce qui serait le record européen (les Asiatiques sont encore plus serrés).

La densité permet de limiter le poste des transports et aussi celui du chauffage et n'est pas forcément synonyme de mauvaises conditions sociales comme le montrent les quartiers haussmanniens de Paris, très denses et très appréciés.

La nouvelle loi SRU, Solidarité au renouvellement urbain, adoptée en 2000 en France, prend en compte ce bilan et change complètement les données urbanistiques. Alors que les lois précédentes incitaient au dispersion de la ville dans des zones résidentielles à l'infini, cette nouvelle loi favorise au contraire la densité urbaine en cherchant la mixité sociale. Seul problème : les dégâts des lotissements sont déjà faits et l'urbanisme évolue lentement.

Politique de la Banque mondiale

La Banque mondiale, qui n'a jamais accordé un dollar d'aide au nucléaire, a annoncé le 2 juin dernier, à Bonn, lors d'une conférence mondiale sur les renouvelables, qu'elle entendait augmenter de 20 % par an ses aides aux énergies renouvelables et à l'efficacité énergétique.

BRUXELLES Aide à la sobriété

La ministre bruxelloise de l'environnement et de l'énergie a mis en place une prime pour les habitants de la capitale : 75 € pour l'achat d'un réfrigérateur ou d'un congélateur de qualité A+, 100 € si la qualité est A++. De même, une aide de 100 € est accordée pour l'achat d'un lave-linge AAA (efficacité énergie, eau et essorage). (correspondance Christian Jacques)

STRASBOURG Succès pour les HLM solaires

En mai 2003, la communauté urbaine de Strasbourg via sa structure sociale CUS-Habitat installe 406 m² de capteurs

Energies



solaires au 8, rue d'Eschau, dans le quartier Kitchfeld. L'opération qui a coûté 315 000 € (subventionnée à 80%) permet de faire 10 000 € d'économies de chauffage de l'eau chaude sanitaire par an pour 328 logements sociaux répartis dans douze immeubles. A l'arrivée, les charges par logement ont baissé de 40 € par an. CUS-Habitat envisage maintenant de généraliser le procédé en installant d'ici fin 2006, 5000 m² de capteurs... De quoi alimenter en eau chaude plus de 4000 logements sur les 22000 qu'elle gère. D'autres sociétés immobilières se disent maintenant intéressées pour faire du solaire. (correspondance Pierre-Pascal Housez)

BRETAGNE Hydroliennes

Depuis 2000, la société Hydrohélix, implantée à Quimper, étudie les possibilités d'utiliser les courants marins comme source d'énergie. Avantage : ces courants ont un rythme connu et selon l'endroit où l'on place les hydroliennes, on peut moduler pour avoir une production sans trop de variations. Trois sites sont à l'étude :

- La Chaussée de Sein dont les courants peuvent aller jusqu'à 6 nœuds (3,1 m/s). Une centrale de 1000 MW pourrait y être construite.
- La passe de Fromveur dont les courants peuvent aller jusqu'à 8 nœuds (4,12 m/s). Une centrale de 2000 MW pourrait être construite.

Le Raz Blanchard (à La Hague) dont les courants peuvent aller jusqu'à 10 nœuds (5,14 m/s). Une centrale de 3000 MW pourrait être construite.



Les trois permettraient une production de 25 TWh par an... soit environ 5 % de la production électrique française actuelle.

La société estime que ces installations pourraient être fonctionnelles pour 2020.

Hydrohélix, 140, boulevard de Creac H Gwen, 29000 Quimper, tél : 02 98 10 12 35.

NORMANDIE Premier parc éolien offshore

Le 15 septembre a été autorisée à Veulettes-sur-Mer (Seine-Maritime), la construction du premier parc éolien offshore. Il sera édifié à 7 km de la côte par le groupe allemand Enertag. 21 éoliennes géantes de 5 MW (soit au total 105 MW) devrait produire 300 millions de kWh par an. La centrale nucléaire de Paluel est située à 10 km.

Biocarburants Mauvaise solution

Le gouvernement français a notablement augmenté ses aides en direction des biocarburants. C'est pourtant une mauvaise solution comme le rappelle avec justesse Michel Gres, directeur en développement durable de Total : "La biomasse ne pourra complètement remplacer le pétrole : il faudrait y consacrer une portion gigantesque des terres agricoles ; or, celles-ci servent essentiellement à l'alimentation et il n'est pas question d'affamer les habitants de la planète pour leur permettre de circuler en voiture". (Le journal des actionnaires de Total, 2004).

Si, en France, l'on remplaçait le carburant destiné au transport par des biocarburants obtenus avec du colza, le calcul a été fait : il faudrait 33 millions d'hectares... soit sensiblement la surface agricole du pays ! (Isère nature, septembre 2005)

Une étude réalisée par l'Université de Berkeley (Californie) montre que la fabrication des biocarburants n'a souvent aucun avenir énergétique : pour l'éthanol, on consomme même un tiers de plus à le produire que ce qu'il restitue. Mais en plus vouloir produire des quantités importantes de biocarburants nécessiterait l'usage de grandes surfaces, ce qui aurait comme conséquence de réduire la biodiversité, de favoriser l'érosion des sols et de consommer d'énormes quantités d'eau. (La Décroissance, septembre 2005)





Paix

Bush dégoût

■ **100 000 manifestants.** Les cyclones n'ont pas que des inconvénients. Pendant que le monde entier regardait les images de Rita au Texas, plus de 100 000 personnes selon la police ont manifesté le 24 septembre devant la Maison blanche à Washington pour demander le retrait des troupes d'Irak. Les sondages indiquent que 63 % des Etats-Uniens sont pour ce retrait. Slogans : "faites des digues pas la guerre", "Bush, ouragan du désastre". Un camp de la paix a été installé devant la Maison-Blanche à l'initiative des mères de soldats tués sur le front (plus de 2000 aujourd'hui), mais le camp a été démonté dès le 27 septembre par les forces de police et Cindy Sheeman, l'une des mères, porte-parole du mouvement, a été brièvement arrêtée.

■ **Autres manifestations.** 20 000 personnes ont manifesté à Londres le même jour pour demander à Blair de retirer les 8500 militaires britanniques impliqués dans le sud de l'Irak. 2000 personnes ont manifesté également à Copenhague. D'autres manifestations ont eu lieu à Rome (600 personnes seulement !), Oslo, Helsinki et Paris (60 manifestants !).

■ La Norvège se retire.

Première mesure annoncée par le gouvernement norvégien après la victoire de la gauche le 11 septembre : le retrait des forces armées norvégiennes d'Irak. La Norvège ne faisait pas partie de la coalition initiale mais avait accepté d'envoyer des militaires après que les USA aient déclaré que la guerre était finie.

TURQUIE

Refus de tuer : 4 ans de prison !

Le 10 août dernier, Mehmet Tarhan, qui revendique le droit à l'objection de conscience, a été condamné à quatre ans de prison pour refus d'obéissance. Ceci en totale contradiction avec la Convention internationale sur les droits civils et politiques pourtant ratifiée par la Turquie. De plus Mehmet Tarhan a déjà été condamné pour les mêmes faits



Arrestation de Mehmet Tarhan.

SUISSE

Faux chalets

Le livre de Christian Schwager paru aux éditions Patrick Frey, en 2004 présente 140 photos de "faux chalets suisses" qui sont en fait des bâtiments de l'armée camouflés. L'armée suisse n'a pas fait dans le détail et ses installations paraissent plus vraies que nature : mais il s'agit le plus souvent de blockhaus en béton peints avec quelques éléments en relief pour tromper les satellites.



Prolifération nucléaire

■ **Angleterre : jeûne contre l'arme nucléaire.** Du 6 au 9 août, dix-huit jeûnes se sont tenus devant des bases militaires anglaises ou de l'OTAN pour dénoncer la possession illégale de l'arme nucléaire.

■ **Belgique : contre les bombes de l'OTAN.** Le mouvement pour l'interdiction des armes nucléaires entreposées par l'OTAN en Belgique prend de l'ampleur. Plus de 500 communes belges ont adopté le texte proposé par le maire japonais d'Hiroshima demandant l'élimination totale des armes nucléaires d'ici 2020. Le Sénat belge a repris le 21 avril dernier une délibération du parlement européen dénonçant l'illégalité de ces armes adoptée le 10 mars 2005. Le parlement belge a lui-même repris ce texte le 13 juillet. En avril, un millier de personnes ont essayé de pénétrer sur le site de l'OTAN à Kleine Brogel pour une "inspection civile".

Une marche de quinze jours s'est tenue du 26 juillet au 9 août entre Ypres et Kleine Brogel, avec passage devant le siège de l'OTAN à Bruxelles. Le 18 août, le maire de la commune de Kleine Brogel a indiqué que l'OTAN n'entreposait plus d'armes nucléaires dans sa base... mais évidemment, c'est impossible à vérifier. *Bomspotting vzw, Patriottenstraat 27, B-2600 Berchem, tél : 032/3/281 68 39.*



à plusieurs reprises : après chaque libération, il est emmené dans une caserne où le processus de refus d'obéissance reprend à nouveau. Ceci est également en contradiction avec la même convention qui précise que nul ne peut être jugé et condamné à nouveau pour le même délit. Une campagne de lettres de protestation est en cours pour demander sa libération. On peut prendre contact avec l'Union pacifiste de France, BP 196, 75624 Paris cedex 13, tél : 01 45 86 08 75.

POLYNÉSIE

Cancers de la thyroïde

Entre 1990 et 1995, le taux de cancers de la thyroïde dans la population polynésienne atteignait, selon l'Organisation mondiale de la santé, 20,6 pour 100 000 femmes et 5,2 pour les hommes. Par comparaison, en métropole, ce taux était respectivement de 4 pour les femmes et 1,4 pour les hommes... Dans les îles voisines, il était à Hawaï de 1,82 pour les femmes, 1,71 pour les hommes. En Nouvelle-Zélande, de 2,56 pour les femmes, 3,74 pour les hommes. Il y a donc un taux de cancers de la thyroïde particulièrement élevé en Polynésie : de 4 à 8 fois la normale. Ce cancer apparaît le plus souvent lorsqu'un

individu respire de l'iode radioactive. Evidemment, selon les autorités françaises, ceci n'a aucun rapport avec les essais nucléaires. Combien de temps peut-on mentir ?

MIDI-PYRÉNÉES

Centre de ressources sur la non-violence

Le Centre de ressources sur la non-violence Midi-Pyrénées propose un cycle découverte de la non-violence : philosophie et pratique de la non-violence (samedi 5 novembre), communication relationnelle non-violente (samedi 14 janvier), attitude non-violente dans un conflit (samedi 4 février). Il propose ensuite des formations à la gestion positive des conflits : améliorer la relation éducative adultes/enfants (samedi 4 mars), mieux réguler les conflits dans son milieu professionnel (samedi 18 mars), développer la coopération par le jeu (samedi 8 avril), s'entraîner à l'action collective non-violente (samedi 13 mai). Renseignements : *Centre de ressources sur la non-violence Midi-Pyrénées, 11, allée de Guérande, 31770 Colomiers, tél : 05 61 78 66 80.*

Wwoof autour de la Terre

Chloë Dequeker, à l'origine de l'association et de l'écolieu Tout, autour de la Terre (1) en Limousin, aimerait lancer à un projet de "Caravane wwoof, autour de la Terre", qui démarrerait pendant l'hiver 2005-2006.

« **L'**écologie doit être rendue accessible à tous au travers des échanges culturels », tel est le credo de Chloë. D'où l'idée de constituer une caravane dans l'esprit wwoof (2), « un peu comme un éco-hameau ambulante, qui proposera ses services partout où il y en a besoin, en échange de nourriture et de logement ». Le wwoof est un système d'accueil et d'échange, qui permet à des personnes désirant apprendre ou tout simplement passer du temps dans des fermes biologiques, d'être logés et nourris en échange d'une participation aux activités de la ferme. Le principe de la caravane sera donc de faire un long voyage autour du monde basé, d'une part sur l'échange culturel (chant, musique, danse, massage, cuisine, permaculture et jardinage biologique, cueillette de plantes sauvages comestibles, etc.) et d'autre part, sur le partage de savoir-faire, notamment dans le domaine des technologies alternatives et de la construction écologique (bassins de phyto-épuration, cuiseurs et chauffe-eau solaires, construction en bois cordé, paille, torchis, briques d'adobes, terre-paille, etc.).

Un chemin de découvertes

Le voyage n'est pas organisé. Une seule certitude cependant, la caravane devra sortir rapidement d'Europe, afin d'aller dans des régions du globe où le système wwoof est peu, voire pas du tout implanté, comme l'Asie, l'Afrique et l'Amérique Latine. Deux "itinéraires possibles" sont quand même envisagés pour « sortir de l'Occident » : vers le Levant en passant par les pays de l'Est, ou vers le Ponant en embarquant au Portugal pour se rendre en Amérique du Sud. Comme le dit Chloë, « le chemin devra s'ouvrir aux découvertes ». La durée du voyage est elle aussi tout aussi incertaine : « un à trois ans », imagine-t-elle.

Un petit groupe partirait en éclaireur, afin d'annoncer l'arrivée de la caravane et trouver des lieux où celle-ci pourrait se rendre utile, en particulier là où des chantiers écologiques pourraient être néces-



Chloë (2^e en partant de la droite) lors d'un chantier sur l'écosite "Tout autour de la Terre".

saïres, « mais pas dans une optique de charité, qui serait malsaine ». Il s'agit surtout de partager, dans ce que Chloë appelle l'esprit wwoof, de colporter l'écologie ou d'être solidaire d'initiatives écologiques qui se retrouvent très souvent isolées, comme elle a pu le constater pour certains groupes lors de ses précédents voyages en Inde et au Pakistan.

Un autre des objectifs de cette aventure sera d'expérimenter des alternatives au système économique dominant en « voyageant sans un centime en poche, pour montrer par la pratique que l'on peut vivre dans la simplicité volontaire tout en étant heureux et comblé ». « C'est un bonheur de vivre au quotidien le choix de la décroissance », ajoute Chloë qui n'a quasiment pas acheté un seul légume depuis deux ans et dont l'écolieu permet à plusieurs personnes de vivre avec très peu de revenus extérieurs. Reflétant l'esprit « écologie et simplicité volontaire » de ses initiateurs, la caravane wwoof sera basée sur des modes de transport lents et autonomes tels que la marche, le vélo ou les chevaux.

Partir pour mieux revenir

Pourquoi partir et laisser derrière elle le lieu qu'elle a mis quinze ans à construire, ainsi que les nombreux chantiers qui sont toujours en cours ? « Me retrouver en voyage au rythme de la route à vélo est un cadeau que je me fais », répond Chloë. Initiée très jeune aux voyages basés sur la simplicité volontaire par ses parents, elle

s'est déjà offert ce type de pause, lors d'un voyage de deux ans à vélo et carriole, entre 1998 et 2000, allant de ferme en ferme en tant que wwoofer. « Le fait de partir ouvre des possibilités localement », affirme-t-elle. Et Chloë a effectivement déjà de nombreux projets pour son retour en Creuse...

De nombreuses personnes de plusieurs nationalités se sont déjà dites intéressées à intégrer la caravane wwoof. Mais des personnes qui étaient à l'initiative du projet qui se prépare depuis 1996, ne sont finalement pas prêtes pour partir cet hiver. Chloë souhaiterait en rencontrer d'autres qui seraient dans la même démarche ou dans d'autres projets similaires et avec lesquels il serait possible de faire un bout de route ensemble.

En outre, elle cherche un couple de wwoofers ou un groupe qui souhaiterait s'installer dans la Creuse et serait intéressé pour faire vivre le lieu pendant son absence, entretenir son magnifique jardin en permaculture et habiter une belle maison en granit.

Un double appel à ceux qui souhaiteraient expérimenter la simplicité volontaire, nomades ou sédentaires !

Alban Labouret et Aymeric Mercier ■

Chloë Dequeker, Tout autour de la Terre, tél : 05 55 66 65 18, dequekerchloe@yahoo.fr

(1) Lire "Tout, autour de la Terre", p. 31, *Silence* N°265-266 sur les Alternatives en Limousin.

(2) Wwoof signifie World-Wide Opportunities on Organic Farms (travailleurs volontaires sur des fermes biologiques).

Prix Nobel pour les femmes

Le prix Nobel pour la paix a été attribué à cinq femmes depuis 1990. En 1991 à Aung San Suu Kyi, opposante à la junte birmane. En 1992 à Rigoberta Menchu, qui défend les minorités indiennes au Guatemala. En 1997 à Jody Williams, nord-américaine qui dénonce la politique coloniale des Etats-Unis et monta une coalition contre les mines antipersonnel. En 2003 à Shirin Ebadi, avocate iranienne. En 2004 à Wangari Maathai, écologiste du Green belt mouvement au Kenya. Cela donne un air de plus grande parité... mais cela ne fait que cinq femmes en quinze ans, le

compte n'y est pas ! Quant aux autres prix Nobel, n'en parlons pas : c'est encore pire !

BELGIQUE

Echappez belle !

43 % des femmes belges ont vécu des violences sexuelles... contre 25 % des hommes. 27 % des femmes disent que ces violences ont eu lieu au sein du couple. L'association Garance qui propose des méthodes de self-défense vient d'éditer une brochure *Echappez belle, le guide pratique de la sécurité pour les femmes* destinée à tous pour dénoncer ces violences. On peut l'obtenir en écrivant à : *Garance, BP 40 Bruxelles 3, B 1030 Bruxelles, tél : 32 2 216 61 16.*

AFGHANISTAN

Les femmes votent

Si le scrutin en Afghanistan, le 18 septembre, n'a pas obtenu un taux de participation important et si l'on suspecte de nombreuses fraudes, les observateurs ont relevé que les femmes, qui votaient pour la première fois, étaient plus nombreuses que les hommes. Sur 5800 candidats, on comptait 565 femmes. Ces candidates ont subi des restrictions : elles n'avaient pas le droit de se déplacer toutes seules, pas le droit de discuter dans les mosquées, nombreuses sont celles qui ont reçu des menaces de mort. Les femmes qui auront été jusqu'au bout devraient être nombreuses à être élues : la constitution prévoit en effet que 25 % des sièges au Parlement sont attribués aux femmes soit 62 postes de députées, et 30 % aux conseils provinciaux, soit 126 postes. Les observateurs estiment que cette arrivée de femmes devrait permettre de faire baisser la corruption et de diminuer l'influence des clans dans le pays. (*Courrier international, 20 septembre 2005*)



DR

SUISSE

Pressons mesdames !

Alors que des élections se déroulent actuellement en Suisse, le service de la promotion de l'égalité du canton de Genève a publié une brochure intitulée "Pressons mesdames" qui retrace la visibilité des femmes en politique depuis 1961, date où les femmes ont obtenu le droit de vote et d'éligibilité dans le canton. La brochure montre que le vote des femmes a d'abord été un sujet de débat politique avant que le terrain ne glisse sur les questions liées au féminisme (inégalités salariales, droit à l'avortement...), mais alors que les femmes représentaient un tiers des élus après les élections de 1993 et 1997, elles n'en représentent plus qu'un quart en 2001... comme en 1981. (*Le Courrier, 16 septembre 2005*)

Contre les crimes sexuels

Après un viol, il est souvent difficile de prendre la parole sur le sujet. C'est pourtant ce qu'ont décidé de faire les femmes de l'APACS, association pour la protection contre les agressions et les crimes sexuels, qui demande une approche différente de la justice vis-à-vis des violeurs et une aide aux victimes. Actuellement, ceux-ci sont relâchés à la fin de

En chantier !

En 1990, on ne comptait que 8,7% de femmes dans le secteur du bâtiment et travaux publics. Le taux n'a que peu augmenté depuis pour atteindre en 2005 9,5%... et seulement 1,2% directement sur des chantiers.

Officiellement, toutes les formations sont maintenant mixtes et aucune discrimination n'est légalement possible. Dans la réalité, le milieu très macho pense que les femmes ne peuvent pas accomplir des travaux qui demandent souvent de la force. (*Le Monde, 2 septembre 2005*)



DR

ROUEN

Les chants d'Elles

Le festival *Les chants d'Elles* se tiendra au théâtre du Petit Ouest, à Rouen, du 14 au 29 novembre. Au programme, de nombreuses chanteuses engagées comme Agnès Bihl, Christiane Stefanski, Sapho, Céline Caussimon, Karin Clercq, Sophia Charai, Sylvie Pequicho, Claire et ses radis, Zora, Christiane Oriol, les Belles Lorettes, Natacha Atlas... avec en plus deux expositions sur Léo Ferré et sur les chansons et l'utopie. *Théâtre du Petit Ouest, 1, rue Buffon, 76000 Rouen, tél : 02 35 98 15 60.*

CANADA

Une femme à la tête

Mickaëlle Jean, 48 ans, journaliste noire, est devenue le 26 septembre, la première femme gouverneure générale du Canada pour une durée de cinq ans. Même si cette fonction est essentiellement symbolique (la représentation du pays et le symbole de son unité), c'est un symbole fort dans un pays où le féminisme est toujours très offensif.



Mickaëlle Jean, gouverneure du Canada.

MARSEILLE

Ecole de projets

Depuis 1987, l'Association d'aide aux jeunes travailleurs a mis en place le RILE, Réseau d'initiatives locales pour l'emploi, qui aide ceux et celles qui le souhaitent à créer leur emploi. Rapidement, il est apparu que les contraintes pour les hommes et les femmes ne sont pas les mêmes d'où depuis 1999, la mise en place de l'Ecole des projets qui n'accueille que des femmes soit pour créer une entreprise, une association ou une manifestation. Des formations de deux mois sont régulièrement assurées. Renseignements : *Amanda Morbelli et Sophie Gergondy, Ecole des projets / RILE, 32, rue de Crimée, 13003 Marseille, tél : 04 95 04 57 46.*



Rions un peu

«Le capitalisme, c'est assister à une pièce de théâtre, tous assis. Puis quelqu'un pour mieux voir se met debout. Alors, son voisin de derrière, qui ne voit plus rien, se met debout lui aussi. Bientôt tout le monde est debout. Comme nous n'avons pas tous la même taille, les petits vont chercher un tabouret pour monter dessus. Ça bouche la vue aux grands qui attrapent deux ou trois petits, les mettent les uns sur les autres et grimpent sur les épaules du dernier. La pièce de théâtre continue, mais quelques grands se mettent d'accord pour mettre leurs pyramides de petits en commun. Ce

voient plus la pièce, mais ils ont la satisfaction d'être plus haut que les autres. Tout le monde est debout, tout le monde a mal aux jambes et les petits sont épuisés par le poids des grands. L'anarchisme, c'est quand tout le monde se rassied". Nektor Potkine, *Le Monde libertaire*, 22 septembre 2005.

PARIS

Alternatifs en congrès

Les Alternatifs (ex-Rouges et Verts) se réunissent en congrès du 11 au 13 novembre à Paris.

Israël

■ **Les colonisations continuent.** La surmédiation de l'évacuation des 8000 colons de la bande de Gaza a un but évident pour le gouvernement israélien : détourner les médias de ce qui se passe du côté Cisjordanie. En un an, 12 000 nouveaux colons s'y sont installés et ont ainsi renforcé les implantations des 250 000 colons qui y vivent déjà ainsi que les 200 000 qui vivent à Jérusalem-Est. Cela masque également la construction du mur qui continue de se faire et qui empiète sur les territoires de la Cisjordanie et ceci malgré les condamnations internationales.

■ **Concours de beauté.** Pour la deuxième année consécutive, le 20 septembre, un concours de "miss" s'est tenue dans une école de Gilo, un quartier de Jérusalem occupé par Israël. L'initiative en revient à une association de résidents pour la paix et vingt jeunes filles palestiniennes et israéliennes y ont participé. L'élue, palestinienne, a confié que pour elle le plus important était de pouvoir de se faire des amis du côté israélien. (*Le Monde*, 21 septembre 2005)

qui les met vraiment très haut. Mais ça ne les empêche pas de se disputer pour savoir qui sera le plus haut. Deux ou trois grands arrivent tellement haut qu'ils crévent le plafond du théâtre. Ils ne

Outre les débats électoraux, un débat sur l'actualité de l'autogestion. Renseignements : *Les Alternatifs*, 40, rue de Malte, 75011 Paris, tél : 01 43 57 44 80.

ANGERS

Fête des résistances et des alternatives

Du 27 octobre au 6 novembre, l'Étincelle, lieu militant associatif et autogéré propose une fête des résistances et des alternatives avec comme slogan que "Résister, c'est créer !". Expositions pendant toute la semaine et un abondant programme dont le samedi 29 octobre, à 19 h, débat et buffet végétarien sur le thème *OGM, productivisme et décroissance* avec un faucheur volontaire.

Jeudi 3 novembre à 20h30 : projection du film de Jacqui Soohen *La quatrième guerre mondiale* sur ce qui passe en ce moment du fait de la mondialisation.

Vendredi 4 à 20h30, débat *La construction des genres*, animé par une militante de No Pasaran. Samedi 5 à 15 h, place du Ralliement, manifestation contre les lois sécuritaires. Etc.

Programme complet : *Réflex c/o L'Étincelle*, 26, rue Maillé, 49100 Angers.

MIDI-PYRÉNÉES

Débats citoyens

Le Grep, Groupe de recherche pour l'éducation et la prospective, propose de nombreux débats citoyens, principalement

à Toulouse, mais aussi à Albi, Auch, Foix et Saint-Gaudens. A signaler, le 16 novembre à Toulouse, une table-ronde sur le thème "utopie socialiste fin du 19^e et altermondialistes aujourd'hui, mêmes risques ?" (à 20h30 à l'ESC, 20, boulevard Lacrosses). Programme complet : *Grep*, 5, rue des Gestes, BP 119, 31013 Toulouse cedex 6, tél : 05 61 13 60 61.

TOULOUSE

Décolonisation

La colonisation est officiellement terminée. Et pourtant, notre société regorge de pratiques qui relèvent de l'héritage ou de la poursuite pure et simple du colonialisme. Pour en débattre, une rencontre *Origines contrôlées* se tiendra du 26 novembre au 3 décembre à Toulouse. Programme auprès de *Tactikollectif*, 20 bis, rue Montaigne, 31200 Toulouse, tél : 05 34 40 80 70.

MARSEILLE

Alexandre Marius Jacob

Alexandre Marius Jacob, anarchiste et cambrioleur, a été condamné au bagne, il y a cent ans. Un colloque est organisé le 12 novembre par le Cira, Centre international de recherches sur l'anarchisme, sur ce personnage qui inspira en son temps Maurice Leblanc pour son personnage d'Arsène Lupin. Renseignement : *Cira*, BP 20040, 3, rue Saint-Dominique, 13381 Marseille cedex 13, tél : 04 91 56 24 17.



José Bové Le grand écart ?

Ça grenouille ferme dans l'entourage de José Bové. A la suite du non au référendum sur la constitution européenne, certains rêvent d'une candidature unitaire entre LO, LCR, PCF, les Verts... et le milieu altermondialiste derrière José Bové pour les élections présidentielles de 2007. Même si cela aurait sans doute une autre gueule qu'une candidature Fabius, c'est oublier un peu vite que si des passerelles entre ces courants politiques existent sur certains sujets, elles n'ont pas du tout la même vision de l'avenir. José Bové, qui s'annonce "libertaire croyant" dans ses interviews, devrait avoir du mal à expliquer sa vision de l'organisation sociale face à une extrême-gauche très centralisatrice. De même, il a pris des positions en faveur de la décroissance, ce qui n'est pas la tasse de thé de ces structures, même si le débat est bien présent chez les Verts et à Attac. Ne parlons pas de l'avenir énergétique de la France, LO et le PCF en sont encore à croire qu'il suffit de confier les centrales nucléaires au peuple pour résoudre tous les problèmes (les déchets sont sans doute ceux du capitalisme !).



José Bové aux journées d'été des Verts, Grenoble 2005.

Raymond Vignal

Pourquoi il n'y a plus de gorilles dans le Grésivaudan

(première partie dans le n° 328)

On croyait tout savoir sur les nuisances du téléphone portable. On était loin du compte. Poursuivons ici la découverte de ce fléau universel.

Fin 2004 l'Autorité de régulation des télécommunications recensait 44,55 millions de possesseurs de téléphones portables en France, soit un taux de pénétration de 74% (1). "Deux adolescents sur trois entre 12 et 17 ans en possèdent un. Ils sont 91% entre 18 et 24 ans. Si l'on excepte les personnes âgées et les enfants en bas âge, le marché arrive aux limites de la saturation" (2). Pourquoi excepter les enfants en bas âge ? "Rose (pour les filles), bleu (pour les garçons), deux oreilles et, à la place du nez, un gros bouton pour choisir parmi cinq numéros pré-enregistrés : papa, maman, la nounou... BabyMo, 'premier téléphone portable entièrement conçu pour l'enfant' cible les 4-10 ans et ne coûte que un €. si vous souscrivez pour votre bambin un forfait de deux heures par mois sur une durée d'un an chez Bouygues, Orange ou SFR." (3). "Ces nouvelles générations sont préparées à un monde où les nouvelles technologies seront omniprésentes", explique au Monde 2 Régis Bigot, directeur adjoint du département "Conditions de vie et aspirations des Français" au Credoc.

Le triomphe du conformisme

Harcèlement publicitaire, appareils à un euro€, disparition des cabines téléphoniques, coût exorbitant des appels depuis un fixe vers un mobile et pression sociale ont fait du téléphone portable la technologie au développement le plus rapide de l'histoire. Plus que tous ses prédécesseurs, ce gadget pousse au mimétisme et au conformisme si chers aux marketeurs. "Ne pas céder au portable, c'est ne pas avoir peur d'exister par nous-mêmes, affirme Françoise, 35 ans, libraire dans le Sud-Ouest. J'ai fini par céder à la pression de mon entourage. Ce qui les gênait dans mon attitude, c'était le refus de m'aligner sur le comportement dominant" (4).

Faites le test. Dites à vos collègues que vous n'avez pas de portable. Hors les exceptions qui chuchotent : "Tu as bien

raison, j'aimerais en faire autant", la majorité s'esclaffe : "T'es contre le progrès ? Tu t'éclaires à la bougie ?" ou s'inquiète : "Mais comment tu fais ?"

Si trois Français sur quatre se demandent comment ils ont fait pour se passer de portable jusqu'ici, c'est grâce au bourrage de crâne du marketing et des sociologues des "usages" qui, au "laboratoire d'idées" IDEAs Lab de Minatec par exemple, vendent leur méthode aux marchands de gadgets (5).

Une méthode efficace, et brevetée : la "Conception assistée par l'usage" ("design smart process") a été inventée par un Grenoblois, sociologue et anthropologue de l'innovation au CNRS, Philippe Mallein. En 1999 il a créé sa société, Ad Valor, pour vendre sa méthode. "Celle-ci identifie les usages des technologies avant même la conception de nouveaux produits. Objectif : créer de véritables nouveaux produits, avec de véritables nouveaux usages, et ne pas seulement s'adapter à ce que le marché semble demander" (6).

C'est bien ce qu'il nous semblait. Le "marché" (nous) n'a jamais demandé de téléphone portable. Mais grâce à Mallein, de nouveaux "usages" (besoins en novlangue), ont été créés.

Il faut voir le sourire glorieux de Michel Ida, patron d'IDEAs Lab, quand, dans ses conférences sur les "objets intelligents", il demande au public : "qui a un téléphone portable ?".

Il faut entendre le cynisme de Denis Marsacq, du laboratoire "Sources d'énergie miniatures" du CEA-Grenoble, soustraitant de Nokia dans la recherche sur les mini-piles à combustible pour portables, lâchant lors d'une conférence à la Fnac : "Bien sûr ces piles coûteront plus cher que le



rechargement d'un téléphone sur une prise électrique, mais nous ciblons les adolescents, qui sont immatures et moins rationnels, et nous pensons qu'ils accrocheront au 'sans fil' total".

Souvenons-nous : ne pas seulement s'adapter à ce que le marché semble demander.

C'est ainsi que vos collègues s'esclaffent. Et Mallein, le sociologue jaune, de qualifier les drogués de gadgets de "pionniers", et les réfractaires de "conformistes". Orwell nous l'avait bien dit : "La guerre c'est la paix. La liberté c'est l'esclavage. L'ignorance c'est la force".

De même que dans 1984 l'histoire est réécrite chaque jour, on ne saura bientôt plus qu'il existait un temps où l'on ne s'appelait pas pour se dire qu'on arrivait. Comme on ne sait plus aujourd'hui qu'il a existé un temps où l'on ne s'appelait pas du tout. Où l'on frappait à la porte des gens pour leur parler.

Leur soumission hypnotique au marketing conduit les consommateurs à négliger l'essentiel : "Recul sensible des dépenses de nourriture, progrès spectaculaires des achats de loisirs, notamment dans la haute technologie... En quelques années, les habitudes de consommation des Français ont profondément changé (...) Pour continuer à acheter les produits qui les font rêver (...) ils rognent ostensiblement sur les produits alimentaires de marque vendus par la

(1) Le Monde, 27 janvier 2005.

(2) Le Monde 2, 19 février 2005.

(3) Télérama 16 février 2005. Heureusement retiré de la vente à la suite des protestations des associations Agir pour l'environnement et Priartem.

(4) Le Monde 2, 19 février 2005.

(5) cf Aujourd'hui le Nanomonde n°3, www.pieceset-maindoeuvre.com.

(6) 01 Informatique, 22 novembre 2002.

grande distribution et prennent le chemin des magasins de proximité à bas prix, les fameux hard discounters.” (7). Un choix cohérent, puisque les *hard discounters* regorgent de produits à base d’OGM (8) : quand on est “techno” on l’est jusqu’à sa sauce barbecue.

En rognant sur leur alimentation, les Français ont permis aux opérateurs de téléphonie mobile d’engranger 16,7 M€ en 2002, soit l’équivalent du chiffre d’affaires de la construction aéronautique et spatiale (9). Le constructeur Nokia a réalisé un chiffre d’affaires global de 29,26 M€ en 2004 (10), et estime que 630 millions de téléphones seront vendus dans le monde en 2005, toutes marques confondues.

Sans parler des “services” annexes : en France en 2004, le chargement de sonneries musicales a rapporté 8,5 M€ aux sites de téléchargement payant, qui tablent sur un marché de 160 à 200 M€ par an (11). Index Corporation réalisait en 2003 un chiffre d’affaires de 150 M€ en vendant ses “contenus” pour téléphones mobiles : sonneries, fonds d’écran, jeux, horoscopes, stripteases, etc.

Soin palliatif

Si ce marché est si porteur, c’est que le rouleau-compresseur marketing a su capter ce qui, dans ce monde *high tech* et dévoué à la guerre économique, avait été détruit : les rapports sociaux. Il est typique du système de nous vendre, à coup d’innovations, des remèdes aux maux causés par les innovations précédentes. Vous ne parlez plus à vos voisins à cause de la télévision ? Téléphonez-leur !

D’après les opérateurs de téléphonie mobile, le portable serait un objet qui “valorise” (“il véhicule nos signes extérieurs de richesse ou d’originalité”), “rassure” (“tout se passe comme si ce petit objet (...) protégeait d’un monde potentiellement hostile”), “renforce les liens” (“il sert à appeler des personnes que l’on voit tout le temps et qui habitent près de chez soi, et ce, pour des conversations courtes et répétées”), voire “permet de se déclarer” (12).

Les opérateurs ont compris le bénéfice qu’ils pouvaient tirer d’individus dévalorisés, angoissés, incapables de communiquer ou de supporter l’inconnu. Leur argument de vente dessine en négatif la société techno-marchande qui crée ces individus. Pourquoi aurions-nous besoin d’une médiation électronique pour communiquer si ce n’est pour nous adapter à un monde qui atomise chacun de nous et morcelle nos vies ? Rappel : dans un pays où trois habitants sur quatre sont équipés

de l’appareil-qui-renforce-les-liens, 15 000 personnes sont mortes dans l’indifférence générale en trois semaines de canicule en 2003. Sans doute ne faisaient-elles pas partie des personnes “qu’on voit tout le temps”, et à qui il est urgent de téléphoner pour prévenir qu’on sera en retard.

Supposé renforcer les liens avec les proches, le portable permet à coup sûr d’éviter le contact avec des inconnus. Voyez ces urbains égarés, accrochés à leur portable pour se faire guider à distance plutôt que de demander leur chemin à des gens. Ou ces zombies en transit rivés à leurs SMS, certains d’éviter ainsi le regard de leurs voisins de bus.

“Selon Béatrice Fracchiolla, sociologue et chercheuse en pointe sur les nouvelles technologies, son usage immodéré [du portable] sert à combler les temps de déplacements quotidiens qui sont souvent source d’angoisse. ‘Ce temps passé en transit dans des sortes de “non-lieux” successifs, au milieu d’une foule anonyme, entraîne une perte d’identité’, écrit-elle dans la revue *Esprit critique*, fondée en 1999. (...) La sociologue voit dans le portable (...) autant de tentatives de reconquête par l’humain d’espaces urbains chaotiques. Des moyens d’être mobile, comme autant de palliatifs au rapport de voisinage qui diminue au fur et à mesure que les villes s’agrandissent et s’étendent, que leurs frontières deviennent de plus en plus délétères” (13).

La prothèse crée le handicap

Comme la prothèse qui remplace un membre, le téléphone est supposé réparer artificiellement les dégâts de ce monde-là, qui fait de nous les rouages de la machine à produire et à consommer en masse, à faire la queue au supermarché, au multiplexe, au télésiège, au péage d’autoroute. Sans doute les opérateurs ont-ils raison d’attribuer le succès du portable à la crainte “d’un monde potentiellement hostile” et sans doute ont-ils quelque intérêt à renforcer un peu plus cette hostilité du milieu, à chaque lancement d’un nouveau service ou d’une nouvelle norme de communication sans fil.

Puis, la prothèse se substituant au membre, les machines nous privent de l’usage de nos facultés. Depuis la voiture, les citadins ne savent plus marcher pour les trajets les plus minimes (plus de la moitié des déplacements en voiture concernent des trajets de moins de 3 km), et, se plaignant de l’“épidémie” d’obésité qui les frappe, de la pollution, des morts sur la route, des guerres pour le pétrole, etc, ne

songent même plus à retomber sur leurs pieds. Ils ont oublié comment on vivait sans voiture, et cet oubli est une amputation. La prothèse s’est faite handicap.

Observons les utilisateurs de téléphones mobiles : devenus incapables de se repérer dans l’espace et d’être à l’heure à un rendez-vous (parce qu’ils croient pouvoir être partout à la fois ?), incapables même d’imaginer comment faire pour retrouver quelqu’un quelque part sans portable, ils ont en outre perdu la faculté de vivre le présent.

Amputés de leur présence au monde, ils s’envoient des SMS pendant que le train traverse des paysages inconnus.

Non seulement le téléguidage rend le territoire virtuel, mais le bavardage incessant au portable transforme la vie en son commentaire — partagé malgré eux par les voisins du bavard bruyant. Une extraction de la réalité qui culmine avec les fonctions appareil-photo et caméra désormais intégrées à tous les téléphones. L’important n’étant plus ce que l’on est en train de vivre, mais les images qu’on en tire. Même les chanteurs pop s’émeuvent de ces forêts de portables tendus à bout de bras par des spectateurs pressés de les mettre en boîte. “Tout ce qui était directement vécu s’est éloigné dans une représentation”.

Le portable se révèle l’inverse de ce qu’il prétend être — un outil de communication. Depuis combien de temps n’avez-vous pas eu une conversation non interrompue par une sonnerie ? Conditionnés, nous trouvons ça normal, mais faisons un pas de côté : regardons-nous,

(7) *Le Parisien*, 14 janvier 2005.
 (8) voir www.greenpeace.fr.
 (9) voir www.afom.fr.
 (10) *Le Monde*, 28 janvier 2005.
 (11) *Libération*, 5-6 février 2005.
 (12) www.afom.fr.
 (13) *Le Monde* 2, 19 février 2005.



Téléphone portable(2)

la bouche ouverte, stoppés par le réflexe pavlovien de nos interlocuteurs plus pressés de répondre au coup de sonnette que de nous laisser finir notre phrase. On en est là.



L'histoire retiendra peut-être que la civilisation occidentale du vingt et unième siècle fut celle des "brouilleurs de portables" installés dans les salles de spectacle et de cinéma pour remplacer la faculté d'attention aux autres. Le progrès, sans doute.

Enchaînés par le sans-fil

Devenus *accros* à ce gadget comme les fumeurs à leur tabac, les bébés à leur tétine (comme celle-ci on porte son portable autour du cou) et les déprimés à leurs anxiolettiques, les propriétaires de portables passent leur temps à vérifier qu'ils n'ont pas oublié leur téléphone, que celui-ci est bien chargé, qu'ils n'ont pas reçu de nouveaux messages, etc, et ajoutent à l'hostilité perçue du monde un motif d'anxiété supplémentaire : le risque de se faire voler leur appareil (la hausse des chiffres de la délinquance doit beaucoup aux vols de portables). "On déclare d'ailleurs retourner plus volontiers chez soi pour récupérer son portable plutôt que ses papiers en cas d'oubli" (14).

Voilà le sans-fil sous son vrai jour de fil à la patte supplémentaire. Voilà l'autonomie de l'individu un peu plus cabossée par une prothèse techno qui dispense de trouver en soi les ressources pour se démêler des aléas du quotidien. Voilà achevée la *couverture* totale du territoire, jusqu'aux sommets de montagnes, devenus des squares où il n'y a qu'à sonner pour être secouru en hélico.

Voilà enfin effacée la frontière entre vie privée et vie publique, mêlées dans la

même obsession du contact permanent. Les entreprises ont bien compris l'intérêt de ce boulet aux pieds de leurs employés. Désormais joignables tout le temps, ceux-ci n'ont plus d'excuses pour ne pas se consacrer entièrement à leur tâche. Voyages en train, embouteillages, files d'attente, pauses : tout ce temps doit être rentabilisé en gardant le contact avec le bureau. Vitesse, rentabilité, flexibilité, le portable est l'outil idéal du business : les entreprises le considèrent comme le deuxième moyen de communication facteur de productivité (15).

Une récente publicité rappelle ce que nous avons perdu, sur fond de paysage sauvage : "Allez où votre portable ne passe pas". Pour nous fourguer... un 4x4.

Le téléphone mobile n'est pas seulement un gadget polluant : il façonne le monde, "révolutionne notre quotidien" comme disent les chercheurs et les industriels, sans que jamais nous ne l'ayons choisi. Et ce techno-totalitarisme s'impose à tous, gogos et réfractaires, qu'on le veuille ou non. Contrairement aux niaiseries lâchées par les employés du CEA, nous n'avons pas le choix d'avoir un portable ou pas, si nous voulons encore *faire partie* de la société. A un postulant pour un job de manutentionnaire, la responsable d'une agence d'intérim grenobloise : "Vous n'avez pas de portable ? Mais ça va pas être possible !".

Filez droit, vous êtes tracés

Derrière le joujou *high tech* se cache un super-traceur d'individus, exact opposé de la liberté promise par les vendeurs de portables et du "nomadisme" frelaté vanté par le faisan Attali. Quelle est cette liberté qui nous attache à une laisse électronique, à un objet dont la présence dans notre poche suffit à nous localiser partout ? En France 35 000 antennes-relais maillent le territoire et enregistrent les signaux émis par les GSM, tandis que les factures détaillées des opérateurs reconstituent l'intégralité de nos appels. Preuve de la fiabilité du système : "Le portable en dit tant sur la localisation et les fréquentations des suspects qu'il est devenu un outil indispensable pour la police (...) Qu'il s'agisse de déterminer un emploi du temps, un itinéraire ou un réseau de relations, l'étude des appels téléphoniques fixes et mobiles est devenue "un recours quasi systématique" selon un magistrat" (16).

Pas besoin d'être un criminel pour être cyber-fliqué. Les journalistes de *l'Equipe* l'ont compris quand une juge

s'intéressant à leurs sources — que la loi leur permet de protéger — a fait appel à la technologie. "Tout ce que vous allez dire au téléphone pourra être retenu contre vous. Tel est le message que la Justice vient de délivrer à la presse (...). Il suffit que la police le demande pour que les opérateurs fournissent la liste des appels reçus et envoyés pendant une période donnée. Si les textes [législatifs] permettent aux journalistes de garder le silence, rien n'empêche de faire parler la technologie à leur place. C'est ce qu'on appelle une avancée pour la liberté de la presse" (17).

Les lycéens qui ont manifesté contre la loi Fillon au printemps dernier ont aussi fait les frais de leurs portables, mis sur écoute très facilement. "Le réseau GSM est précieux pour les micros espions. Il suffit d'une puce téléphonique — la carte SIM — et d'un peu de technique pour permettre à un micro espion de fonctionner sur le réseau du portable. Les enquêteurs peuvent donc l'écouter en toute légalité en composant un simple numéro téléphonique et profiter ainsi d'une meilleure couverture qu'un micro classique" (18).

L'intégration de la géolocalisation (GPS) dans les portables permet désormais le suivi de tous par tous. L'opérateur japonais NTTDoCoMo a créé le premier téléphone espion, avec un service de localisation des porteurs depuis un ordinateur ou un autre portable. "Idéal pour repérer les membres de la famille tels que les enfants ou les personnes âgées", vend NTT.

Idéal aussi pour le harcèlement publicitaire : une boutique peut repérer des passants à proximité et leur envoyer une offre sur leur téléphone, avec le plan du quartier. La société française Watisit pro-

(14) www.afom.fr.

(15) id.

(16) *Libération*, 4 décembre 2004.

(17) *Télérama*, 26 janvier 2005.

(18) *Libération* 4 décembre 2004.



pose ainsi un système d'hyperlocalisation", Wherisit, "permettant d'orienter par SMS les cibles vers les distributeurs les plus proches".

"S'appuyant sur l'omniprésence du téléphone mobile dans notre quotidien, Watisit renforce l'attractivité des supports de communication et facilite les réactions d'intérêt des personnes touchées par les campagnes" (19).

La traçabilité du cheptel humain est un des marchés d'avenir pour l'industrie électronique. Puces, RFID (système d'identification à distance par radio-fréquence), implants sous-cutanés, données biométriques : la technologie permet de nous suivre, nous identifier, nous fichier, nous contrôler. Il faut juste nous faire accepter cette nouvelle condition d'hommes soumis. Le téléphone portable et ses gadgets ludiques sont parfaits pour ça. Ils nous conditionnent à l'idée d'être tracés, et nous préparent à la domestication totale. Les industriels qui ne s'embarrassent pas de fioritures l'ont expliqué dans un programme d'action publié en 2004 par le GIXEL (Groupement des industries de l'interconnexion, des composants et des sous-ensembles électroniques) : "La sécu-

rité est très souvent vécue dans nos sociétés démocratiques comme une atteinte aux libertés individuelles. Il faut donc faire accepter par la population les technologies utilisées et parmi celles-ci la biométrie, la vidéosurveillance et les contrôles.

Plusieurs méthodes devront être développées par les pouvoirs publics et les industriels pour faire accepter la biométrie. Elles devront être accompagnées d'un effort de convivialité par une reconnaissance de la personne et par l'apport de fonctionnalités attrayantes :

- Éducation dès l'école maternelle, les enfants utilisent cette technologie pour rentrer dans l'école, en sortir, déjeuner à la cantine, et les parents ou leurs représentants s'identifieront pour aller chercher les enfants.

- Introduction dans des biens de consommation, de confort ou des jeux : **téléphone portable**, ordinateur, voiture, domotique, jeux vidéo

- Développer les services « cardless » à la banque, au supermarché, dans les transports, pour l'accès Internet... (20). Vous avez gobé le portable ? Vous avalerez les contrôles biométriques.



Si nous voulons vraiment préserver ce qui reste de notre environnement, nous affranchir de la marchandise, briser les paillasse de ce monde-laboratoire, résister au techno-contrôle : refusons le téléphone portable.

www.piecesetmaindoeuvre.com ■

(19) www.watisit.com.

(20) www.gixel.fr.

Technologie et éducation

Dans les derniers *Silence* (325/326 et 327) j'ai apprécié les articles de Daniel Julien qui font avancer la pensée sur la décroissance. Néanmoins, je reste sceptique sur son analyse de la technologie.

S'il est clair que les techniques utilisées par notre civilisation influencent les modes de pensée et créent des tendances à l'aveuglement dans certains cas, dire que ce n'est "pas par la pensée technicienne que nous améliorerons la technique" semble vouloir dire, à tort, que toute pensée technicienne est forcément dépourvue de conscience politique, sociale ou environnementale et que la technologie ne pourra jamais contribuer à l'évolution positive de cette conscience. Aussi paradoxale que cela puisse paraître, il me semble que l'étude de l'histoire montre que sans certaines évolutions technologiques néfastes, la conscience politique, sociale et environnementale ne serait jamais montée au niveau où elle se trouve aujourd'hui. L'éducation généralisée dans nos sociétés occidentales ne s'est pas faite avant la révolution industrielle, par exemple, mais en même temps et après. En revanche, il me semble vrai que la complexité des systèmes nécessaires à la haute technologie fait que les gens ignorent désormais à peu près tout des implications de leurs actes et dépendent (et confortent) des systèmes infernaux d'exploitation et de pillage à l'échelle planétaire. Je schématise, mais c'est à peu près ce raisonnement qui est derrière le refus des Amish d'adopter des technologies modernes... Ils ne veulent pas "pêcher" par ignorance et ainsi contribuer à l'exploitation ou le pillage du monde et cherchent à n'utiliser que les technologies pour lesquelles ils peuvent voir et maîtriser toutes les conséquences.

Cependant, dire que "plus un procédé incorpore de la technologie, plus son impact écologique et social est néfaste," c'est raisonner seulement quantitativement sur un problème qui est aussi qualitatif. Deux exemples : des usines à gaz/électrique représentent un niveau de technicité plus élevé que les usines à charbon/vapeur mais à production égale, leur impact environnemental est, me semble-t-il, moins grave qualitativement. Ou si l'on conteste cela, prenez les éoliennes modernes qui incorporent des technolo-

gies aussi utilisées par l'aviation militaire (aérodynamisme, matériaux forts mais ultra-légers, modélisation sur ordinateur...) mais qui ont un impact moins négatif, me semble-t-il. La difficulté c'est que les hommes utilisent ces technologies sans sagesse suffisante...

Ce qui soulève la question de savoir si c'est nécessaire (et si c'est possible) donc de renoncer aux technologies de niveaux élevés jusqu'à ce que l'homme se maîtrise mieux ?

L'homme détruit son environnement depuis la nuit des temps. Les Amérindiens, pourtant réputés pour leur conscience écologique, chassaient les ancêtres de chevaux jusqu'à l'extinction il y a 40 000 ans et massacraient les bisons en les faisant paniquer et plonger des falaises sans pouvoir utiliser ou récupérer même un dixième de la viande et les peaux ainsi obtenus. Il ne fallait pas un haut niveau de technologie pour que les Méditerranéens dévastent leurs forêts avec des troupeaux de chèvres, ni pour qu'ils mettent en esclavage leurs voisins. Les capacités destructrices de l'homme pour la rapine et le pillage se sont confirmées tout au long de sa préhistoire et histoire.

Revenir à des technologies simples n'empêchera donc pas les hommes de maltraiter les autres et la nature. Et avec une population de six milliards, vivre sans des techniques modernes risque de créer d'énormes problèmes d'hygiène, de santé, de démographie encore plus galopante, d'éducation, de travail, et de sécurité alimentaire et militaire, d'autant plus que rien ne pourra empêcher certains sans scrupules de continuer d'employer les techniques de manière dangereuse pour conquérir et mettre en esclavage les autres, démunis car dépourvus des techniques pour résister.

Je suis donc très sceptique sur la possibilité de renoncer totalement aux technologies de niveau élevé sans que cela provoque des cataclysmes. Et il est évident que continuer l'utilisation actuelle des technologies mène aussi très sûrement à des catastrophes. Y a-t-il une issue ?

Bien sûr, le refus d'utiliser des systèmes de technologie complexe de la part d'une frange de la population qui cherche à être un peu cohérente ou de faire des compromis conscients (comme l'explique aussi Daniel Julien), et qui fournit ainsi un modèle à suivre, est à développer. Mais il me semble que nous ne pourrions pas faire l'économie d'une modification profonde du



système d'éducation qui conditionne tant nos façons de penser. Daniel Julien cite Albert Einstein "on ne résout pas un problème avec les modes de pensée qui l'ont engendré" mais conclut que c'est la pensée technique qui est en cause et attribue cela à la technologie adoptée.

Je crois que notre système éducatif, merveilleuse invention de la révolution industrielle, n'a malheureusement pas remis en cause certains pratiques depuis. Dès le plus jeune âge, il perpétue et reproduit des modes de pensée inadaptes, datant de la révolution industrielle, (même s'il est sûr que beaucoup d'enseignants œuvrent pour le faire bouger.) Son approche de la technologie est le plus souvent quasiment dépourvue de conscience sociale, politique ou environnementale ; son approche de la notion de vie démocratique et citoyenne reste très abstraite et sans application le plus souvent dans les écoles. Les méthodes pédagogiques utilisées contraignent souvent les élèves à apprendre sans comprendre le sens réel des connaissances. N'ayant pas eu l'occasion d'appliquer ces notions de manière sensée de leur point de vue, beaucoup n'arrivent pas à comprendre leur utilité. Une diversité d'approches ou de rythmes n'est pas toujours envisagée pour tenir compte des différences pour que tous les élèves puissent s'accrocher et construire leurs savoirs. N'ayant pas assez l'occasion de développer leur créativité, leur autonomie, et leur personnalités, leur joie de vivre et leur responsabilité dans des projets, les élèves n'apprennent pas l'indépendance d'esprit, ni la possibilité de s'amuser et de créer dans le travail ce qui les laisse vulnérables aux promesses mensongères de plaisir de la consommation qui remplace le plaisir de créer soi-même. Les élèves pratiquent l'obéissance, laissent d'autres disposer de leurs vies, et s'entraînent à vivre leurs contradictions tranquillement sans passer à l'action pour se mettre en cohérence pendant si longtemps que cela endort la conscience et le questionnement, et les vaccinent contre l'action. En plus, le système scolaire véhicule la pratique active de la compétition, la sélection, l'exclusion, et la glorification de l'individualisme qui font le lit de l'exploitation sans vergogne par les notes, les filières, les cours magistraux qui laissent couler parfois plus de la moitié des élèves, des programmes pléthoriques que peu retiennent longtemps, etc.

Revenir aux technologies simples, à mon avis, ne va pas résoudre grand chose si nous n'arrivons pas à faire prioritairement des changements profonds dans ce système éducatif qui conditionne nos mentalités... Dans des articles déjà passés dans *Silence*, nous sommes plusieurs à avoir dessiné les grandes lignes des changements qui semblent nécessaires, mais à la question comment les faire adopter, je n'ai pas de réponse, car des corporatismes, des peurs, et l'éducation reçue figent les choses : on cherche stérilement à employer des modes de pensée qui ont engendré les problèmes pour les résoudre. Il serait très important que des écologistes convaincus qui sont parents, enseignants, ou votants fassent le maximum pour faire bouger cette institution, mais dans mon expérience de militant, il y en a très peu pour qui cela est prioritaire,... Peut-être parce que cela semble trop compliqué... comme la technologie ?

Gregg West ■
Isère.

Ethiquête

En voyage dans la Creuse, je passais à l'heure du déjeuner dans la ville d'Aubusson, Une halte heureuse, car je suis entrée dans un magasin dénommé *Ethiquête* et j'y ai découvert des agrumes et légumes frais, des produits et viandes provenant des petits producteurs en bio de la région... J'y ai découvert un jeune couple courageux qui a commencé son commerce depuis deux mois ! Leur logo m'ayant interpellé, ils m'ont expliqué leur démarche déterminée pour la quête d'une éthique dans une nourriture saine et tout ce qui concerne la vie au foyer jusqu'aux produits de soins pour bébé (couches en tissus, etc.) et également leurs difficultés auprès des officiels car j'arrivais juste au moment où les employés municipaux accrochaient une banderole, pour fêter les tapisseries d'Aubusson, sur laquelle figurait le logo du super-Marché situé à l'entrée de la ville. Banderole accrochée au niveau du magasin bio, au-dessus de la rue... Cela ne suffisait pas, la commune avait envoyé un de ses employés pour déposer des paquets de tracts avec le logo du supermarché chez tous les petits commerçants de cette rue principale. Décidément, toute l'éthique humaine serait à réviser !

Ainsi la commune d'Aubusson fait alliance avec la grande surface au détriment des autres commerces... Cela ne devrait pas être permis, surtout quand on apprend en plus que les employés de la dite grande surface sont aussi mal traités que possible — ils doivent accepter le salaire minimal — (...).

Les gens ne savent-ils pas encore qu'il faut boycotter ces grandes surfaces ? Il faut soutenir les petits commerçants et en plus ils peuvent faire vivre les petits producteurs ! Quand est-ce que la majorité des gens va comprendre

que son intérêt commence précisément dans ce choix-là, et tourner le dos à l'industriel ? La décroissance... Réflexion sur la quête de l'éthique...

Ethiquête à Aubusson... En découvrant la Creuse..,

Merci de faire partager ce courrier par les autres lecteurs du « Silence » de l'été.

Hélène d'Aguno ■
Indre-et-Loire.

■ Ethiquête, 96, Grande rue, 23200 Aubusson, tél : 05 55 66 07 51.

Privatiser les autoroutes

Le scandale de la privatisation des autoroutes, c'est que cela n'ait pas été fait plus tôt.

Evidemment, un plus grand scandale encore étant qu'un tel système, issu du fascisme, ait jamais vu le jour et se soit développé.

Si des personnes privées veulent pouvoir emmener leur tonne d'acier à la campagne, à la mer ou à la montagne, qu'ils s'achètent leur terrain et qu'ils y construisent ces monstruosité.

Le problème étant que les terrains actuellement utilisés, et souillés par les millions de tonnes de goudron et de béton polluants des autoroutes, viennent de spoliations aux titres de l'"intérêt général", alors qu'il existait tout un vrai système de transport collectif, atteignant en France toutes les sous-préfectures et nécessitant beaucoup moins d'emprise foncière et de dépense d'énergie par personne transportée : le chemin de fer.

Le service public de la Société nationale des chemins de fer s'est fait un honneur, ces soixante dernières années, de démonter la moitié du réseau ferré et continue à le faire, vendant même quand cela est possible l'emprise foncière afin que l'affaire soit définitivement réglée.

Cette société publique, dirigée par les plus éminents de nos ingénieurs et techniciens est ainsi devenue récemment la première entreprise de transport par la route, à l'aube de la fin du pétrole, montrant par là que la France a toujours su former des élites visionnaires pour éclairer le monde. Il est donc nécessaire et urgent de privatiser entièrement toutes ses horreurs autoroutières — et, ensuite, les routières — mais pas au prix ridicule projeté.

La recette doit pouvoir compenser toutes les externalités que ce système stupide, nocif, générateur de tueries et désaménageur du territoire, nous a imposées sur plusieurs dizaines d'années.

Il y aura aussi l'obligation pour les futurs utilisateurs de couvrir entièrement les voies et l'obligation qu'aucune pollution ne s'en échappe, par le bas dans les champs, les rivières et nos estomacs et par le haut dans l'air et dans nos poumons.

Si personne n'est encore assez riche pour s'offrir cela, alors on pourra toujours envisager d'utiliser l'emprise foncière pour la transformer en un vrai système public de déplacement.

En contrepartie des marchés d'Etat à venir, les entreprises de travaux publics, responsables de la construction, auront pour obligation d'enlever le béton et le goudron, sans abîmer le terrassement, et de laisser en surface une couche de type "cendrée" non polluante et bien tassée.

On pourra avoir de chaque côté plusieurs voies, une pour les vélos, une pour les charrettes et une pour les piétons, avec au milieu ou sur les côtés, dans l'herbe, une voie pour les ânes. Les personnels seront recyclés en jardiniers et en gardiens et animateurs de relais champêtres où ils apprendront aux petits enfants à faire de la bicyclette et à regarder les oiseaux. Les barrières et les poteaux de signalisations seront démontés, le code de la route sera abrogé.

Bruno Clémentin ■
Loire.

Campagne sans voitures (1)

Nous avons laissé la France pour essayer de trouver un lieu plus accessible en Andalousie où nous ne sommes pas en terrain inconnu (ni conquis). Déjà un réseau d'entraide existe depuis des siècles, un autre depuis une trentaine d'années, et un nouveau se met en place dans les villes autour du recyclage, des bâtiments écolos et compagnie.

L'explosion de l'accès au luxe qu'il n'y avait pas il y a seulement quinze ans, dans ce petit village dont l'accessibilité était aléatoire, n'a pas complètement effacé les valeurs issues des dures années sous Franco. La voiture a fait son apparition seulement dans les années 90, remplaçant les ânes et les mules dans le paysage. Avant seules quelques R4 ou R6 passaient de temps en temps : les artisans.

Maintenant les paysans ou propriétaires revendent leurs terres au prix fort aux Sévillains riches (depuis 1992) et aux étrangers. Les 4x4 (très chers) font leur apparition, ainsi que les quads. Mais ânes, mules et chevaux res-



tent présents et font la fierté des chevaliers et le gagne-pain des muletiers, rares mais survivants.

Nous nous trouvons dans une situation de double évolution qui vont se croiser : l'exode rural du type année 60 en Hollande ou en France et de l'autre côté la recherche d'une alternative engagée depuis trente ans par les hippies qui se sont installés par ici.

Tout se passe dans la bonne entente. Le temps de la démerde et de la survie n'est pas loin dans les mémoires. Une femme d'une quarantaine d'années nous racontait qu'elle recevait au petit déjeuner, quand elle était petite, une tranche de pain grillé au bout d'un bâton et du lait qu'elle allait directement tirer au pis d'une chèvre.

Comme si les parents (grands-parents) ne voulaient pas que leurs enfants (petits-enfants) ne vivent pas les privations que, eux, ont vécues. La plupart sont "gavés" de sucreries bon-marché, être gros reste ici une marque de bien-être, alors que les pépés et les mémés sont petits et secs.

Ces mêmes personnes ne sont pas surprises quand on leur parle de notre voiture qui roule à l'huile de friture (y'en a beaucoup ici !) ou que nous fabriquons des panneaux solaires avec des réfrigérateurs... Aucun a priori ne se décèle dans leur manière de réagir. Si vous avez des questions à nous poser, n'hésitez pas à nous écrire.

François Lafond,

c/o Richard Day, Calle de Valdelarco, 6, 21291 Galaroza, Espagne.

Campagne sans voitures (2)

Pour continuer le débat sur le sujet des campagnes sans voitures, je voudrais vous dire que le vélo peut s'utiliser même quand il pleut ou qu'il neige ! Je l'utilise toute l'année pour me rendre à mon travail : 8 km le matin, 8 km le soir. C'est l'achat d'une deuxième voiture, il y a trois ans qui a provoqué chez moi le déclin salutaire. Je me suis vraiment senti petit. J'ai acheté un vélo (avec les économies de l'arrêt du tabac) et je me suis dit qu'il fallait essayer pour voir si c'était réaliste. Un mois plus tard, je revendais la deuxième voiture et ça fait maintenant plus de trois ans que ça dure, par tous les temps : il suffit d'être équipé. Et mine de rien, ça fait aussi réfléchir les gens puisque j'ai vu d'autres personnes se mettre au vélo. Tout cela pour dire que cela m'a mis en appétit pour votre dossier "vivre à la campagne sans voitures", même si aujourd'hui je vis en ville. Toutes les idées sont bonnes à prendre.

Philippe Baudon

Maine-et-Loire.

Travailler moins

Concernant l'article sur l'écologie au quotidien (n°323), synthèse des réponses des lecteurs au questionnaire de 2003, j'ai été extrêmement surprise de constater que vous qualifiez les lecteurs/lectrices de leur métier ou profession : secrétaire, ouvrier, formateur en insertion, etc. Moi qui ne travaille que 10 à 15 jours par an (travail salarié), ne serais-je qu'une "anonyme" comme le lecteur (page 9) qui n'avait sans doute pas précisé sa profession ?

J'ai cru comprendre que dans une société de décroissance, le travail rémunéré ne représente qu'une part minime de la vie. Deux heures de travail par jour, ça en laisse du temps pour faire autre chose que de travailler, pour mettre en place des activités qui nous permettent d'exister autrement que par un nom de métier ou de profession !

Peut-être pourriez-vous, pour la prochaine enquête, choisir l'origine géographique, l'âge : un Vendéen de 50 ans, un Normand de 20 ans... ou encore ajouter au questionnaire une ligne demandant aux lecteurs et lectrices de se définir eux-mêmes. J'imagine des réponses originales, pleines de poésie, d'humour et d'autodérision !

Tiphain Levailant

Vienne.

Silence : excellente proposition.

Piles à combustible (1)

Je réagis à la lecture du texte de Vincent Peyret (n°324). Si je reste d'accord sur l'idée générale — les piles à combustible ne sont pas la panacée à l'énergie de demain — il y a deux aspects qui n'ont pas été assez analysés. En premier, la production d'hydrogène n'est plausible qu'au moyen de l'électrolyse donc en consommant de l'électricité. La pile restituera moins d'énergie que l'hydrogène n'en a consommé. Mais l'hydrogène peut être produit à partir d'électricité photovoltaïque qui a l'avantage d'être

produite en courant continu polarisé avec des voltages appropriés. Le photovoltaïque n'est disponible que le jour et la transformation en hydrogène permet de stocker les excès du jour pour la nuit. Sous mises au point technologiques encore à faire (l'hydrogène explose plus facilement que le gaz, la production de surfaces photovoltaïques est encore coûteuse), on peut envisager de construire dans les déserts d'immenses surfaces caprices qui seraient des centrales à hydrogène. On copie alors la nature qui réalise la même transformation par la fonction chlorophyllienne. On stocke le jour (chez nous l'été) le carbone pour en faire un combustible (le bois, les plantes que nous mangeons). La nature a même fait mieux, elle a stocké en prévision de notre gabegie, un stock dans le sol.

On fera moins bien qualitativement, mais avec un meilleur rendement : la nature capte 1,5 % du rayonnement, on arrive à 15 % avec le photovoltaïque.

Donc le rendement global solaire-hydrogène-pile à combustible a toutes les chances d'être meilleur que le rendement soleil-arbre-bois.

L'hydrogène est entièrement recyclable : il sort de la pile de la vapeur d'eau qui retourne dans le cycle de l'eau.

(...) En second, la pile à combustible produit en même temps de la chaleur et de l'électricité, c'est la cogénération obligatoire. Une installation EDF fonctionne en région parisienne alimentant un immeuble pour le chauffage et l'électricité. Dans ces cas, on utilise le gaz, plus disponible. On intercale un reformer qui permet d'utiliser l'hydrogène du gaz. La pile rejette hélas aussi du CO2. Mais le bilan reste positif du fait de la cogénération et du meilleur rendement : moins de CO2 rejeté à énergie équivalente produite. La pile peut alors se substituer aux piles et aux batteries pour les petits appareils. Elle est aussi possible pour les véhicules urbains car la propreté des rejets est le critère majeur.

Il reste de nombreux obstacles avant que l'hydrogène ne soit le remplaçant du gaz. Mais c'est moins stupide que le projet ITER (...).

François Nutchey

Isère.

Piles à combustible (2)

Je souhaite réagir au courrier de François Nutchey.

Il me semble que l'on peut commencer par utiliser le photovoltaïque pour remplacer les énergies fossiles avant de penser à des centrales à hydrogène. De plus, il y a fort à parier que si centrale il y a, il y aura multinationales pour nous faire payer très cher l'hydrogène qui y sera produit... et ce surtout si on place ces centrales loin des utilisateurs.

Avancer que l'on peut remplacer les piles actuelles par celles à hydrogène me semble une mauvaise solution : une pile actuelle consomme 1000 fois ce qu'elle restitue en énergie pour sa fabrication, son transport et sa destruction selon les données de l'Ademe et la meilleure solution est de les remplacer par des ressorts que l'on remonte : l'énergie d'une pile est suffisamment faible pour que l'on puisse faire l'effort de produire nous-mêmes cette énergie !

Je doute fort que la pile ne rejette que de l'eau et du CO2 : d'où viendront et où iront ses composants électroniques fort complexes ? Faudra-t-il les voler aux pays du Sud comme tout le reste de l'électronique.

Je ne suis pas persuadé qu'il y ait des usages "intelligents" de cette pile auxquels on ne puisse répondre directement par du renouvelable ou des économies d'énergie.

Cela me semble une nouvelle chimère technologique, une nouvelle fuite en avant pour éviter de se poser la question de la pénurie... qui n'est pas une pénurie d'énergie, mais de matière.

Michel Bernard

Rhône.

Piles à combustible (3)

Je suis de l'Isère et bien que n'ayant pas de grandes connaissances scientifiques, je suis tout à fait d'accord avec l'analyse de Vincent Peyret. Notre conseil général souffle le chaud et le froid (comme Chirac). Il organise actuellement des "réunions citoyennes sur les changements climatiques" avec l'ambition de faire de l'Isère le "département le plus écologique de France".

Si d'autres lecteurs de l'Isère partagent le point de vue de l'article de Vincent Peyret, ainsi que de mes interrogations, nous pourrions entrer en contact.

Jean-François Moyné,

La Plaine

38118 Saint-Baudille-de-la-Tour

Tél : 04 74 83 86 17.



Annonces

Entraide

■ Nous avons un lot de couches lavables à offrir à des parents motivés ! C'est un lot de dix couches-culottes, deux protège-couches et trois doublures (bébé-écolo) + une vingtaine de couches d'une autre marque. Tout est en bon état. A donner contre frais d'envoi. *Ania et Willy, tél : 05 65 95 22 99.*

■ Donne machine à tricoter Philidar type 105 avec petit programmeur, bon état, peu servi + lot de laine. Condition : venir la chercher à Bordeaux-Mérignac. *Tél : 05 56 45 15 62.*

■ **Alpes.** J'ai un petit élevage géré sur 200 hectares de montagne. Je cherche à m'associer à un couple, une petite famille. Je peux proposer à celui-ci un logement. Toute proposition à étudier. Dans l'urgence, pour le mois de novembre, je cherche une personne pouvant être salariée à mi-temps pour les petits travaux de la ferme. *Tél : 04 92 61 33 27.*

■ **Morbihan.** Echange parole contre écoute. Nous cherchons d'autres personnes souhaitant échanger dans le cadre d'un groupe mensuel de soutien et entraide psychologique implanté au sein d'un collectif d'échange local. Participation financière exclue. *Saga, tél : 06 72 19 70 05 (le soir).*

■ **Rhône.** Non-voyante et handicapée des pieds, Sylvie, 41 ans, très isolée, cherche dame(s) voulant lui rendre visite à Vénissieux (Minguettes) pour échanges amicaux, petites sorties, jeux de société, lecture et tout ce qui pourrait satisfaire son appétit de connaissance. *Tél : 03 84 35 75 02 (amie intermédiaire).*

■ Offre terrain bio pour jardin ou emplacement pour une caravane ou camping-car contre gardiennage occasionnel, partage cordial de légumes et fruits sur place. Sérieux et fiabilité exigés. *Tél : 04 74 85 26 76 (laisser message).*

Agir ensemble

■ Travailleur social, 35 ans d'expériences professionnelles + formations universitaires, ayant gros blues du salariat et du chômage, cherche à prendre contact avec personnes sérieuses, autonomes, ayant compétences diverses ou talents, souhaitant construire projet économique fiable, durable et social, économie solidaire ou alternative, dans esprit "décroissance". Possède petit capital départ à la Nef. Etudie toute proposition, dans toute région de France. Pas sérieux s'abstenir. *Yves 01 60 14 64 37, langry.yves@wanadoo.fr.*

Vivre ensemble

■ Vous avez 50 ans ou plus, petit capital, vous désirez passer une retraite "au vert" avec un petit collectif (12 personnes), autogestion, nourriture bio, bien-être, dans le Sud-Est. *Tél : 04 32 81 03 85.*

■ **Projet Cyclâne.** Nous recherchons un terrain de 10 ha ou beaucoup plus, avec un bâtiment au moins, proche d'une gare (10 km maximum si c'est plat) et de transports en commun qui pourra être acheté, loué ou concédé. Nous ne recherchons pas un lieu isolé. Il vise à engendrer un foisonnement d'initiatives tant agricoles, qu'artisanales, culturelles et sociales, etc., dynamisant une économie de proximité. Il développera des alternatives à la voiture, incluant entre autres des infrastructures pour la bicyclette, la traction animale et les transports en commun, permettant une vie agréable sans automobile. Ce lieu sera basé sur un contrat entre ses habitants de ne pas

utiliser les transports automobiles. La perspective est très actuelle avec la montée des prix du pétrole. *francois@decroissance.org*

Rencontres

■ Coup de théâtre : Sarah, 62 ans, cherche Bernard, âge en rapport, pour amitié, partage sexualité et voyages. Je préfère la bouffe bio-végétarienne, je fais zazen, je fume encore et j'aime danser, chanter, rire, faire du vélo, recevoir, jardiner, écrire, lire et "réseauter". J'habite encore ma petite maison en ville avec mon chat, mais je rêve de revivre à la campagne, mais pas seule. Je travaille à mi-temps, car ayant passé vingt ans à faire la cigale, je n'ai que la moitié de mes points de retraite (et c'est pour ça que je danse !).

Je ne pensais jamais atteindre ce grand âge, mais aujourd'hui, je me sens pareille qu'à trente ans (courbatures et tranquillité d'esprit en plus). Anglophones bienvenus. *Téléphonez-moi au 04 75 02 92 21.*

■ **Région Sud-Est,** ou + si affinités. Silencieuse pratiquante et heureuse de vivre, quarantaine accomplie, aimerait rencontrer un homme sur qui poser, en douceur, son amour de l'homme. Egoïste, grincheux, brutal et borné s'abstenir, merci. *Anne, tél : 06 82 36 34 64.*

■ 42 ans, faisant jeune, célibataire, taille moyenne, aimant la nature, les choses simples, le travail de la terre, l'artisanat, le bois, la musique ; consciencieux, esprit vif, ordonné, précis, humble, paisible, honnête, généreux, aimant donner la joie et l'amour et aussi en recevoir, croyant et chercheur de vérités, attend femme ayant le goût de vivre, de donner la vie, en quête d'un sacré et de l'authentique, ayant douceur de vivre, souhaitant vivement une union heureuse, positive et sincère, avec projet de fonder une famille. Merci de me contacter au *06 65 35 39 81.*

■ **Ile-et-Vilaine.** Homme jeune, quarantaine naissante, cherche, allez j'ose : une amitié amoureuse, eh oui, pourquoi pas avec un homme ! J'ai envie d'une relation forte et virile pour partager un projet de vie à définir autour d'un habitat éco et peut-être utilisant les ENR. Après l'alternative politique, écologique, je te propose l'alternative amoureuse... alors si tu te sens suffisamment ouvert, même si tu as des enfants d'une autre vie, ils sont bienvenus pourvu que tu sois beau comme moi ! *Tél : 06 15 06 03 05.*

■ **Réf. 329.01.** Grenobloise, sénior et grand-mère, écologiste, ouverte au monde et aux autres, désireuse de vie simple et riche, aimant les arts, la culture et la nature, rêve de rencontre heureuse, d'échanges, de chaleur, et de joies partagées. *Ecrire à la revue qui transmettra.*

■ Ma démarche a pour objectif un projet de vie à deux que je souhaiterais de mon côté sous la forme de résidence partagée. Il est à construire. J'ai 58 ans et je suis veuf depuis le 1er mai 2004. J'utilise l'espace annonces de la revue Silence parce que les thèmes développés m'ont souvent aidé à réfléchir et à me positionner en tant que citoyen. *Daniel Knobloch, allée des Cytises, 05200 Embrun.*

■ **Réf 329.02.** 63 ans, non fumeur, proche de la nature, bon niveau culturel, plus dans l'être que dans le paraître, possède terrain de 2500 m² en montagne dans agréable hameau entre le 05 et le 38, limite Drôme, nature encore vierge, vue dégagée, ensoleillée.

Projet de construction d'une habitation principale en 2006, écologique. Recherche campagne, naturelle, motivée, âge, situation, origine indifférents, même ex-détenu, avec projet ou activité artisanale ou sociale à créer, dans site touristique, pour partager et compléter nos différences en harmonie avec la nature de chacun. Pour plus de détails, *écrire à la revue qui transmettra.*

Recherche

■ Recherche enregistrement vidéo "La Belle Verte". *Anne, tél : 06 82 36 34 64.*

■ Recherche boutures de petits fruits, avec ou sans racines : groseille blanche, cassis à baies et à feuilles pour infusions, caselle, groseille à maquereau, plants de framboises et myrtilles. Propose en échange contre diverses variétés de graines potagères au choix ou engrais vert (trèfle). Recherche également outils pour maraîchers, presse-mottes style pour mottes de 45x45 mm, avec au moins 8 à 10 cases. *Tél : 04 67 82 48 52 (Gard).*

■ Recherche désespérément un livre de Calenbach Ernest "Ecotopie". Qui pourrait me le prêter, échanger, vendre ou offrir ? Merci. *Ania, tél : 05 65 45 22 99.*

■ Nous cherchons des contacts, adresses livres, infos sur des lieux de vie collectifs à travers le monde, proposant des alternatives concrètes, pour projet de voyage, autour de l'éducation et de l'environnement. Nous sommes également ouvertes à toute suggestion, conseils, et personnes souhaitant suivre l'évolution du projet. *Marine ou Thérèse, tél : 02 97 43 93 17 ou kolvialt@no-log.org.*

■ **Sarthe.** Cinq associés cherchent une ferme (30 à 50 ha) dans un milieu protégé (bocage...) afin de continuer leurs activités (produits laitiers, pain au levain, maraîchage en traction animale...). Dans la Sarthe ou départements limitrophes. Contact : *02 43 71 66 74.*

■ **Ardèche.** Collectif nature-culture organisant les rencontres hivernales "Sous la Glace, les Braises", au château de Liviers, du 2 au 4 décembre, cherche motivés qui auraient envie de faire partager leurs petits et grands talents sur la scène ouverte musicale et poétique. *Collectif nature-culture, Le Village, 07200 Saint-Etienne-de-Fontbellon, nature.culture@no-log.org.*

Emplois

■ Je cherche un emploi d'ouvrier agricole dans une ferme en ovins ou caprins lait (et autres cultures) qui transforme ses produits et qui se soucie des hommes et de la nature. J'ai 22 ans, j'ai une année d'expérience dans une ferme en polyculture-élevage viande et je suis très motivé. Je cherche à approfondir mon projet d'installation en acquérant des connaissances dans ce type de productions. *Patrice de Saint-Sernin, Quioussac, 31540 Montégut-Lauragais, tél : 06 66 68 33 83.*

■ Homme, 42 ans, expérience en cuisine végétarienne-végétalienne pour 10 à 40 couverts, en bénévole, cherche emploi salarié dans ce milieu, aimant la convivialité et sachant être autonome. Autre secteur d'activité : entretien espaces verts, travail du bois sur machine-outils, bricolage, emploi polyvalent de préférence. *Tél : 04 67 82 48 52 (Gard).*

■ Jeune homme, 18 ans, parisien, actuellement en 2e année de DUT Mesures physiques, cherche un stage de dix semaines (ou plus) dans le domaine des énergies renouvelables à partir de

début mai. J'espère trouver une structure à taille humaine défiant les énergies fossiles qui polluent notre belle planète ! *Clément Tranain, spoke@no-log.org, tél : 01 42 46 93 67.*

■ **Haute-Savoie.** Atelier Equithés, nouvelle association de soutien à des projets éthiques, humanistes et écologiques, recherche une personne motivée pour co-assurer des activités d'accueil, d'organisation et de salon de thé, petite restauration. Qualités requises : sens du contact, travailler avec soin et cœur, adhésion aux valeurs de l'association. Poste basé à Houches (74). Contrat + rémunération à convenir. Contact : *Didier Gattini, tél : 04 50 54 55 20.*

Logement

■ **Morbihan.** Nous cherchons deux colocataires pour partager une maison en pierre dans le golfe du Morbihan à 15 km de Vannes. Vie simple et collective. Loyer : 150 ou 200€. *Marine ou Thérèse, tél : 02 97 43 93 17 ou kolvialt@no-log.org.*

■ Femme, 36 ans, cherche logement dans les Bouches-du-Rhône, studio ou appartement, à loyer modéré, en contrepartie de travaux de jardinage (entretien et conception, souci d'économie d'eau). Diplômée du CFPPA de Carpentras. Serre : BPA et BTS aménagement paysager. Contact : *06 07 61 70 47, ad-image@wanadoo.fr*

■ Pour cure à Balaruc-les-Bains, cherche petit appartement (30 m² environ) avec 2 lits une place, en mai ou septembre 2006. Possibilité d'échange, merci. *N Félice, tél : 04 78 22 00 89.*

■ A vendre, maison de 150 m² sur 3,5 ha boisée à 925 m d'altitude dans le Ventoux. Mobilhome, mezzanine en bois sur terrasse, électricité solaire, eau par citerne, promesse eau courante par le maire. *Tél : 04 90 64 00 86 ou 06 18 22 79 23.*

■ Vends terrain à bâtir soit 1200 m² ou 2800 m², plein soleil, calme, pas isolé, à personnes amoureuses de la nature, prêtes à bien arborer, à Saint-André-le-Gaz (Isère), à 1,5 km de la gare, 2 km du village. *Tél : 04 74 88 71 60.*

Vacances

■ **Hautes Vosges.** A 950 m d'altitude dans le parc naturel régional des Ballons des Vosges, chambre d'hôte dans grenier à foin aménagé, 5-6 personnes, table d'hôte bio végétarienne et produits fermiers locaux, accessibilité uniquement à pied (possibilité transport des bagages), proche GR 532, au pied du Petit Ballon 1272 m. Activités : rando, VTT, ski de fond, observation nature, rando avec ânes... Ancienne ferme rénovée avec pierres, bois, chaux, chanvre, liège... toilettes à compost, non raccordée EDF, esprit Silence, ouvert toute l'année. *Tél : 06 87 20 09 56. e-mail : belchenbach@free.fr, http://belchenbach.free.fr.*

Divers

■ Claudine de Lille : y résides-tu toujours ? Il y a silence et silence. Attends de tes nouvelles, si tu veux bien. *Hélène Lardon.*

■ J'ai rencontré Clément et Ubu en 2003 dans les rues de Lille. On a perdu contact suite à un manque d'outils de communication et de lieu fixe. Maintenant que j'en ai un (de lieu fixe), je me permets d'utiliser Silence pour retrouver leur trace... Si quelqu'un pouvait me donner des nouvelles d'eux, un moyen de les contacter, ou si Clément lit ces lignes, n'hésitez pas à m'appeler. *Fanny, tél : 04 75 65 63 03.*

Commerce inéquitable le roman noir des matières premières

Jean-Pierre Boris
Ed. Hachette Littératures
2005 - 188 p. - 17 €

A force de parler du commerce équitable, on en oublierait presque que l'essentiel du commerce se fait sous forme d'une guerre économique sans pitié. Jean-Pierre Boris qui anime une émission sur le sujet à Radio France internationale trace ici le parcours de produits comme le cacao, le café, le coton, le riz et le poivre. Derrière les échanges en milliers de tonnes, on retrouve les guerres, les trafiquants d'armes, la Françafrique, le blanchiment d'argent, la corruption, la guerre entre multinationales, entre Etats et même les réseaux de Ben Laden. Les batailles sont intenses et sous forme de reportage, l'auteur nous montre la férocité des enjeux. Alors le commerce équitable ? Il y vient dans un dernier chapitre : un prétexte pour se refaire une image comme Dagrès qui annonce le lancement d'un "coton équitable", quelques dizaines de tonnes pour une multinationale qui en brasse des millions. Aujourd'hui 35000 supermarchés proposent du café dit équitable. Pour quel résultat ? 0,3 % du café est vendu par le biais "équitable" et cela rapporte selon les chiffres même de ses promoteurs... 5 euros par mois à chaque producteur. Croire qu'une telle filière puisse se substituer à celles des multinationales est pour l'auteur un mythe et il s'appuie pour cela sur le succès de la course aux prix les plus bas : "En achetant un paquet de café labellisé Max Havelaar, on ne participe pas à l'édification, demain ou après-demain, d'un monde meilleur, d'un autre monde. Cette présentation est une escroquerie intellectuelle. Non seulement le commerce équitable n'est pas capable de concurrencer les circuits commerciaux habituels ; mais en plus il s'appuie sur eux, en ne remettant que très partiellement en cause la chaîne des intermédiaires qui contribue à acheminer les grains de café des producteurs vers les consommateurs" [p.178]. Et l'auteur de détailler un certain nombre de pratiques de grandes firmes qui



font du commerce équitable sur une petite échelle pour se faire de la publicité et ainsi écouler le reste de leur production, pas du tout équitable. Le bruit médiatique du commerce équitable permet d'étouffer tout mouvement social pour dénoncer le démantèlement au niveau mondial des conventions qui protégeaient les producteurs. "Les députés sifflent un café au goût de compassion, ce qui est certainement plus facile que de chercher à régler le problème par des voies politiques" [p.183]. L'ONU avait dans les années 80 essayé de mettre en place un fonds de régulation qui aurait permis de redistribuer une partie des bénéfices des multinationales aux petits producteurs. Faute de soutien politique, ce projet n'a jamais vu le jour. Cela aurait été plus efficace que le soi-disant commerce équitable. MB.

Pour en finir avec le sexisme

Guillaume Carnino
Ed. L'Echappée
2005 - 128 p. - 9 €

Si le sexe est biologique, le genre est culturel. Considérer que le sexe détermine le genre relève du sexisme. L'auteur analyse ici comment se construit l'image masculine et féminine, comment on peut la combattre et espère ainsi ouvrir des pistes pour qu'un jour le sexe n'ait pas plus d'importance dans la société que la couleur des yeux. Une démarche peut-être pas si utopique que cela quand on se penche sur les travaux d'anthropologues présentant des sociétés où les représentations de genre que nous avons sont inversées. Mais une tâche immense tant le conditionnement est permanent : petite enfance, jeux et jouets, littérature, scolarité et pour relever le tout, la publicité qui veut nous plier aux normes de la marchandise ou la législation qui pousse au mariage hétérosexuel, lieu de l'exploitation du travail gratuit de la femme

par l'homme. Conséquences de ces rapports hiérarchiques de sexe : la pornographie, la prostitution, l'homophobie... et une transmission du phénomène de générations en générations. L'auteur va quand même parfois un peu loin dans sa dénonciation de la différenciation. Il pense ainsi que la sexuation des hormones n'est qu'une affirmation sociale... C'est oublier que génétiquement, nous sommes XX ou XY au niveau des chromosomes. De même pour contester la hiérarchie, il affirme que dans la nature, le lion n'est pas supérieur à la gazelle... Oui, mais par rapport à la lionne ? et autres lions ? Ces réserves mises à part, l'ouvrage est très intéressant d'une part parce que l'auteur pose bien de très nombreuses questions, et aussi parce qu'un effort de rédaction permet de présenter des questions parfois complexes. MB.

R O M A N S

La planète des fous

Denis Marquet
Ed. Albin-Michel
2005 - 210 p. - 15 €



L'auteur de l'excellent roman *Colère* nous raconte cette fois-ci l'arrivée sur la planète des Fous (la nôtre) d'un être qui ne vit qu'au niveau de l'esprit et qui découvre un monde attaché à la matière. C'est écrit dans un style qui se veut celui d'un être entièrement tourné vers le spirituel et les rencontres se font à travers le monde des rêves et de l'imagination, l'explorateur des Subtils s'essayant progressivement à vivre dans la matière. Comme dans le film *La belle Verte* de Colline Serreau, c'est plein d'observations prises à contre-pieds. Comme dans le film *Les ailes du désir* de Wim Wenders, l'extra-terrestre va tomber amoureux et choisir de "disparaître" sur Terre.

Comme dans le livre *L'Empire des anges* de Bernard Werber, le principe de base est qu'il existe un monde où vivent de purs esprits. Si cela se lit, ce n'est donc guère original. FV.

La tribu des morts

Laurent Martin
Ed. Gallimard / Série noire



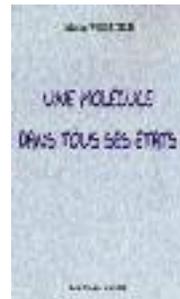
2004 - 232 p. - 9 €

Le flic Mangin enquête sur la mort d'un Zaïrois retrouvé tué à coup de machette dans la banlieue parisienne. Très vite, les obstacles apparaissent et sa hiérarchie lui demande même de cesser son enquête. Mais d'autres morts surviennent... qui nous conduisent peu à peu dans les méandres de la Françafrique. Un polar qui ne peut que vous inciter à lire les dossiers de François-Xavier Vershave. FV.

Une molécule dans tous ses états

Alain Viguier
Ed. Presses du midi (Toulon)
2004 - 90 p. - 10 €

L'auteur imagine que les molécules d'eau peuvent penser et échanger leurs impressions. A partir de cela, une molécule libérée des glaces du pôle Nord par le réchauffement climatique commence un long voyage dans l'océan, dans le ciel, dans les rivières... et découvre les dangers provoqués par l'espèce humaine. Agréable fable pour tous les âges qui, de manière ironique, amène à une réflexion sur l'incapacité humaine à percevoir les conséquences de nos comportements. FV.





B.D

Dans la prison

Kazuichi Hanawa
Ed. Ego comme X
(Angoulême)
2005 - 238 p. - 25 €€

Cette histoire japonaise est éditée dans le sens de lecture original (en commençant par la fin pour un occidental) pour respecter la mise en page de l'auteur. Longue histoire du quotidien d'un prisonnier dans une prison japonaise, entre travail répétitif, nourriture, rares exercices physiques, discipline de fer et sanctions fréquentes. Même si l'auteur cherche à aborder toutes les facettes de la prison, l'ouvrage traîne parfois en longueur. Il serait intéressant de savoir si le dessin a été réalisé en prison, car la critique du régime pénitentiaire est fort discrète : le personnage de l'histoire (l'auteur ?) semble presque heureux de sa détention. Masochisme ou censure ? FV.



L'argent fait le bonheur

Robert Guédiguian,
Sylvain Dorange
Ed. EP Emmanuel Proust
2005 - 88 p. - 14,90 €€

L'éditeur vient de lancer une collection visant à mettre en bandes dessinées des films. Dans *L'argent fait le bonheur*, on se retrouve dans une cité marseillaise qui domine le port de l'Estaque où la tension est vive entre les bandes de jeunes oisifs. Entre les histoires amoureuses, la drogue et un curé surréaliste qui essaie de recoller les morceaux, entre les différentes nationalités et les différentes religions, les tensions montent tout au long de l'histoire jusqu'à ce que



les femmes essaient de trouver une solution... qui est pour le moins originale et quelque peu amorale : "ne soyez pas mendiants, soyez voleurs". Intéressant travail de transmission de l'image mobile à l'image fixe. Le rythme en BD est sans doute plus lent que dans un film et malgré les 88 pages, l'histoire sur papier gomme un peu trop les ressorts psychologiques. Cela reste intéressant à lire et vous incitera à aller voir les excellents films de Robert Guédiguian. MB.

Total souk pour Nic Oumouk

Manu Larcenet
Ed. Dargaud
2005 - 48 p. - 9,80 €€



Larcenet se lance dans la description d'un nouvel univers, celui passionnant des banlieues. Sur un scénario de son frère, il met en scène le jeune Nic Oumouk qui aimerait gagner de l'argent. Il propose à ses racketteurs de le former à leur métier, ce qui lui vaut quelques ennuis. En plus il est ridiculisé par Educator, un justicier masqué qui chasse les fautes d'orthographe dans les tags. Comme on dit : Larcenet, total respect ! MB.

NOUS AVONS ÉGALEMENT REÇU

- **Malaise dans la démocratie, le spectre du totalitarisme**, revue du MAUSS, éd. La Découverte, 2005, 520 p. 30 €. Débat autour de l'universalité de la démocratie. Que faut-il penser du retour à la dictature en Russie, de l'exportation forcée de la démocratie au Moyen-Orient, des simulacres en Afrique ? Et que faut-il penser ici de notre démocratie où une classe politique a tendance à se reproduire sur elle-même, de plus en plus coupée des réalités de la population ? Le politique peut-il survivre à notre excès d'individualisme ? Écrit au début de l'année : une bonne anticipation de ce qu'a été l'ambiance avant et après le référendum sur la constitution.
- **Aphorismes**, Marc Biondetti, dessins Gamay, éd. Fous associés (Nancy), 2005, 108 p. Des petites phrases anticonformistes illustrées sur la médecine, le couple, la politique, la philo, l'âme humaine, la jeunesse, la modernité, la religion, l'argent, l'art...
- **Qu'est-ce que l'anarchisme ?** Alexander Berkman, éd. L'Echapée, 2005, 260 p. 15 €. Réédition d'un texte édité en 1937 à la mort de l'auteur et qui montre comment le capitalisme et les institutions ont une cohérence pour enrichir le riche au détriment des pauvres et ce que proposent les anarchistes.
- **Eoliennes, quels impacts environnementaux**, collectif, éd. L'Harmattan, 2004, 246 p. 21,50 €. Acte d'un colloque sur ce thème qui s'est tenu à Angers en mai 2003. Des textes très techniques sur le bruit, les impacts sur les oiseaux, le paysage, avec des approches diverses.
- **Et si la France quittait l'Union européenne ?** Robert Clajivo, éd. François-Xavier-de-Guibert, 2005, 116 p. 15 €. Alors qu'après-guerre, la France a sans cesse innové dans le sens du progrès en améliorant les conditions de vie de tous (retraite, sécurité sociale, congés, allocations diverses...), depuis la fin des années 70, le mouvement s'est inversé et l'Europe est devenue de fait un moyen pour les puissants de faire régresser toutes ces avancées sociales et environnementales. L'auteur, membre du petit parti *Confédération écologistes indépendants*, propose ici une analyse du traité constitutionnel et propose un retour à l'indépendance de la France, qui en poursuivant sur la voie d'une plus grande démocratie peut espérer repartir dans le sens du progrès social et du respect de la diversité culturelle. Penser globalement, mais décider et agir localement. Souverainiste parce qu'écologiste ?
- **La violence féminine, du vécu au transmis**, Anne Besnier, éd. L'Harmattan, 2005, 200 p. 17,50 €. Ce livre ne s'intéresse pas aux violences subies par les femmes, mais aux violences faites par les femmes. Il y a la violence faite à soi (anorexie), à ceux qui ne peuvent se défendre (une femme est impliquée dans un cas d'inceste sur cinq), la violence contre la société (délinquance)... il y a la peur à l'origine de la violence et phénomène courant et difficile à prévenir la transmission de la violence d'une génération à l'autre.
- **Mots qui tuent, mots qui sauvent**, Yvan Mudry, éd. Labor et Fides (Genève), 2005, 136 p. Derrière les actes de violences, il y a des idées qui s'expriment avec des mots. Les explications de la violence d'aujourd'hui ne relèvent donc pas uniquement de questions économiques, politiques ou sociales, elles peuvent aussi s'expliquer par la philosophie. Les idées naissent de valeurs, donc d'une morale, laquelle se transmet par l'apprentissage de génération en génération. Si la violence se conçoit avec des mots, les exprimer peut conduire à s'en libérer. La solution peut donc être la parole, comme exploration du rapport à l'autre.
- **L'altercroissance**, Matt Lechien, éd. Surréaliste (www.surrealiste.org), 31 février 2005, 44 p, prix libre. Pamphlet sur la place de la décroissance dans le débat sur l'altermondialisme ou l'anticapitalisme, 13^e texte d'un auteur qui aime bien la provocation, source de nouvelles idées.
- **Guide de découverte des animaux en Méditerranée**. ASPAS (BP505, 26401 Crest cedex), 2005, 52 p. Pour tout savoir sur ce que vous pouvez voir en vous baignant et en ouvrant les yeux sur votre environnement. Très pédagogique.
- **La Bourse du travail de Lyon**, David Rappe, éd. ACL (BP 1186, 69202 Lyon cedex 01), 2004, 220 p. 15 €. Aujourd'hui, une bonne partie de la gauche propose comme alternative au libéralisme le recours à un Etat-providence. Ce livre, qui raconte l'histoire de la Bourse du travail de Lyon de 1890 à 1914, montre bien comment à l'époque associations et syndicats ont su se mobiliser pour créer des lieux de solidarité où l'on pouvait trouver de l'aide pour les emplois, la santé, l'éducation et la culture. Une alternative au centralisme. D'intéressantes réflexions.
- **Dans le jardin, des fruits et des légumes**, Gaud Morel, René Mettler, éd. Gallimard-Jeunesse, 2005, 40 p. 2,95 €. Petit livre pour enfant qui présente ce qui se passe dans un jardin. C'est vraiment très simplifié et le délicieux pissenlit comme l'utile ortie se retrouvent dans les mauvaises herbes !
- **Au cœur de la haie**, Nathalie Tordjman, Sylvaine Pérols, éd. Gallimard-Jeunesse, 2005, 40 p. 2,95 €. Les haies accueillent un grand nombre d'animaux et offrent des fruits délicieux. Un suivi de la haie tout au long de l'année.
- **Paroles anticléricales**, illustrées par Marcos Carrasquer, éd. Libertaires (17190 Saint-Georges-d'Oléron), 2005, 48 p. 12 €. Les peintures torturées de l'ouvrage, en pleine page, accompagnent les citations anticléricales du genre "la religion existe depuis que le premier hypocrite a rencontré le premier imbécile" (Voltaire).

Courriers :

9 rue Dumenge, F 69317 Lyon Cedex 04

Comptabilité - Abonnements :

04 74 07 08 68 mardi 8h30-11h et 13h30-16h
04 78 39 55 33 jeudi 10h-12h et 14h-17h

Rédaction :

04 78 39 55 33 mercredi 10h-12h et 14h-17h

Stands, correspondants, dépositaires :

04 78 39 55 33 vendredi 10h-12h et 14h-17h

Virements bancaires :

CCP 550 39 Y LYON

Distribution en Belgique :

Brabant-Ecologie - Route de Renipont, 33
B - 1380 Ohain - Tél / fax : 02 633 10 48
CCP 000 15 19 365 54

Distribution en Suisse :

Contratom CP 65 - CH 1211 Genève 8
tél : (41) 22 740 46 12
CCP 17-497696-4

Imprimé sur papier 100 % recyclé blanchi sans chlore par Atelier 26 - Loriot
Tél : 04 75 85 51 00

Les textes sont sous la responsabilité de leurs auteurs. Les brèves sont des résumés des informations que l'on nous communique. La reproduction des textes est autorisée, sauf avis contraire, sous réserve d'en indiquer la source et le nom des auteurs (photos et dessins non compris)

N° de commission paritaire : 87026

N°ISSN 0756-2640

Date de parution : 4^e trimestre 2005

Tirage : 7 700 ex

Editeur : Association Silence

Permanence : le mardi 10h-12h et 14h-17h

04 78 39 55 33

Président : Xavier Sérédine

Vice-président : Jacques Caclin

Trésorière : Myriam Cognard

Secrétaire : Madeleine Nutchey

RÉALISATION DE LA REVUE

Directrice de publication :

Madeleine Nutchey

Secrétaires de rédaction :

Michel Bernard et Michel Jarru

Gestion et abonnements : Michel Jarru

Maquette et publicité : Patrice Farine

Stands, lieux de dépôts : Dorothee Fessler

Rédaction : Michel Bernard, Alexandre

Esteban, Dorothee Fessler, Alain-Claude Galtie,

René Hamm, Madeleine Nutchey,

Jocelyn Peyret, Vincent Peyret,

Mimmo Pucciarelli, Francis Vergier

Dessinateurs : Lasserpe, Mahlen, Farine

Correcteurs : Raymond Vignal,

Françoise Weité

Photographes : El Brujo, Marie Clem's,

Jean-Marc Desfilhes, Gilles Gesson,

Maxime Gatineau, Alban Labouret,

REPAS, Raymond Vignal

Et pour ce numéro : Yvette Bailly,

Christiane Bessenay, Confédération

paysanne, Philippe Bovet, Florence de

Luna, Marguerite Descamps, Guillaume

Gamblin, Alban Labouret, Jean-Baptiste

Libouban, Vincent Martin, Paulette

Mazoyer, Aymeric Mercier, Mireille Oria,

piecesetmaindoeuvre, Alain Refalo,

Reine Rosset, Paul Roullaud, Myriam

Travostino, Bernard Valette.

Couverture : Jean-Marc Desfilhes -

Campagnes solidaires.

Bon de commande

Anciens numéros - Seuls les numéros présentés ci-après sont disponibles. Ils sont à commander uniquement en France. Les frais de port sont de 2 € pour un ex □, 3 € pour 2 ex □, 4 € pour 3 ex et plus □.

Numéros régionaux

□ 272-273 Rhône

Croix-Rousse. La Duende. Le Bastringue. Cabiria. La Gryphe. Bioclimatique. Réseau Santé. Radio-Canut. Hommes violents 6 €

□ 285-286 Isère

Superphénix. Moulin Guitare. 400 couverts. MNEI. Jardin alpin. Lo Parvi. P'tit vélo. Terre vivante. Encre Rage 6 €

□ 291-292 Aquitaine

Terre de Jor. Champ d'action. Démos. Iskatola. Abbadia. Nola-Mohika. Maison des femmes. Azimuts. Boussac. Utopia. 6 €

□ 298-299 Franche-Comté

Cirque Plume. Eau secours ! TGV. Jardins de Cogne. La Fraternelle. La Batailleuse. Bioloopin. Spirale. Pochon magique. Maison Voisine. Convivialité 6 €

□ 305-306 Bouches-du-Rhône et Vaucluse

Cours Julien. Loubatas. Ecoforum. Jardins de l'Espérance. Ilotopie. Mille babords, Ballon rouge. CIRA. Longo Mai. GERES. Graines de vie. Pic Noir 6 €

□ 312-313 Poitou-Charentes

Les maisons de Béruges. Défense du marais poitevin. Kvintepalio, un centre esperantiste. La Tambouille. Le hameau de la Brousse. Maison du MER 17. 6 €

□ 318-319 Drôme / Ardèche.

Terre et humanisme. Tofouille. Le loup. Jeûne et randonnée. La CRII-Rad. Naître à la maison. Jardins solidaires 6 €

□ 325-326 Nord-Pas-de-Calais.

Des jardins dans la ville. La Maison de la nature et de l'environnement. Droit au vélo. La Malterie. Laisse ton empreinte. 6 €

Autres numéros

□ 290 Ne pas oublier le train

Service public et gratuité. Micro-hydraulique. Cosmétiques pseudo-naturels. 4 €

□ 294 Enfance en collectif

Prostitution. Trucs bioclimatiques 4 €

□ 300 Nos lecteurs ont du talent

40 pages réalisées par les lecteurs... 4 €

□ 301 La face cachée des vaccins

Communauté ? Eoliennes. Indépendance de la Nef 4 €

□ 304 Toujours sexistes ?

Société de frugalité. Auto-déstructuration. Nucléaire : secret défense. 4 €

□ 307 Ecocités

Carole Poliquin. Féminisme. Grands corps d'Etat. Entraide. 4 €

□ 310 Nature politique de l'écologie

Agribio et circuits courts. Les trois SEL de la vie. Le jeûne de Louis lecoin 4 €

□ 311 OGM Violence marchande

Jeûne sortir du nucléaire. SEL : échec économique, réussite sociale. 4 €

□ 314 Le réseau REPAS

Croissance/décroissance. SEL : de la monnaie au temps comme mode d'échange. 4 €

□ 315 Décroissance et non-violence

Transport fluvial. Les restes du festin. OGM : faucheurs volontaires 4 €

□ Annuaire de la presse alternative, édition 2004, 8 pages, plus de 400 adresses, 4 € (port compris)

Abonnement

Attention ! Du fait de la parution de numéros doubles, 12 numéros ne correspondent pas à un an.

France métropolitaine

□ Découverte 1ère année	6 n°	15 €
□ Particulier	12 n°	40 €
□ Institution	12 n°	80 €
□ Soutien	12 n°	50 € et +
□ Petit futé	24 n°	65 €
□ Groupés par 3 ex	3 x 12 n°	100 €
□ Groupés par 5 ex	5 x 12 n°	150 €
□ Petit budget	12 n°	25 €

Suisse

□ Découverte 1ère année	6 n°	25 FS
□ Particulier	12 n°	60 FS

Autres pays et Dom-tom

□ Découverte 1ère année	6 n°	22 €
□ Particulier	12 n°	45 €
□ Institution	12 n°a	90 €
□ Soutien	12 n°	50 € et +
□ Petit futé	24 n°	70 €
□ Petit budget	12 n°	40 €

je règle un total de :

NOM _____

Prénom _____

Adresse _____

Code postal _____

Ville _____

France : Règlement à Silence,
9, rue Dumenge,
69317 Lyon cedex 04

Belgique : Règlement à Brabant-
Ecologie, Route de Rénipont, 33,
B - 1380 Ohain
tél : 00 32 2 633 10 48
CCP 000 15 19 365 54

Suisse : Règlement à Contratom
CP 65 - CH 1211 Genève 8
tél : (41) 22 740 46 12
CCP 17-497696-4





Lumineuses ténèbres, mes interlocuteurs de l'au-delà

Josette Chagnon
Ed. Presses de Valmy
2004 - 220 p. - 19 €

Il est fréquent que fleurissent dans la mouvance de Silence les appels ou références à la spiritualité. Aussi n'est-il pas incongru d'évoquer en quelques mots un nouveau livre sur le sujet, choisi dans le relatif foisonnement qui s'y constate. Le titre "Lumineuses ténèbres" est un oxymore convenable pour aborder les rives éculées des religions et autres sectes. A l'opposé des fascismes, des intégrismes religieux qui prévoient le formatage et le passage au crible, les témoignages de recherche et d'expérience personnelle ont des allures de croisières de charme. Un proverbe bouddhiste proclame "autant de moines, autant de religions". Un livre qui, pas davantage que les autres, ne fera une religion, mais qui propose des pistes pour se faire la sienne. J'y ai pêché qu'il ne sert pas à grand chose d'avoir trouvé le bon chemin si l'on reste assis au bord, qu'il ne sert à rien de vouloir transmettre ses expériences qui sont une aventure strictement personnelle, mais qu'il importe d'en témoigner. Michel Guérin.



D.V.D Bâtir en bottes de paille

Redécouverte d'un ancien matériau de construction

Heidi Snel
Ökofilm Production
(www.ecofilm.de) 2004 - 43 mn

Bâtir de façon à la fois écologique et économique sont deux objectifs rendus compatibles par les bottes de paille. Ce matériau renouvelable, sain, de proximité, abondant, économique, très isolant et facile à utiliser, connaît actuellement un renouveau dans le monde entier et représente un potentiel considérable pour la construction écologique.

Ce film allemand (en version française), très complet sur le sujet, propose à la fois une vision pratique, illustrée par le suivi de différents chantiers de construction en bottes de paille et par des interviews d'auto-construc-teurs, propriétaires, architectes et chercheurs, ainsi qu'une vision plus globale, sur les impacts écologiques, économiques et sociaux d'un tel mode de construction. Un complément d'informations est proposé en français sur le site www.lamaisonenpaille.com. Aymeric Mercier.



La vie après le pétrole

Jean-Luc Wingert
Ed. Autrement
2005 - 238 p. - 19 €

A lors qu'inexorablement les prix du pétrole montent, indiquant que l'on arrive au moment où la production ne va plus pouvoir suivre la consommation, voici un livre qui pose clairement le problème de l'après-pic de production.

Dans une première partie, l'auteur, ingénieur et consultant, retrace l'histoire de l'exploitation du pétrole et montre comment tous les indices actuels montrent que l'on est arrivé au bout du pétrole bon marché. Il rappelle ainsi que le maximum de découvertes de réserves de pétrole a été atteint dès 1965 et que depuis, on en découvre de moins en moins. Il rappelle que c'est dans les années 80 que les découvertes n'ont plus couvert la production et donc que les stocks estimés ont commencé à baisser. Il rappelle que le maximum de production a été observé dès 1970 en Libye et aux Etats-Unis, puis en Iran, en Algérie, au Venezuela, en Indonésie, en Russie, et récemment en mer du Nord pour la Grande-Bretagne et la Norvège, que le Mexique, la Chine et le Nigéria y arrivent aujourd'hui et qu'il ne reste donc plus que l'Arabie Saoudite, le Koweït, les Etats Arabes Unis et l'Irak... dont le pic de production est attendu avant 2015.

Cela ne signifie pas qu'ensuite le pétrole va manquer du jour au lendemain, mais que, la demande étant plus forte que la production, il va y avoir une hausse des coûts et la consommation va devoir se ralentir. Alors que la consommation augmente actuellement de 1,6% par an, les experts pensent qu'après le pic mondial prévu entre maintenant et 2020, il va falloir décroître de 2% par an. Tout le débat est alors sur les méthodes à mettre en œuvre pour assurer cette décroissance.

Pour cela, il y a plusieurs axes à étudier : comment remplacer le pétrole, comment améliorer l'utilisation de ce qui consomme le pétrole (efficacité énergétique) et lorsque cela ne suffira plus, comment changer de mode de société pour diminuer les besoins dans le domaine de l'énergie.

Concernant les alternatives au pétrole, il fait un large tour d'horizon des possibilités : nucléaire, énergies renouvelables, hydrogène, énergie sous-marine, géothermie, sans oublier l'énergie animale (en rappelant que ce n'est pas pour rien que l'on a longtemps eu recours à l'esclavage).

Concernant l'efficacité énergétique, il montre qu'il existe un important potentiel facilement mobilisable au début de la crise : qui peut permettre de retarder l'étape suivante qui est une réorganisation de la société. En effet, la simple adoption des voitures les plus économes actuellement peut permettre de diminuer de moitié les besoins en carburant pour les transports individuels ; l'isolation de l'habitat ancien peut aussi diminuer de moitié les besoins de chauffage... Il écarte les fausses solutions que sont le recours à l'hydrogène, rappelant que la première pile à combustible date de 1839 et qu'elle n'a jamais eu de succès car elle se heurte à des limites techniques : consommation d'énergie pour sa production, poids de son stockage dissuasif, faible autonomie... Il montre également que si la biomasse a un fort potentiel, ce n'est pas forcément en la reconvertissant dans le domaine des carburants... car elle présente pour le moment des rendements faibles (il faut beaucoup d'énergie pour en produire un peu plus) et cela pose un problème de concurrence avec l'alimentation : on préférera sans doute se nourrir que nourrir sa voiture... surtout quand les importations de produits frais diminueront du fait de l'augmentation des coûts de transports.

Pour lui, ce gain d'efficacité énergétique est une opportunité à saisir pour bénéficier de plus de temps pour se retourner pour ensuite changer de comportement. Il estime que le pic pourrait intervenir vers 2015 et que ces gains peuvent permettre à la société de continuer ainsi une dizaine d'années supplémentaires. Mais avec de grosses différences : les pays riches pourront continuer à investir en payant du pétrole cher, alors que les pays du Sud, si rien n'est fait, risquent de plonger... avec le risque d'un raz-de-marée humain vers les pays riches. De même au sein de chaque pays, si aucune anticipation n'a lieu, la hausse du prix du pétrole va exacerber les tensions entre riches et pauvres et la situation risque politiquement de dégénérer (Le Pen nous voilà !).

Il s'attaque donc aux changements de société qui seraient nécessaires pour suivre la courbe descendante de la production d'énergie. C'est évidemment la partie la plus difficile à imaginer. Bravo à l'auteur d'avoir su lister un grand nombre de possibilités, d'ouvrir largement le débat et de rappeler ce qui peut bloquer. Le premier blocage qu'il met en avant est la logique du capitalisme qui n'a jamais intégré la notion de limites à son développement. Une autre limite est le fonctionnement par mandat des élus : certains changements profitables à une société de décroissance comme le transfert des transports de la route vers le rail et les voies maritimes nécessitent une durée largement supérieure à la durée de vie des élus. Il voit se poindre trois attitudes actuellement. Les Etats-Unis ont choisi la méthode du chène en envahissant l'Irak et en essayant de contrôler par la force l'approvisionnement en pétrole. Les autres gouvernements ont pour l'ensemble choisi la politique de l'autruche, ce qui est le plus sûr moyen de provoquer des violences sociales dans un avenir proche. Il prône donc de choisir la méthode du roseau qui consiste à s'aider de ce que l'on a, de ce que l'on connaît, pour réorienter en douceur la politique énergétique et ce qui en découle vers une société plus sobre. Pour lui, l'Europe dispose actuellement de cette souplesse et devenir moteur pour une nouvelle approche mondiale de l'énergie.

Même si parfois le niveau technique du livre peut sembler un peu rébarbatif (surtout dans les données du début), si l'auteur se laisse aller à un couplet nationaliste sur la possibilité pour les Français de devenir propriétaire de brevets, s'il est sans doute influencé par les grands groupes pétroliers, toute la partie prospective est absolument passionnante à découvrir pour sentir que nous avons un avenir riche de possibilité et que le pic de production du pétrole peut être une aubaine et non une catastrophe. MB.